

LA SÉLECTION
DE
L'IMMIGRATION EN FRANCE
ET
LA DOCTRINE DES RACES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Lundi 26 Mai 1930, à 14 heures

PAR

Jean PLUYETTE

MM. A. MESTRE, Professeur, *Président*
LE FUR }
CASSIN } *Suffragants.*

ÉDITIONS ET PUBLICATIONS
CONTEMPORAINES — PIERRE BOSSUET
47. RUE DE LA GAITÉ — PARIS — 14^e

1930

LA SÉLECTION
DE L'IMMIGRATION EN FRANCE
ET
LA DOCTRINE DES RACES



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA SÉLECTION
DE
L'IMMIGRATION EN FRANCE
ET
LA DOCTRINE DES RACES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Lundi 26 Mai 1930, à 14 heures

PAR

Jean PLUYETTE

MM. A. MESTRE, Professeur, *Président*

LE FUR

CASSIN

} *Suffragants.*

ÉDITIONS ET PUBLICATIONS
CONTEMPORAINES — PIERRE BOSSUET
47. RUE DE LA GAITÉ — PARIS — 14^e

1930

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions écrites dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

« Il n'est pas d'année, déclare M. Georges Le Fèvre, de docteur qui n'écrive une thèse sur l'immigration. »(1) La boutade de M. Le Fèvre reste bien au-dessous de la réalité. Outre les ouvrages généraux traitant de l'immigration, des thèses multiples, des articles de revues ont exploré ce domaine en tous sens ; des cours ont été professés, des conférences internationales se sont appliquées à résoudre les plus criantes difficultés ; un organisme permanent, le Bureau international du travail, essaie de mettre un peu d'ordre et de cohésion dans le maquis des réglementations nationales. Ce qui nécessite un pareil effort de doctrine et d'action, c'est la nouveauté relative des problèmes posés par les mouvements migratoires — mouvements qui ont trouvé les législations désemparées et qui ont suscité dans l'opinion publique de violentes réactions.

Pendant de nombreuses années, les mouvements migratoires apparurent comme des régulateurs naturels de la répartition de la population humaine. De vastes courants s'étaient établis au cours du XIX^e siècle entre la vieille Europe, cherchant des débouchés pour sa population pléthorique et les terres vierges du Nouveau-Monde, et l'exode régulier des émigrants était

(1) Georges LE FÈVRE : *Homme-travail*. Baudinière, Paris 1929, p. 36.

volontiers comparé au jeu d'une bienfaisante soupape de sûreté.

Les répercussions des mesures restrictives ou prohibitives, prises par les républiques américaines à l'endroit des immigrants, firent comprendre aux Etats européens à la fois quel fardeau et quelle richesse constituait pour une nation une surabondance de population. Les Etats d'émigration, généralement peu favorisés sous le rapport des matières premières et des ressources naturelles, prétendent monnayer leur main-d'œuvre et ne la lâcher à l'étranger que moyennant certains avantages économiques : l'homme s'échange contre des produits. Pour obtenir ces compensations qu'ils estiment justifiées, les Etats d'émigration suivent leurs nationaux dans leurs tribulations et favorisent la réunion de leurs ressortissants en blocs homogènes qui permettent de peser avec plus de force sur les décisions des Etats étrangers.

Le mouvement d'organisation, prélude de revendications politiques, qui se manifesta, après la guerre, chez les Etats fournisseurs de main-d'œuvre, alarma justement les Etats européens à population déficitaire et au premier rang, la France.

Par sa superficie qui la place en première ligne des Etats européens (la Russie exceptée), par l'abondance de ses ressources naturelles, par sa situation économique favorable, la France d'après-guerre est un objet d'envie pour une Europe qui n'a pas encore retrouvé sa stabilité d'antan. Lorsqu'on a su, parmi les populations pauvres de l'Europe Centrale et Méridionale, que la situation économique de la France dépassait ses possibilités humaines, des émigrants, attirés par l'espoir d'une vie meilleure, sont venus nous offrir leur activité et leur aide. La France est devenue le premier pays d'immigration d'Europe et le second dans le monde, ne se laissant distancer que de très peu par les Etats-Unis d'Amérique.

On oublia seulement que les problèmes posés par l'immigration n'étaient pas dûs à une simple crise passagère, mais qu'ils forment une suite logique à la baisse de la natalité et à la dépopulation des campagnes. Entre les besoins économiques et les ressources humaines, il s'est créé un fossé qu'il a fallu combler à tout prix en important des hommes. Les procédés empiriques d'immigration, suivis par l'administration et les industriels, ont assuré une solution immédiate et assez bonne à des problèmes de main-d'œuvre ; faute d'idée directrice, faute de cohésion entre les services, l'immigration est restée une technique perfectionnée et n'a pas été traitée comme un problème essentiellement national. Avec un sens très aigu des réalités immédiates, l'effort patronal s'est porté sur la satisfaction aussi rapide que possible de ses besoins de main-d'œuvre. L'erreur des gouvernants et de l'administration a été de se limiter à ce domaine.

Trois millions d'étrangers vivent sur notre sol, ignorants de nos lois, de nos mœurs, et souvent de notre langue. Leur recrutement, comme leur répartition, s'est fait au hasard. Il y a parmi eux des gens tarés et des malades incurables qui encombre nos prisons et nos hôpitaux. Par leur présence en des points névralgiques de l'activité économique ou de la défense nationale, par l'appui qu'ils reçoivent de leurs gouvernements, les immigrants font peser sur la nation une menace permanente. Allait-on laisser se constituer librement des minorités nationales ? Une souple politique d'assimilation n'était-elle pas nécessaire, afin de venir à bout de ces éléments allo-gènes et de les fondre dans la nation française ?

Pour parer à ces dangers, on s'est contenté d'une arme juridique, la loi du 10 août 1927 sur la nationalité. Elle tranche la question d'un trait de plume, nationalise de force les enfants des immigrés, ouvre à tout venant les portes de la naturalisation et réalise l'assimilation légale sans se préoccuper

des sentiments intimes, mais réels de l'étranger et de sa famille. Or il se posait une question préalable, celle de savoir si la fusion dans la nation française de tous les éléments allogènes était désirable ou même possible ; si, suivant une formule qui nous vient d'Amérique, ces étrangers étaient capables de donner des Français « cent pour cent » par la raison et par le cœur. Une telle politique d'assimilation postulait un système de sélection.

La politique de sélection s'est cantonnée dans le domaine économique. Sous la pression de l'opinion ouvrière, qui ne considère dans le travailleur étranger qu'un concurrent besogneux et exploitable, le marché du travail fut réglementé et protégé, le recours à l'immigration industrielle, surveillé et limité. Les menaces de chômage, consécutives à la crise industrielle de 1927, obligèrent l'administration à renforcer son système de surveillance. Mais aucun plan d'ensemble ne fut envisagé afin d'adapter l'immigration aux besoins profonds du pays et de reconstituer, avec méthode et sûreté, une population qui diminue chaque jour.

Le grand mouvement d'immigration, dont la phase principale se place entre 1919 et 1927, est aujourd'hui ralenti. Dans l'industrie — sauf les mines — dans les professions libérales, on semble arriver assez près d'un point de saturation. Les besoins à satisfaire sont ceux de l'agriculture — besoins permanents puisqu'ils résultent du jeu combiné de la crise de la natalité et de l'exode vers la ville.

A la satisfaction de ces besoins permanents doit faire face une organisation administrative rationnelle, s'inspirant de principes établis et ayant une ligne de conduite déterminée. La tâche qui lui est confiée, c'est selon l'heureuse expression du docteur René Martial « une greffe inter-raciale ». Sur le vieux tronc français, quelles boutures sont-elles susceptibles de produire les plus beaux fruits ?

L'aspect ethnique de l'immigration a été trop longtemps négligé ou méconnu. La législation américaine sur l'immigration, fondée sur le postulat de l'inégalité fondamentale des races humaines en aptitudes civilisatrices, remet en question le droit, pour l'Etat, de n'admettre sur son territoire que des éléments ethniques jugés par lui dignes de s'adjoindre à la population nationale. Cette question des rapports de l'Etat ou de la Nation avec l'ethnique reprend en France une actualité nouvelle. Dans le recours méthodique qu'il adresse à l'immigration, l'Etat français ne doit-il pas s'inspirer des directives de la politique américaine et sélectionner les immigrants de façon à respecter la cohésion ethnique de la nation ?

Le problème ethnique se double d'un problème sanitaire. Une fois déterminé les nations auxquelles un appel régulier sera adressé pour la reconstitution de la population française, il importe de ne choisir pour l'opération de transfusion de sang que des sujets robustes et bien portants, capables de perpétuer une race saine.

Pour assurer une tâche aussi minutieuse et diverse, l'administration doit être réorganisée et présenter un ensemble cohérent. Elle pourra utiliser précieusement la collaboration de certains organismes privés qui assument déjà certaines besognes fastidieuses et délicates. Le rôle du fonctionnaire se borne à donner des directives, à surveiller les opérations des sociétés particulières et à faire acte d'autorité pour l'admission ou le rejet des immigrants. L'administration pourrait être tentée d'outrepasser ses pouvoirs : un système contentieux, donnant à l'immigrant sélectionné les garanties dont il a besoin vis-à-vis de l'administration, le protégera contre les abus qui pourraient être commis à son égard.

Des ces considérations générales se dégage le plan de cette étude.

Chapitre I : La situation démographique et le mouvement de l'immigration en France.

Chapitre II : Les étrangers dans le milieu français.

Chapitre III : La doctrine des races.

Chapitre IV : La défense ethnique en Amérique.

Chapitre V : La nation française et la défense ethnique.

Chapitre VI : La sélection sanitaire en France.

Chapitre VII : La réorganisation des services de l'immigration.

Avant d'aborder ces problèmes essayons de donner une définition préalable de l'immigration.

Traiter de l'immigration ou de l'émigration, c'est envisager de deux manières différentes un même phénomène : l'abandon définitif ou momentané de sa patrie, par un homme ou par une famille, suivi de son établissement dans un autre pays. Sur cette idée générale, auteurs et législations s'accordent ; mais, s'il faut serrer d'un peu près la notion d'immigration, les explications se multiplient et s'opposent.

On ne peut, en effet, ranger sous une même étiquette tous les étrangers qui se présentent aux frontières : touristes, ouvriers, voyageurs de commerce, proscrits politiques, etc., et on a suggéré divers critères de l'immigrant.

Gens pratiques, les Anglais et les Américains en ont donné une définition simple et commode : c'est l'homme qui, sur le paquebot, voyage en troisième classe, le passager sans ressources et de catégorie sociale inférieure. M. Oualid voit dans l'immigrant « le travailleur manuel de nationalité étrangère se rendant dans un pays déterminé en vue d'y trouver un em-

ploi » (1). Dans le même ordre d'idées, M. Pairault distingue deux catégories d'immigrants, les uns, immigrants libres, sont des touristes, des commerçants, des ouvriers saisonniers, les autres appartiennent à l'immigration organisée : ce sont des travailleurs étrangers soumis à tout un ensemble d'opérations d'embauchage contractuel sélectionné et de répartition contrôlée ». C'est la définition la plus « technique » que nous connaissions ; seule la soumission du travailleur à la machine administrative lui donne la qualité d'immigrant (2).

Le Code civil (ancien article 17, § 4) privait des droits civils le Français qui avait quitté la patrie sans esprit de retour. Ce critérium, fondé sur l'intention et la volonté du voyageur, satisfait peut-être la raison ; les faits se chargent de démontrer l'impossibilité de son application. Les modèles courants de contrats de travail sont établis pour une année et leurs porteurs ne sont certainement pas en mesure d'indiquer, lorsqu'ils se présentent à la frontière, la durée, même approximative, de leur séjour.

Ni les conditions de transport ni la situation sociale, ni la volonté de l'étranger ne donnent de certitude suffisante pour bâtir sur elles une définition acceptable de l'immigrant. Mais en dehors des essais de synthèse, peut-être pourrait-on arriver à quelque précision en analysant la notion d'immigration qui groupe deux idées distinctes : une idée de masse et une idée de durée.

Lorsqu'un Etat reçoit un nombre restreint d'étrangers, le mot d'immigration n'est même pas prononcé. Le phénomène passe plus ou moins inaperçu, les étrangers se fondent dans la nation, rapidement et sans heurts, par la simple vertu assim-

(1) OUALID (William). *L'aspect juridique de l'immigration ouvrière*. Bulletin de l'Association Nationale pour la protection légale des travailleurs. Nouvelle série, N° 22. Alcan. 1923.

(2) PAIRAULT (André). *L'immigration organisée et l'emploi de la main-d'œuvre étrangère en France*. Les Presses Universitaires, Paris. 1927, p. 22.

latrice du milieu. On commence à se soucier du droit des étrangers lorsque s'élèvent des conflits de droit international privé dont les tribunaux sont amenés à connaître, ou à la veille d'une modification à la législation sur la nationalité. Mais leur entrée n'est pas étudiée en elle-même et pour les problèmes qu'elle pose en droit public. C'est ainsi qu'avant la guerre, on connaissait en France des « étrangers » et il a fallu l'ouverture des écluses de l'Europe Centrale pour que fût employé le mot barbare d' « immigration ».

Invasion pacifique, l'immigration est surtout une invasion durable. L'immigrant, c'est avant tout l'homme qui vient en France pour y faire sa vie, pour gagner un salaire suffisant à son entretien et à celui de sa famille, pour y établir un foyer durable ; mais le retour final au pays natal n'est pas incompatible avec cette conception de l'immigration. L'homme qui agit ainsi a transporté en France pendant dix, vingt années son domicile légal, il y a placé le centre de ses intérêts, il a pris une part active à la vie économique et sociale de la France et, s'il a demandé la naturalisation, à sa vie politique. Comment ne pas tenir compte de cette stabilité voulue ?

Il est facile d'opposer à cet immigrant l'ouvrier saisonnier qui abandonne son domicile pour quelques mois, l'espace d'une récolte, et retourne chez lui avec le petit pécule qu'il a amassé, le commerçant ou l'industriel qui ne cherche dans un pays étranger qu'un débouché pour ses produits, le touriste, enfin, qui s'éloigne de son domicile pour un temps généralement assez limité.

L'objection principale dirigée contre cette théorie, c'est qu'il peut être difficile d'interpréter la volonté de l'étranger et de savoir s'il a eu l'intention d'effectuer le transport de son domicile. L'ancienne admission à domicile, préliminaire de la naturalisation, répondait en partie à cette objection. Encore aujourd'hui, lorsque l'étranger achète un do-

maine pour l'exploiter, passe un contrat de fermage ou se fait rejoindre par sa famille, il affirme la volonté objective de fixer son domicile au centre nouveau de ses intérêts. Même solution s'il s'agit de proscrits politiques fuyant des persécutions.

On ne saurait être toujours aussi affirmatif. L'ouvrier qui franchit la frontière, muni d'un contrat de travail valable pendant un an; vient souvent en pionnier, délégué par sa famille ou son village. S'il se plaît, il se fait rejoindre par les siens, sinon il s'en retourne l'année terminée. Bien qu'il ait passé par la filière administrative, nous ne saurions le considérer comme un immigrant, à moins de le qualifier de temporaire ; mais si, à l'expiration de son contrat, il s'embauche à nouveau pour une durée déterminée — au moins égale à son stade précédent — il se classe dans les immigrants, car c'est par une manifestation de volonté, consentie et éclairée, qu'il fixe son principal établissement dans le pays qui le reçoit.

Ce critère du domicile, fondé sur les manifestations extérieures de la volonté de l'étranger, ne peut être confondu avec celui du travail manuel ; il le domine et le contient. La population étrangère active ne forme qu'une partie variable — généralement la moitié ou les deux tiers — de la population étrangère totale. Pouvons-nous oublier qu'à côté des étrangers qui possèdent une carte d'identité avec la mention « travailleur », un nombre presque égal de leurs compatriotes occupent des emplois intellectuels qui ne les classent pas parmi les travailleurs ? Il est impossible d'identifier l'immigrant avec l'ouvrier étranger : ce serait une vision socialiste des mouvements migratoires. Nous nous refusons à qualifier d'immigrant un ouvrier qui passe un an en France, sans attaches fixes, sans emploi bien défini, et à dénier le même titre à l'étudiant étranger qui, après avoir

suivi notre enseignement supérieur, reprend un cabinet médical ou une maison de commerce, ou au propriétaire étranger qui transporte en France l'exploitation familiale.

Notre conception de l'immigration est donc quelque peu différente de celle de M. Oualid et de M. Pairault. Plus compréhensive, elle cherche à donner un nom à des gens qui présentent des caractères génériques assez semblables pour qu'on les range dans une même catégorie. Elle ne se limite pas à une classe sociale, elle s'étend à tout étranger qui, par une manifestation extérieure de volonté, annonce l'intention de se fixer en France (1). Mais elle rejette l'ouvrier étranger qui est introduit en France, conformément aux règlements, muni d'un contrat de travail de la durée d'un an ; elle ne voit en lui qu'un immigrant en puissance et elle attend pour le qualifier définitivement la décision qu'il prendra à la fin de son stage (2).

(1) Définition très voisine de celle donnée par la Conférence Internationale de l'Emigration et de l'Immigration, tenue à Rome en 1924. L'immigrant, c'est « tout étranger qui arrive dans un pays pour y chercher du travail et dans l'intention exprimée ou présumable de s'y établir d'une manière permanente ». Cette définition est acceptée par M. Marcel Paon, dans son volume sur l'Immigration en France. Payot, Paris 1926, p. 84.

(2) Cette conception de l'immigration n'est pas toujours reçue dans les milieux officiels. L'administration désigne sous le vocable d'immigrants, outre ceux qui se déterminent par notre formule, tous les étrangers des contingents ouvriers, industriels ou agricoles, introduits en France pour la durée minima de 1 an.

CHAPITRE PREMIER

LA SITUATION DEMOGRAPHIQUE ET LE MOUVEMENT DE L'IMMIGRATION EN FRANCE

L'immigration est-elle nécessitée par une crise passagère de main-d'œuvre ou correspond-elle à des besoins profonds de la population française ? Est-elle un fait économique momentané ou un phénomène durable ? Pour prendre une pleine conscience de la valeur et de la portée du mouvement, il importe de préciser, dans son état actuel, l'aspect de la question démographique en France.

I. — LA BAISSÉ DE LA NATALITÉ

Vauban, le créateur des recensements scientifiques, évaluait la population française, en 1700, à 19.669.320 habitants. Pendant un siècle et demi, les statistiques accusent une progression constante : 27.500.000 en 1801, 34.230.000 en 1841, 38.440.000 en 1870. La perte de l'Alsace et de la Lorraine

infléchit la courbe, en 1871, à 36.190.000, puis une amélioration se manifeste en 1891 avec 38.500.000. Cet effort semble avoir épuisé les ressources de la vitalité française. Depuis 1900, le plafond est atteint avec 39.601.509 habitants. Les pertes de la guerre et le fléchissement des naissances pendant les années 1915-1918 sont à peine compensés par l'appoint des provinces recouvrées. En 1921, la population totale de la France n'est que de 39.209.000 âmes.

Bien que le recensement de 1926 accuse une population totale de 40.743.851 individus, ne nous trompons pas sur le sens de cette augmentation, par rapport au chiffre de 1921, de 1.534.085 habitants ; elle est due jusqu'à concurrence de 947.771 unités à l'accroissement du nombre des étrangers résidant en France, qui, de 1.550.459 en 1921, passe à 2.498.230 en 1926. Par suite, l'augmentation de la population française n'est plus que de 586.314 ; de ce chiffre, il y aurait lieu encore de déduire celui des naturalisations.

L'examen de ces données numériques démontre un ralentissement très accentué dans l'accroissement périodique de la population française. Cette constatation prend une signification particulièrement grave alors que l'Allemagne comprend 63 millions d'habitants, en progression de 23 millions sur le chiffre de 1870 et que les recensements italiens et polonais accusent chaque année une augmentation de 400.000 âmes. En France, la publication des chiffres annuels est toujours saluée de réflexions pessimistes ; en 1920, la population s'est accrue de 50.790 unités, en 1925 de 60.084, en 1928 de 36.000. L'année 1929 offre une balance déficitaire, les décès l'emportant de 12.564 points sur les naissances. Ces dernières tombent de 745.315 (1928) à 728.540, alors que les décès, exceptionnellement nombreux, progressent de 675.110 à 741.014.

M. Alfred Sauvy (1), après une étude minutieuse du mouvement des naissances, des mariages et des décès, a cru pouvoir établir entre eux un certain synchronisme et d'après ses pronostics le chiffre des naissances, actuellement de 740.000 environ, irait en s'abaissant jusqu'en 1945, année où il atteindrait le chiffre minimum de 620.000, puis il s'élèverait légèrement et serait stationnaire aux environs de 650.000 : jusqu'en 1935, les naissances l'emporteraient légèrement sur les décès, mais il faudrait compter que, dès 1936, les morts prendraient l'avantage sur les vivants avec 15.000 points et 100.000 points en 1945.

Il ne nous appartient pas de rechercher les remèdes que l'on peut apporter à cette dépopulation lente. Chaque jour, en dépliant les journaux, nous apprenons que des prix sont décernés aux familles nombreuses, des médailles aux mères de famille. Peut-être pourrait-on préférer à l'encouragement officiel les efforts qu'ont fournis de grands industriels et se féliciter des résultats qu'ils ont obtenus ? Mais, dans les campagnes, les expériences ont été moins nombreuses et de peu d'importance, et là le problème reste entier.

II. — LA DEPOPULATION DES CAMPAGNES

La crise de la natalité se double de modifications profondes dans la répartition géographique de la population. Les villes tentaculaires agissent comme des centres d'attraction sur les hommes des champs. Les campagnes, gravement atteintes déjà par la crise de la natalité, sont volontairement désertées. Il en résulte une rupture d'équilibre dans le corps social avec tout ce qu'elle entraîne de heurts, de malheurs, de misères.

(1) *Revue de l'Immigration*. N° 10, p. 13.

En 1846, 26.755.018 ruraux s'opposaient à 8.646.743 citadins, soit une proportion de 3 contre 1 (75,6 pour 100 contre 24,4 pour 100).

En 1925, les chiffres respectifs sont 18.205.492 et 21.004.026. Les campagnes ont perdu 8 millions d'âmes et les villes en ont gagné 13 millions.

Et même dans certains départements agricoles, la diminution constante de la population prend des allures de catastrophe (1). Le département du Gers comptait 314.000 habitants en 1846 et seulement 194.406 en 1926, soit une perte de 117.754 paysans gascons. Cela se traduisait par une diminution de 18.000 agriculteurs sur le chiffre de 1911 et par 50.000 hectares de terres en friche et 2.500 fermes abandonnées. Le département des Basses-Alpes contenait, en 1831, 155.896 habitants et en 1921, 91.882, soit une perte de 64.664 unités. En l'espace d'un demi-siècle, les départements de l'Orne et de l'Aisne ont perdu, chacun, 148.000 habitants, la Mayenne 112.000, le Tarn-et-Garonne 70.000.

Pendant la même période, les villes s'accroissaient sans cesse. Dans les dernières années, le mouvement s'est encore amplifié. En 1911, il n'existait que trente-neuf villes de plus de 50.000 habitants, groupant ensemble près de 7.500.000 âmes. On en comptait quarante-huit, en 1921, absorbant 8.300.000 âmes. Les communes, renfermant de 20.000 à 100.000 habitants, n'étaient que 140 en 1921 et sont 159 en 1926.

Enfin, n'oublions pas que la population rurale a fourni les plus importants contingents des pertes de la guerre et que, sur cette main-d'œuvre déjà diminuée, les conséquences de la loi de 8 heures et de la reprise de l'activité industrielle

(1) Les chiffres qui suivent sont empruntés à l'ouvrage de M. Marcel Paon : *L'immigration en France*. Payot, Paris. 1926, p. 183.

ont entraîné un prélèvement important de jeunes campagnards qui, avides d'une existence plus facile, ont quitté la terre pour toujours.

III. — L'INVASION ETRANGERE

Ce double mouvement qui agite la population française a eu pour conséquence de faire, de la France, un centre de dépression démographique, vers lequel devaient se diriger fatalement les courants migratoires (1).

Au 1^{er} janvier 1930 on pouvait évaluer la population étrangère totale à 3 millions d'âmes environ. Dans un recensement effectué en 1927, le ministre de l'Agriculture chiffrait la seule population active à 1.500.000 âmes — recensement qui est beaucoup plus voisin de la réalité que les statistiques des introductions (2). Les voici, cependant, à titre documentaire (3) :

TABLEAU DES TRAVAILLEURS INTRODUITS ET RAPATRIÉS DE 1920

Années	Industrie	Agriculture	Ensemble	Ouvriers rapatriés.
1920	131.013	62.929	193.942	12.151
1921	25.998	54.057	80.055	62.536
1922	122.507	70.606	193.113	50.807
1923	194.905	78.622	273.527	59.921
1924	175.170	90.185	265.355	47.252
1925	104.477	71.784	176.261	54.393
1926	98.949	63.160	162.109	48.683
1927	18.778	45.547	64.325	89.982
1928	36.055	61.687	97.742	53.759
1929	110.871	68.450	179.321	38.870
	1.018.723	667.027	1.685.750	528.354

(1) Nous renvoyons, pour tout ce qui concerne le mouvement d'immigration avant et pendant la guerre aux ouvrages de P. SOUCHON : *La crise de la main-d'œuvre agricole en France*, Paris, 1914 et LUGAND : *L'immigration des ouvriers étrangers en France et les enseignements de la guerre*, Paris, 1919.

(2) Il est difficile de fixer avec certitude le nombre des étrangers résidant en France. Les chiffres qui vont suivre n'en donnent qu'une idée approximative ; à côté des entrées contrôlées, des travailleurs se dissi-

Si l'on essaie de situer la population étrangère sur notre territoire, on remarque l'existence de grandes « taches », de grandes zones de pénétration. Les étrangers sont 531.000 à Paris, 513.000 dans les régions du Nord proches de la Belgique, 265.000 dans l'Est, 155.000 dans le Jura et les Alpes, 145.000 dans le Sud-Ouest et les Pyrénées et 116.000 dans la région lyonnaise. Dans certains villages du Nord, nouvellement reconstruits, le polonais est la langue nationale.

Le département des Alpes-Maritimes renfermait en 1925 140.648 étrangers sur une population totale de 445.253 habitants, et Nice, ville de 200.000 âmes, recélait dans ses murs une population étrangère égale à la population française. Il ressort de ces chiffres que 1.850.000 étrangers sont localisés dans la région nord-est et le bassin méditerranéen.

La présence, dans les départements frontières, d'une forte proportion d'étrangers est particulièrement inquiétante, et l'on ne peut envisager sans effroi les dangers que courrait la défense nationale, au cas de conflit avec nos voisins du Sud-Est, alors que se trouve stationnée, entre les Alpes et le Rhône, et exigeant une surveillance incessante, une masse homogène de 400.000 Italiens. Des journalistes se sont chargés d'émouvoir l'opinion publique, ils ont largement brodé sur ce canevas, et nul n'ignore aujourd'hui qu'il existe une question des étrangers.

mulent sous l'étiquette « touristes » et essayent, une fois sur notre sol, de régulariser leur situation avec l'appui de leur employeur ; ils échappent ainsi au double contrôle médical et professionnel. Signalons, enfin, que dans les chiffres fournis par le Ministère du Travail ne figurent ni les touristes, ni les ouvriers saisonniers, ni les Africains du Nord.

(3) Ces renseignements numériques sont empruntés au *Bulletin du Ministère du Travail*, année 1929, Nos 1-2-3 et au *Journal Officiel*, Nos des 15 mars 1929 et 7 mars 1930.

Cependant, l'immigration continue. Voici les chiffres du mouvement migratoire en 1929 dont les résultats définitifs viennent d'être publiés :

TRAVAILLEURS ÉTRANGERS INTRODUITS ET RAPATRIÉS (TOUTES PROFESSIONS).

Nationalités	Agriculture	Industrie	Total	Rapatric- ments
Allemands	927	17.197	8.124	834
Autrichiens	0	1.673	1.673	834
Belges	15.127	8.855	23.982	1.993
Espagnols	16.171	2.803	18.974	5.193
Grecs, Arméniens	0	305	305	352
Italiens	11.854	22.368	34.222	9.096
Polonais	16.087	39.182	55.269	10.578
Portugais	2.279	10.629	12.908	2.793
Russes	499	2.620	3.119	127
Tchécoslovaques	3.529	5.021	8.550	6.240
Suisses	542	481	1.023	188
Yougoslaves	1.130	7.020	8.150	6.240
Divers	305	2.717	3.022	1.476
	68.450	110.871	179.321	38.870

L'immigration nette est de 140.451 travailleurs, en augmentation sensible sur les années précédentes. Cette reprise est due aux demandes de main-d'œuvre des mines, de la métallurgie et du bâtiment.

*
**

Il est impossible de donner des chiffres précis sur la répartition des étrangers par nationalités. Il semble, cependant, qu'en contrôlant et comparant les renseignements fournis par différents ministères, on puisse évaluer les Italiens à 1 million et compter sur 500.000 Belges, 500.000 Polonais, 3 ou 400.000 Espagnols — le restant des 3 millions étant composé de tous les peuples et de toutes les races de la création. Si l'on réserve une place à part aux Belges, si près de nous par la race et la culture, deux grands blocs

grouper les étrangers un bloc dit « latin » et un bloc dit « slave ». Le mouvement d'immigration n'est pas arrêté ; entre les étrangers et leur pays d'origine, d'étroites relations sont gardées, que les gouvernements entretiennent précieusement. Une véritable minorité ethnique de 3 millions d'individus s'est constituée en France et s'oppose aux 39 millions d'autochtones.

CHAPITRE II

LES ETRANGERS DANS LE MILIEU FRANÇAIS

Voici les étrangers chez nous. Le temps, le milieu, les institutions, les œuvres font sentir sur eux leur action lente et pénétrante. La première génération reste attachée à la patrie d'origine, mais les enfants déjà ne se sentent plus en communauté d'idées avec leurs parents. Les générations vont se « dénationalisant » de plus en plus sous l'influence de l'ambiance française. Cette assimilation par étapes peut-elle se réaliser de façon parfaite et sans dommage pour la nation française ?

Le milieu français n'exerce pas une action identique sur l'étranger en tous les points du territoire. Et plus particulièrement les conditions de l'existence dans les villes n'ont pas sur l'âme des immigrants une influence comparable à celle de la vie rurale. Le travail industriel et la besogne par équipes obéissent à certaines lois économiques ; il en est d'autres, aux champs, à la fois plus exigeantes et moins rigides. L'immigrant est soumis à ces lois qui le façonnent,

et ce travail s'accomplit sous nos yeux. Examinons séparément l'influence assimilatrice du milieu, à la ville et à la campagne.

I. — L'INFLUENCE ASSIMILATRICE DU MILIEU URBAIN

La ville offre aux jeunes étrangers des conditions de travail assez douces, un milieu social accueillant et des distractions variées. La vie en commun y est aisée, les habitudes collectives de café et de cinéma s'adoptent sans peine. Tout influe sur l'étranger pour lui faire oublier ses traditions. Où peut-il s'initier à la vraie vie française ? A l'école ? Bien peu d'étrangers suivent les cours du soir. A l'église ? Peut-être, mais à la condition d'y trouver des prêtres de sa nationalité. Dans son syndicat ? On le vante comme une œuvre parfaitement appropriée à la mentalité de l'étranger et on ne manque pas de faire remarquer que le moyen parfait pour un immigrant de s'intégrer pleinement dans la nation, c'est de le faire dans le cadre de la profession. On oublie simplement les tendances politiques des syndicats français, tendances qui ne sont pas faites pour développer l'attachement des étrangers au pays qui leur offre l'hospitalité (1).

En un mot, la vie urbaine et la vie industrielle ne connaissent pas le minimum de stabilité sans lequel il n'est point d'habitude durable. La perte des habitudes anciennes et des traditions s'accomplit rapidement et sans bruit, et elle explique que les chiffres des naturalisations s'élève dans

(1) Cette affirmation exige quelques correctifs. Il faut d'abord excepter de ce jugement les syndicats confessionnels ou réformistes. Remarquons ensuite que les immigrants de condition sociale moyenne trouvent, dans les associations professionnelles de précieux secours contre l'isolement. Ils établissent des rapports faciles et cordiaux avec leurs collègues français, grâce à la communauté de vues et qui engendrent des intérêts semblables.

les villes. Mais tirer du nombre des naturalisations une conclusion sur l'assimilation, c'est confondre l'assimilation légale et l'adhésion volontaire et profonde à la nationalité. Rappelons que le stage préalable à la naturalisation a été ramené par la loi du 10 août 1927 de 10 à 3 ans. Il est abaissé à un an pour certaines catégories d'étrangers particulièrement dignes d'intérêt. (Niveau social élevé, services rendus à l'économie nationale, mariage avec une Française) (1). Une demande de naturalisation après un stage aussi bref, démontre l'influence déprimante des milieux urbains. L'oubli de l'ancienne nationalité est totale, mais les mêmes influences qui ont favorisé ce travail destructeur permenttent-elle la naissance et le développement d'un sentiment de fidèle attachement à la France ? N'ont-elles pas tué tout sentiment national dans l'homme, n'ont-elles pas fait de l'immigrant un heimatlos ?

L'expérience de l'assimilation dans les agglomérations industrielles apparaît comme lourde de conséquences graves. Peut-être, entourée de soins attentifs, pourrait-elle réussir ?

(1) Cette loi qui accorde si libéralement le titre de citoyen français pouvait donner lieu à des abus. Afin de les prévenir dans la mesure du possible, le Garde des Sceaux adressait aux Préfets des instructions d'une netteté satisfaisante. Après avoir prescrit de vérifier préalablement à la naturalisation des étrangers, si leur origine, leur culture, le milieu dans lequel ils vivent ont permis leur assimilation, le Ministre de la Justice ajoutait : « ...Il serait inadmissible que des impétrants ignorants de notre langue, étrangers à nos usages et à nos coutumes puissent devenir citoyens français ». Et, plus loin, des instructions précisent que l'étranger doit posséder « les aptitudes à s'assouplir parfaitement à notre culture et à nos mœurs ». Même parmi les étrangers déjà assimilés, une sélection est nécessaire. La moralité et le loyalisme du demandeur doivent être certains, afin de n'admettre dans la famille française que des individus sains moralement et physiquement. Et les Préfets au cours de l'enquête dont ils sont chargés, doivent tenir compte « de l'état physique et des antécédents pathologiques de l'étranger ».

Rapport de M. Jacquier, député : sur le projet de budget du Ministère de la Justice pour 1929. Doc. Parl. Ch. Dép. 14^e Législature, n° 607, p. 1.575.

En même temps qu'était votée la loi sur la nationalité, les services de la naturalisation étaient réorganisés et mis à même d'expédier rapidement les affaires qui leur seraient soumises.

Des essais ont été tentés, dans l'Est, par les industriels du bassin de Briey, dans le Nord par différentes associations patronales. Afin de s'assurer une main-d'œuvre stable, les industriels consentent à leurs ouvriers certains avantages ; ils créent à leur intention des coopératives, ils installent de vastes dortoirs dans des baraquements en bois et ne perçoivent pour le loyer que des rétributions minimales. Cette économie obtenue au détriment du confort, l'immigrant l'accepte parce qu'il a souvent de lourdes charges, une famille laissée au pays, qui lui retire la majeure partie de son salaire. Mais elle entraîne une existence anormale, vide, sans réconfort, et livre l'ouvrier à toutes les influences. C'est une nécessité morale et sociale de faire appel à l'immigration familiale, bien que des difficultés d'ordre matériel viennent l'entraver. Le concours de l'employeur permet seul de venir à bout des formalités et des frais élevés (400 francs au minimum) qu'entraîne le voyage d'une famille rejoignante. Concours encore plus nécessaire pour offrir à la famille étrangère une habitation décente dans une cité-jardin. La Compagnie des Mines d'Anzin, par exemple, a ajouté aux 4.008 maisons ouvrières existant avant la guerre, 4.249 maisons ouvrières construites de fin 1930 au 31 août 1926. A la fin de 1924, 27.500 maisons nouvelles avaient été édifiées dans les bassins houilliers du Nord et du Pas-de-Calais. On a voulu à tout prix stabiliser l'immigrant en créant un milieu voisin de celui qu'il a quitté ; on a groupé les étrangers par nationalité, et ils se sont réunis dans des associations multiples copiées sur celles de la patrie. Des problèmes variés se sont posés : question de l'école, question du prêtre, question de la nationalité des enfants, de leur service militaire (1).

Il fallait reconstituer un milieu national, créer une vie so-

(1) PAIRAULT, *op. cit. passim*.

ciétaire, une ambiance — et cela a été réalisé ; mais cela ne suffit pas pour amener une assimilation. On a dressé un bloc ethnique et culturel dans lequel on a obtenu la stabilité du travailleur étranger, et, dans des régions où l'immigration était une nécessité économique, on est parvenu à satisfaire les plus urgents besoins de main-d'œuvre. Mais la question d'assimilation profonde, durable, n'a pas marqué de progrès ; la cité-jardin peut offrir un abri à la famille étrangère, elle ne conditionne pas son évolution sur le plan français. Le travail industriel brutal, mécanique, rapide, ne forme pas les hommes, la ville n'est qu'un décor banal et une façade.

Le résultat, c'est que nul n'est maître de diriger ou de limiter l'immigration industrielle. Ou bien la France va devenir un pays de minorité nationale, ou bien les étrangers disparaîtront dans la nation française ; mais l'incorporation massive de 2 millions d'étrangers groupés dans les centres urbains ne se fait pas sans péril et risque de fausser la conscience nationale ; cette masse étrangère peut disparaître en apparence, elle reste elle-même sous une étiquette française. Le milieu environnant n'est pas assez fort pour absorber l'immigrant et le conduire à la nationalité française.

Ce que nous savons de l'immigration urbano-industrielle, grâce aux enquêtes multiples qui ont été tentées, nous fait craindre que, longtemps encore, elle ne reste un simple palliatif à des besoins de main-d'œuvre auxquels la population nationale ne peut répondre. Et n'oublions pas qu'elle double un mouvement de la population interne et que son action s'ajoute à celle de la concentration urbaine pour hypertrophier certaines villes ou certaines régions déjà surpeuplées.

II. — INFLUENCE ASSIMILATRICE DU MILIEU RURAL

Ce que l'immigration urbaine n'a pu nous donner, pouvons-nous l'espérer de l'immigration rurale ? Nous connaissons les besoins de main-d'œuvre dont souffre l'agriculture française ; nous savons aussi qu'il importe à tout prix de reconstituer la population rurale décimée par l'exode vers les villes. Des expériences d'immigration qui ont été tentées, plus particulièrement dans le Sud-Ouest et dans l'Aisne, se dégagent d'intéressants renseignements sur la stabilité de l'étranger, sur son adaptation à sa vie nouvelle et sur les possibilités d'assimilation dans le cadre familial (1).

L'exploitation directe et à titre de propriétaire s'est révélée susceptible de fixer presque de façon définitive la famille étrangère au sol. Les difficultés de main-d'œuvre obligent les propriétaires à utiliser au maximum les secours qu'ils peuvent attendre de leur famille et même, dès que l'exploitation atteint quelque importance, à faire appel à des compatriotes qu'ils introduisent dans les meilleures conditions. Une famille étrangère, propriétaire du sol, c'est donc un noyau autour duquel s'agglomèrent d'autres familles ou des travailleurs célibataires. Cette petite minorité ethnique, qui ne présente aucun danger pour la nation rattache l'homme à une culture et à des traditions. Le niveau social de ces propriétaires est très variable. Les Belges et les Hollandais de l'Oise et de la Seine-et-Marne possèdent souvent des capitaux importants, immobilisés en grande partie alors que les exploitants italiens en Gascogne se contentent de domaines plus

(1) Nous renvoyons, pour tout ce qui concerne l'immigration italienne dans le Sud-Ouest aux ouvrages de M. MARCEL-RÉMOND : *L'immigration italienne dans le Sud-Ouest de la France*, Dalloz, 1928. M. PEYRET : *L'immigration de la main-d'œuvre agricole italienne en Gascogne*, Bordeaux 1928. M. André HAURIU : *L'immigration italienne dans le Sud-Ouest*, Année politique française et étrangère, Avril 1928.

modestes. Elite économique et surtout élite morale : leurs traditions familiales et leurs convictions religieuses sont un gage de la solution qu'ils apporteront au problème de la natalité et de la main-d'œuvre.

Les mêmes avantages se retrouvent, quoique à moindre degré, dans la classe des fermiers et des métayers.

D'un avis unanime, le métayage a donné en Gascogne les meilleurs résultats. Le travailleur s'intéresse à sa tâche parce qu'il participe aux résultats heureux de l'exploitation, et ne touchant qu'une partie des bénéfices, la moitié, avec laquelle il doit faire face à tous ses frais, il comprime ses dépenses de main-d'œuvre et n'ajoute à son travail personnel que celui de sa femme et de ses enfants. L'immigration familiale convient donc particulièrement à ce mode d'exploitation. Un seul inconvénient, d'ordre économique : les ressources modiques des familles étrangères ne leur permettent pas de faire face aux dépenses de premier établissement. Ce ne fut pas un obstacle à l'immigration des Italiens, qui, par la vente des propriétés qu'ils possédaient en Italie, se procuraient un capital d'autant plus élevé que les terres de la plaine du Pô atteignent à l'hectare un chiffre bien supérieur à celui qui est pratiqué en Gascogne (1). Mais cette avance de fonds dépasse, et de beaucoup, les capacités d'une famille polonaise et lui interdit de passer avec un propriétaire un contrat de métayage direct. Les quelques expériences tentées n'ont pas été heureuses. La Société Générale d'Immigration s'est tirée de ce mauvais pas en associant par étape le groupe familial aux bénéfices de l'exploitation (2). Et même pour favoriser l'accoutumance de l'immigrant à la

(1) Cf. sur l'immigration italienne dans le Sud-Ouest les ouvrages précités de M. MARCEL-RÉMOND et de M. PEYRET.

(2) Le travailleur commence très petitement, comme colon partiaire et bénéficie des avantages suivants, prévus au contrat et calculés pour une famille-type de 4 personnes, comprenant : père, mère, 1 fils et 1 fille. Les frais de transport sont à la charge de l'employeur. Un logement de

langue, aux mœurs, aux habitudes de culture, elle a créé, en accord avec la société d'expansion agricole et coloniale et avec la collaboration des pouvoirs publics, la ferme-école de Villemur, où les familles polonaises font un stage d'un an avant de prendre l'exploitation d'une métairie (1).

Ainsi, l'instabilité naturelle aux immigrants a pu être vaincue, et on estime qu'actuellement, 50.000 Polonais sont fixés au sol. L'immigration italienne dans les départements du Sud-Ouest a donné, elle aussi, des résultats satisfaisants.

III. — IMMIGRATION INDIVIDUELLE OU FAMILIALE ?

Dans le travail d'assimilation qui s'accomplit sous nos yeux, la famille joue une rôle prépondérant.

D'abord elle accroît la stabilité de l'immigrant. Les agriculteurs l'ont si bien remarqué qu'ils ont créé sous la direction des syndicats patronaux des caisses d'allocations familiales qui s'ouvrent sans distinction de nationalité. Résultat : dans le département de l'Aisne, certaines familles polonaises étaient, en 1927, employées depuis quatre ans dans la même ferme (2). Les patrons hésitent cependant à faire l'avance de frais élevés (400 francs) auxquels expose l'introduction en France d'une famille étrangère, et il serait dé-

5 pièces, un jardin de 5 ares, un terrain de 30 ares sont affectés en propre à l'ouvrier. A ces avantages se joignent des salaires en espèces : pour l'homme 250 francs, la femme 150, la fille 100 (si le garçon est en âge de travailler, il reçoit le même salaire que son père) et des salaires en nature : par an 1.000 kgs de pommes de terre, 365 litres de lait, 1.600 litres de vin, 32 kgs de lard, 1.200 kgs de bois. Système extrêmement avantageux pour la famille polonaise et qui lui permet de s'acheminer vers le métayage.

Pour renseignements complémentaires cf. KACZMAREK. (CZESLAN) : *L'émigration polonaise en France après la guerre*. Berger-Levrault. 1928.

(1) Voir sur la ferme-école de Villemur, le reportage de M. Georges, Le Fèvre, *op. cit.*, p. 137.

(2) Voir l'article si documenté de M. Jean-Marc, Dossiers de l'Action populaire. N° 10, mars 1926.

sirable que la loi du 11 août 1926, réprimant le débauchage des ouvriers étrangers pendant la première année qui suit leur introduction, fût étendue aux familles rejoignantes et protégeât les employeurs pendant les années subséquentes.

La famille se fait aussi protectrice de l'immigrant et lui donne un foyer, elle lutte contre le désarroi intime qui l'assaille et reconstitue pour lui l'atmosphère nationale. Il y a là une question d'ordre moral qu'on ne saurait négliger dans l'intérêt même de l'œuvre d'assimilation entreprise.

Nous voyons surtout dans l'immigration familiale un remède certain à la dépopulation des campagnes. Ces robustes familles étrangères, solidement charpentées, de bonne constitution religieuse et morale, doivent garder intactes leurs traditions afin de se continuer par une nombreuse descendance. Ce qui est le plus à craindre pour un étranger célibataire, c'est qu'il n'adopte trop rapidement, en épousant une Française, le point de vue français sur la natalité, fait à la fois d'égoïsme et de laisser-aller. Or, l'assimilation ne peut jouer sans de longues étapes, dont la mesure est la durée d'une génération. Si la source de vie se tarit, l'économie nationale aura bien profité pendant un certain temps d'un gain temporaire de main-d'œuvre, mais la reconstitution de la population rurale ne se sera pas faite. Ainsi devons-nous attirer des familles, parce qu'elles représentent une continuité.

Cette immigration familiale et rurale correspond à l'aspect traditionnel des sélections sociales en France. Nous savons que la société de l'ancien régime avait un goût prononcé de terroir et qu'elle était fondée sur la famille. Les deux forces combinées de la famille et de la terre, dont l'action était coordonnée par un pouvoir paternel, ont modelé la nation et l'ont faite ce qu'elle est. Notre société moderne, individualiste et urbaine, peut être différente, superficiellement, de cette nation-là, mais, dans les profondeurs de son

âme, elle garde les traditions des ancêtres. L'assimilation directe de l'étranger dans une cité moderne brûle les étapes qu'ont parcourues les générations françaises antérieures. Le danger est particulièrement grave lorsque des intellectuels, des commerçants, des industriels profitent des bienfaits de la civilisation française, sans en connaître la genèse ; leur activité, qui ne respecte ni loi, ni tradition, peut fausser l'évolution naturelle, psychologique et économique de la nation ; un entrepreneur, un avocat étrangers ne voient dans le milieu français, qu'un terrain à exploiter de façon intensive. Pour avoir une pleine maîtrise de son action économique, il faut être incorporé dans la société française, et le danger de l'immigration d'intellectuels est qu'ils se rendent maîtres d'une partie de la puissance nationale.

La prudence commande donc de limiter le péril social que peut opposer l'étranger et de tenter des expériences d'enracinement avec des familles de petits cultivateurs. La vie rude de la famille immigrante développe chez elle des habitudes de volonté, de travail, d'épargne, que la même rude tâche a enracinées, par des siècles de lutttes incessantes, chez les cultivateurs français. Cette ressemblance de la vie de l'immigrant avec celle que l'on menait encore dans nos campagnes, il y a quelque soixante ans, forme un premier facteur d'assimilation, parce qu'il ne s'agit pas d'une attitude à adopter, mais d'une force extérieure toujours identique qui a imprimé sa marque sur le caractère national et qui va modeler, de la même manière, le travailleur étranger, en développant chez lui les mêmes réactions et les mêmes aptitudes. Il faut que la famille étrangère suive la filière qui va de l'humble exploitation étrangère à la profession libérale. Deux mouvements presque confondus portent la famille qui s'élève de la campagne vers la ville, de la tâche matérielle vers l'intellectualisme.

Cette ascension respecte le cadre familial. Certes, il est des individualités brillantes qui échappent à l'emprise du milieu et qui, parce que mieux douées que celles qui les entourent, parviennent à une réussite complète de leur vie ; mais la famille reste encore la cellule initiale dont les traditions, l'esprit, la cohésion, la force sont les meilleurs secours d'une personnalité bien douée. Pour l'étranger, la famille est le contre-poids au déséquilibre qu'entraîne le changement de milieu national ; s'il échappe à son influence, il devient un déclassé ; elle est le tuteur qui guide ses progrès. Le fils d'un immigrant, d'un simple métayer, aspire à devenir propriétaire des biens qu'il cultive ; le même espoir berce une génération dont l'activité concrète aboutit à constituer un bien de famille. Les conditions générales du milieu, climat, culture, mœurs, école, armée, agissent sur les descendants des immigrants pour créer une similitude de mentalité avec ceux qui l'entourent. Lorsqu'enfin, maître de sa terre et intégré dans un milieu social, le petit-fils d'un émigrant prétend élargir le champ de son activité, la société n'a pas à redouter de contre-coups dangereux ; les longues étapes, ménagées entre deux genres de vie différents : celui de l'ancêtre, simple travailleur agricole, venu de Pologne, d'Italie ou de Scandinavie ou celui d'un magistrat ou d'un médecin pleinement français, auront réalisé une certaine communion de pensée entre les descendants d'étrangers et leurs concitoyens (1).

Quelle que soit notre opinion sur la valeur de l'œuvre

(1) Sur le rôle assimilateur joué par l'enfant dans les familles italiennes, cf. Marcel-Rémond, *op. cit.*, p. 140 et *seq.* Dans les familles polonaises, plus éloignées de nous par la langue, l'enfant ne remplit pas ce rôle de trait d'union. On note très souvent qu'il oublie rapidement les leçons de français qu'il a reçues à l'école et qu'il parle notre langue avec difficulté. Le jeune israélite est un étonnant agent d'assimilation dans les milieux urbains. Cf. rapport du grand rabbin Israël-Lévy au Comité National d'études sociales et politiques, fascicule 333.

réalisée, nous devons reconnaître qu'un travail d'assimilation, rapide et superficiel dans les villes lent et profond dans les campagnes, s'opère sous nos yeux dans la population étrangère. Mais l'action du milieu est-elle assez puissante pour faire d'un homme quelconque un Français ? Ne faut-il pas, pour tenter l'expérience, que les sujets y soient préparés ? Et n'est-ce pas une erreur scientifique que de prétendre fondre les immigrants dans la nation française, sans opérer un choix préalable ?

Toutes ces questions sont de première importance, si l'on accorde au facteur ethnique un rôle capital dans l'évolution des nations, et il convient d'examiner les différentes théories qui ont bâti sur la race leur conception de la nation et de l'Etat. Elles seules rendent compte de l'importance de l'immigration dans les destinées d'un peuple.

CHAPITRE III

LES THEORICIENS DE LA RACE

Le concept de la race est sorti, tout armé, du cerveau des publicistes de l'ancien régime, le jour où ils ont pris conscience de la diversité originelle et native qui sépare les hommes au dedans même des frontières. En étudiant les conditions de formation de la monarchie française, ils ont été frappés par la co-existence, dans la nation, de deux races différentes, dont l'une avait subjugué l'autre. Les passions politiques s'en mêlant, les uns prirent parti pour les Gaulois vaincus, les autres pour les maîtres d'origine germanique ; mais tous se retrouvèrent d'accord pour revendiquer, au nom de leur race préférée, des libertés politiques que la royauté avait étouffées (1). Cette espèce d'identification entre la théorie des races et la réclamation des libertés publiques devait se re-

(1) Voir le résumé de ce conflit dans les *Considérations sur l'histoire de France*, qu'Augustin Thierry a placées, comme une longue préface, en tête de ses *Récits des temps Mérovingiens*. Un bon résumé en est donné par M. René Johanet dans son étude sur le principe des nationalités.

trouver un siècle plus tard sous la plume des auteurs italiens qui formulèrent la célèbre théorie des nationalités.

Les principaux tenants du germanisme, absolu ou modéré, Boulainvilliers et Montesquieu, eurent de dignes héritiers au xix^e siècle. La doctrine des races fut reprise pour elle-même et étudiée dans ses manifestations générales. Elle alla se complétant et se précisant sans cesse, reprise et mise au goût du jour par une lignée ininterrompue de penseurs de talent. En France, nous nous arrêterons aux deux figures les plus marquantes, Gobineau et Vacher de Lapouge, l'un travaillant sur les données d'une science incertaine, au gré des impulsions de sa très forte personnalité ; l'autre, essayant d'expliquer de façon rigoureusement scientifique les différenciations ethniques qu'il notait entre les peuples. Enfin, nous jetterons un regard sur les auteurs d'outre-Rhin, dont nous choisirons un représentant qualifié en la personne de sir H.-St. Chamberlain, grand-prêtre de la religion racique.

I. — GOBINEAU (1)

1° Emule des meilleurs publicistes du xviii^e siècle, Gobineau entreprend de démontrer, dans toute une œuvre qui est longue, — et surtout dans l'*Essai*, son ouvrage capital — le rapport de causalité qui lie une civilisation à la race qui la fonde et la supporte.

La civilisation dépend de la valeur de l'homme et d'elle seule. Les mauvaises mœurs, le luxe, l'irréligion ou le fa-

(1) Il est difficile de faire un choix parmi les dix ou douze œuvres maîtresses de Gobineau, qui, études ou romans, se complètent et forment un tout. Il convient cependant de se limiter aux œuvres les plus représentatives de sa doctrine. *L'Essai sur l'inégalité des races humaines*. Firmin-Didot, 2^e édition. *Les Pleiades*. Edition « Au sans pareil » (Luxe) 1921. *Histoire d'Ottar Garl*. Firmin-Didot, 1879. Pour tous renseignements bibliographiques et critiques, se reporter au numéro du 1^{er} octobre 1923, de la Revue *Europe*, tout entier consacré à Gobineau.

natisme, les mauvais gouvernements ont entraîné, dit-on, la ruine des sociétés. Pure hypocrisie ! Les conditions géographiques ou climatiques réglementent, prétend-on, le développement d'une cité. Comment expliquer que Carthage, Rome, Sparte, Athènes aient connu tour à tour la gloire et la ruine, alors que les conditions naturelles restaient immuables ?

2° Ne cherchez pas la nature, cherchez l'homme, et lui seul. Ne nous étonnons plus, alors, qu'entre les civilisations, il y ait des inégalités brutales que les influences physiques ou morales ne sauraient expliquer. La cause en est à l'inégalité des races humaines, natives, originelle, tranchée et permanente.

Loi fatale qui s'impose aux nations et qui explique comment la race papoue en est encore au dernier degré de la civilisation, alors que, sous des climats identiques, des civilisations blanches ont pu naître et se développer. On juge une race d'après ce que son activité est capable de produire. La race noire est d'humeur trop versatile pour créer une civilisation ; la race jaune se confine dans des besognes bassement utilitaires ; seule la race blanche a joué un rôle dans l'histoire de l'humanité. Pourtant, tous les rameaux de la race blanche ne possèdent pas les mêmes aptitudes. Les sémites n'ont produit que des civilisations commerçantes sans lendemain : Tyr, Carthage. Les Chamites ont fondé Babylone, bientôt submergée par les apports sémitiques. Encore ces cités on-elles dû une partie de leur fortune à des infiltrations aryennes. Mais la grande civilisation, la civilisation indo-européenne, sur les traditions de laquelle nous vivons, celle-là est l'œuvre d'une seule race, la plus achevée quant à l'aspect physique et aux facultés psychiques, la race aryenne.

Elle possède des qualités originales de force, de beauté et d'intelligence réfléchie. Elle joint au sens de l'utile une persévérance qui se rend compte des obstacles et trouve, à la

longue, le moyen de les écarter, « avec une plus grande puissance physique, un instinct extraordinaire de l'ordre, non plus seulement comme gage de repos et de paix, mais comme moyen indispensable de conservation, en même temps un goût prononcé de la liberté, même extrême. » (Essai. T. I., p. 216.)

3° Les êtres de la race élue donnent seuls, aux civilisations, la valeur et la durée. En trop petit nombre pour peupler les deux continents, ils sont le ferment, le sel de la terre, ils occupent, dans chaque société, les postes de commandement. Le meilleur moyen d'éviter des unions dégradantes, qui diminueraient leur valeur propre et celle de la cité, est de figer la société, soit dans un régime de castes, où chacun occupe la place que sa race lui attribue, soit dans un système féodal qui appuie la supériorité de la naissance sur la propriété du sol.

4° Malgré ces barrières sociales, des mélanges sont inévitables entre les races. S'ils donnent des résultats heureux quand ils se produisent entre races de rang inférieur : la variété malaye est plus intelligente que sa double parenté, noire et jaune, dès qu'ils se produisent entre des tribus finnoises ou mélaniennes et des peuples de race blanche, ils entraînent, avec une certaine amélioration de l'élément inférieur, une diminution dans la valeur de la race supérieure — diminution que rien ne compense, ni ne sépare. Ils ne sont utiles qu'à dose homéopathique, pour exciter les fibres intellectuelles ou artistiques ; mais, dans toutes les sociétés, la juste proportion est dépassée et la race la plus élevée se confond avec les populations qui l'entourent. N'étant plus supportés par la race qui les a créés, les civilisations et les peuples demeurent dégénérés.

5° Si les mélanges au sein de la nation constituent le pé-

ril interne, l'immigration est une autre menace toujours suspendue sur les destinées de la civilisation.

Il est vrai qu'elle peut avoir d'heureuses conséquences. L'empire romain, finissant, a fait un appel assez large aux colons germains, qui mirent en état des terres en friche et participèrent à la défense de la civilisation antique. Les meilleurs défenseurs du monde romain furent des barbares civilisés : Aetius, Stilicon, Théodorik. Mais, que l'on prenne garde, l'immigration des races supérieures n'est pas toujours un remède ; dans un chaos ethnique trop prononcé, la race supérieure risque fort de ne plus avoir d'influence, elle peut hâter seulement l'écroulement de l'édifice ancien. En plus des vices ou des vertus que possède le sang ainsi infusé, il faut tenir compte de la perturbation que l'immigration apporte, par elle-même, dans une nation organisée. Certes, un afflux de sang germanique pur est toujours bienfaisant, parce qu'il donne de nouveaux principes d'énergie à un corps anémié. Mais comme il n'existe plus de race pure, encore faut-il qu'immigrant et national ne soient pas de races tellement différentes qu'un apport de sang nouveau augmente le désordre ethnique.

L'aspect bienfaisant de l'immigration est masqué par l'œuvre destructive dont elle s'est rendue coupable. Rome dut sa perte à une plèbe sémitique, asiatique, africaine, venue en pleine paix, attirée par la prospérité romaine, ou traînée vers la ville pour grossir le triomphe d'un général victorieux. Même histoire en France, après les invasions germaniques. Des étrangers pacifiques, attirés par le gouvernement, remettaient en état les métiers ou les manufactures que les guerres avaient ravagés, introduisant des arts, des industries, des sciences nouvelles : ouvriers italiens, agriculteurs espagnols, mercenaires suisses, serviteurs asiatiques ramenés de Syrie par les Croisés.

Leur présence et leur activité rendirent de grands services, souvent, à l'économie nationale. Au point de vue ethnique, leur influence n'en fut pas moins désastreuse et contribua, en renforçant les effectifs des éléments gallo-romains et méditerranéens, à détruire l'influence et l'autorité des conquérants germains.

A la suite de mélanges déréglés, les autres peuples d'Europe n'ont, pas plus que nous, gardé la pureté de leur sang. Le peuple allemand, corrompu par des alliances avec les Celtes et les Slaves, ne mérite plus le nom de Germain, qu'il persiste à s'attribuer. Il reste seulement quelques intéressants rameaux de l'humanité dans les pays scandinaves, en Hollande, en Belgique, dans le nord de la France et surtout en Angleterre.

La note générale de l'Essai, c'est un pessimisme désabusé, qui ne laisse aucun espoir en un relèvement possible de l'humanité. Les quelques personnalités intéressantes — les Fils de Roi — qui se détachent brillamment sur l'universelle grisaille, tiennent, d'une lointaine hérédité, les antiques qualités de la race pure dont les éléments nobles, dissimulés pour un temps, réapparaissent chez certains surhommes qu'ils prédestinent à des fonctions supérieures. Aucun critérium anthropologique ne permet de les distinguer des simples mortels : c'est leur volonté qui commande leur destinée. Mais alors, la race ne fait plus l'homme, et c'est l'homme qui fait la race !

Cette concession accordée à la volonté et à la maîtrise de soi traduit le besoin supérieur qu'éprouvait Gobineau d'échapper au déterminisme qui l'étouffait. Elle fait aussi pressentir l'importance des théories modernes de sélection qui s'essaieront à la réalisation méthodique de cette élite dont Gobineau admettait l'existence, par condescendance pure

et pour ne pas vouer, sans rémission, toute l'humanité à une déchéance éternelle.

A cette tâche s'est dévoué son disciple, Vacher de Lapouge.

II. — VACHER DE LAPOUGE (1)

Brillant disciple de Gobineau, à la fois juriste et anthropologiste, il possède une connaissance étendue des sciences sociales, bien supérieure, en précision technique, à celle de son prédécesseur. La doctrine n'est pas toujours originale, elle se souvient de Gobineau et de Darwin ; mais, dans son essai de synthèse, elle garde une certaine cohésion et une clarté qui permettent de la saisir dans son intégralité.

1^o Principe premier : la race est le facteur fondamental de l'histoire (2). Les historiens ont une tendance fâcheuse à ne pas tenir compte des variations de la population. Ils raisonnent comme si un peuple était le même, de sa première à sa dernière heure, avec le maigre correctif de la dégénérescence. Ce qu'il importe avant tout de considérer, c'est que les destinées d'un peuple sont en étroite corrélation avec la qualité pire ou meilleure des éléments qui le composent et le dirigent. S'il est riche en éléments énergiques et intelligents, les événements les plus désastreux n'ont sur lui qu'une influence passagère et limitée. Dans la vie politique d'un pays, l'action prépondérante appartient aux gouvernants et elle-même dépend du degré de vitalité, du sens pratique, de

(1) *L'homme aryan*, Paris, Fontemoing 1899. *Sélections sociales*, Fontemoing 1896.

(2) Lapouge prend le mot *race* dans son vrai sens scientifique ; ce qui constitue la race, c'est la réunion de certains caractères tranchés et héréditaires. L'hérédité différencie la race de la simple variété, forme accidentelle.

l'idéal politique, de l'énergie dans l'application, dont la race dominante est pénétrée (1).

A coup sûr, les données anthropologiques n'expliquent pas toute l'histoire, mais le facteur *race* l'emporte encore de beaucoup sur les facteurs géographiques et historiques dans l'orientation de l'évolution.

L'histoire répète éternellement le même fait, celui de la conquête. Dans un pays barbare ou occupé par un peuple déchu, de race inférieure, s'établit une poignée de conquérants, intelligents et hardis. Vainqueurs et vaincus ne font, au bout d'un temps, qu'un seul peuple, chez qui, les uns commandant et les autres travaillant, il s'est produit comme une sorte de fécondation, dans laquelle le conquérant a joué le rôle d'élément mâle.

La prospérité de ce peuple, ascendante tant que dure l'association de la puissance cérébrale et de la force musculaire, diminue lorsque se font les mélanges. La classe dominante n'a plus les hautes qualités des ancêtres ; dans la classe inférieure, des métis souffrent d'être relégués à un rang subalterne. Bientôt, l'élément inférieur supplante l'autre, aussi naturellement que la mauvaise monnaie chasse la bonne. Ainsi, par le jeu de l'hérédité et des mélanges, se produit la décadence des peuples.

Les prédictions de l'Essai vont-elles donc se réaliser, l'humanité est-elle vouée à une irrémédiable déchéance ?

Non, répond Lapouge. Gobineau n'avait pas tenu compte, dans sa conception pessimiste du monde moderne, de ce principe actif que constitue la sélection.

Lorsque, sous l'action d'une cause générale, une population entière subit une transformation lente, en bien ou en mal, on peut dire qu'il s'est produit une transmutation. Il

(1) *Les Sélections Sociales*, p. 68.

y a sélection, au contraire, quand une partie, bonne ou mauvaise, de la population est mise en état de remplacer les descendants de l'autre, qui disparaît sans laisser de postérité. Cette sélection suppose une modification partielle, qui a porté sur une quantité quelconque d'individus et les a rendus plus aptes ou moins aptes à la concurrence avec la masse. Il y a opposition parfaite entre l'évolution collective des masses et l'évolution sélective.

Les règles de la Société ne peuvent soustraire l'homme à la loi inéluctable de la lutte pour la vie, mais elles modifient profondément le champ de bataille. La sélection naturelle cède la place à une forme plus poussée de sélection, la sélection sociale. Le principe reste le même ; il consiste à appliquer à l'homme les lois de la nature animale et les procédés de sélection des éleveurs.

3° Les lois de sélection auxquelles sont soumis les peuples historiques dégagent rapidement les éléments ethniquement supérieurs, capable de diriger et d'entraîner les masses. La civilisation suit de son éclat le développement de la race eugénique et disparaît avec elle.

Qu'entend-on par éléments eugéniques ? Une famille eugénique est celle où la supériorité est héréditaire, non que tous les hommes soient des grands hommes, mais, en ce sens qu'elle produit habituellement des êtres au-dessus de la moyenne de leur temps et de leur nation. Il n'y a pas de race eugénique en soi, mais seulement des races plus ou moins fécondes en familles eugéniques, et la supériorité de ces dernières est écrasante, car cent familles eugéniques fourniront plus d'hommes supérieurs que tout un peuple sans eugénisme (p. 78).

Or, il est une race, la race européenne, qui possède les plus beaux dons de commandement, grâce à d'heureuses sé-

lections subies pendant l'évolution qui a fixé son type (1). Elle est un excellent produit de la nature. De là vient l'eugénisme plus fréquent des aryens, la supériorité des peuples dans l'évolution desquels leur race a joué un rôle. Il ne résulte pas de là qu'un eugénique ou un homme supérieur doive toujours être grand, dolichocéphale et blond. La formule de Lapouge n'est pas rigide. La race est pour lui un perpétuel dynamisme susceptible, en dehors de tout mélange, d'amélioration ou de dégénérescence par la simple application des lois animales sur la reproduction (2).

Vacher de Lapouge en arrive ainsi à une idée assez optimiste sur l'évolution des peuples. L'humanité n'est peut-être pas susceptible de perfectionnement, mais on peut, tout au moins, lutter, par des moyens scientifiques appropriés, contre la dégénérescence des hommes. Il faut pour cela répudier toute idée de loi morale et ne prendre pour règles que les saines notions sur le devoir envers l'espèce. (Pages 471 et seq) (3).

Si on laisse de côté ses conceptions un peu particulières sur la morale, il faut reconnaître que Vacher de Lapouge a apporté une sérieuse contribution à la théorie de la race, par son œuvre de mise au point, d'après les derniers résul-

(1) Parmi les grandes races principales, il faut noter l'*homo Europæus*, grand, blond, dolichocéphale volontaire et batailleur ; l'*homo Alpinus*, petit, brun, brachycéphale prudent et laborieux ; l'*homo Mediæterraneensis*, petit, brun et dolichocéphale, etc... Ces différents types se retrouvent dans les nations modernes et plus particulièrement dans la population française.

(2) L'hérédité directe a pour cause la nature même du phénomène de reproduction, qui renferme deux données : 1° le produit est la continuation physique du producteur ; 2° ce caractère ne lui fait pas perdre son individualité. Le produit est donc une partie isolée et reconstituée du reproducteur. Cf. la théorie du droit de succession, bâtie sur ces données, dans la *Revue Générale du Droit*, Années 1885 et 1886.

(3) Nous renvoyons au texte pour tout ce qui concerne le programme eugéniste et les moyens de le réaliser. M. LE FUR en a apporté une critique raisonnée dans son beau livre : *Races, Nationalités, Etats*. Alcan. 1923.

tats de la science, des théories gobiniennes, quoi que moins pessimiste que son maître, il introduise un certain dynamisme là où Gobineau avait laissé jouer les seules lois de la pesanteur. Lui aussi, il répudie les chimères de Jean-Jacques et s'appuie sur l'inégalité naturelle des hommes, transmise par l'hérédité, pour concentrer le pouvoir entre les mains de quelques familles mieux douées que les éléments qu'elles dominent et point de départ d'une sous-race qu'une sélection continuée pourrait différencier et élever de plus en plus.

Nous n'insisterons pas plus longuement sur les idées scientifiques de Vacher de Lapouge. Nous allons les retrouver, quelque peu transformées, dans la doctrine d'un auteur d'outre-Rhin, sir Houston-Stewart Chamberlain.

III

H.-ST. CHAMBERLAIN (1)

Nous n'essaierons pas de donner une idée générale des matières contenues dans l'œuvre maîtresse de cet auteur : la *Genèse du XIX^e siècle*, ouvrage à prétentions universelles. Nous nous attacherons aux seules théories sur la race, un peu éparses dans les deux gros volumes, mais succinctement analysées et clarifiées dans la préface du traducteur. Très rapidement, nous allons nous retrouver en pays de connaissance et reconnaître, au passage des idées bien françai-

(1) D'origine anglaise, sir HOUSTON-STEWART CHAMBERLAIN s'est pénétré de l'esprit allemand et a été consacré maître des théoriciens du pan-germanisme, voire confident du Kaiser. Son ouvrage *die Grundlagen des XIX Jahrhunderts* a obtenu, en Allemagne, un succès considérable et s'est tiré à 100.000 exemplaires. Traduit en français par un Suisse, M. Robert GODET, et de la plus intelligente manière, cet ouvrage s'est intitulé : *la Genèse du XIX^e siècle* (Payot 1913). Une traduction rigoureusement exacte préférerait *Fondements à Genèse*.

ses que Chamberlain a faites siennes, non sans rendre à leurs auteurs un hommage mérité.

1° Ne nous attendons pas à trouver ici la logique d'un Gobineau ou l'exposition scientifique d'un Lapouge. Chamberlain ne s'attache pas au critérium physiologique de la race pour en déduire des conclusions sans réplique. Peu importe la forme du visage. Dante et Luther, défenseurs de l'individualisme germanique et de la tradition chrétienne contre l'esprit de la romanite, égalitaire et impérialiste, étaient de purs germains et pourtant l'un avait une figure allongée, des traits rudes et saillants, façonnés comme à la serpe, l'autre un bon visage rond et satisfait. Peu importe la stature, élevée ou moyenne, la couleur des cheveux ou des yeux, la forme du crâne. L'auteur laisse à d'autres ces questions (1) et se cantonne dans le domaine où il rencontre une plus grande certitude, le domaine psychologique. Il ne faut pas se réduire à de pures observations extérieures, il faut soulever le couvercle de la boîte crânienne et étudier le cerveau comme la synthèse idéale, le centre des possibilités et de l'originalité de la race, le dépositaire authentique de l'héritage racial. « Dis-moi ce que tu penses, je te dirai ce que tu es, de quelle race tu proviens. »

2° Il est des hommes et des peuples de race supérieure ; c'est un fait d'expérience. Pour les obtenir, il n'est que d'employer les procédés de l'éleveur. « La race ne tombe pas du ciel, écrit M. Robert Godet (2), — la race se fait, elle est un produit ; on obtient sa pureté en perfectionnant sa matière, dont l'origine nous demeure incrustable. Par cette pureté, l'éleveur entend ce perfectionnement, porté au degré où s'accusent en un ensemble aussi net, complet et harmonieux que possible, toutes les caractéristiques propres au type qu'il

(1) T. II, p. 1.394.

(2) Préface de traducteur, p. XLV.

souhaite fixer. » Alors que pour Gobineau, la race pure était le stade primitif, le point de départ de l'évolution ethnique, et qu'elle s'ennoblissait ou dégénérait suivant la qualité des éléments nouveaux, peu importe, avec Chamberlain, l'état initial de la race, car la race pure, c'est la race supérieure, celle à laquelle on arrive par une politique scientifique de sélection.

3° La race n'est donc pas quelque chose de stable, elle est soumise à une perpétuelle transformation. Elle ne tend pas vers ce niveau moyen, dont Gobineau n'envisageait la réalisation qu'avec épouvante. La nature, pour l'homme comme pour les plantes et les animaux, cherche avant tout à diversifier et à créer des espèces nouvelles. *La race, en perpétuel mouvement, tend de l'indétermination à un état de plus grande détermination.*

4° Le processus suivant lequel se crée une race pure est ainsi décrit dans les cinq lois fondamentales de Chamberlain (T. I, p. 374 et seq.) :

a) La condition essentielle de la formation d'une race supérieure, c'est, sans contredit, l'existence d'une matière d'excellente qualité. Aussi loin que nous remontions dans l'étude du passé, les hommes diffèrent profondément entre eux par leurs aptitudes, et certains présentent des germes de croissance plus vigoureux que les autres, tels les Germains.

b) La donnée primitive, ce n'est pas la race, c'est le clan, assemblage d'individus réunis par un intérêt commun. Pour qu'une race se dégage de l'indétermination ethnique, il ne suffit pas que ce clan soit constitué d'individus possédant les meilleures aptitudes. Il faut en plus qu'il soit soumis à un régime endogénique prolongé. La multiplication doit se faire au dedans de la race, en prenant, cependant, les précautions nécessaires pour éviter la consanguinité.

c) La reproduction de la race par voie endogénique ne

conduirait pas au but, si, dans ce régime de conservation et d'accumulation, ne s'opérait, d'autre part, le triage des éléments à reproduire et de ceux à éliminer. La sélection joue pour l'homme comme pour les animaux.

d) La pureté du sang n'est qu'un stade préparatoire. C'est par la fusion des races que se crée une race noble. L'auto-fécondation est haïe de la nature, la race pure est un postulat chimérique. Pour obtenir une race supérieure, il faut qu'à la race primitive viennent s'ajouter des apports ethniques différents.

e) Mais tous les mélanges ne sont pas également utiles ; seuls les mélanges tout à fait déterminés et limités contribuent à l'ennoblement d'une race donnée ou à la formation d'une race nouvelle. La race attique, favorisée des dieux, la race romaine, avisée et forte, naissent du mélange de plusieurs variétés, étroitement apparentées entre elles, nobles et pures. Par la constitution d'Etats, elles s'isolent, pendant des siècles, du reste du monde, en sorte qu'elles ont le temps de s'amalgamer en un type nouveau et solidement fixé. C'est à l'immigration désordonnée d'éléments sémitiques qu'il faut attribuer la ruine de Rome devenue la *cloaca gentium*, car, au cas de croisements entre deux races humaines qui ne sont pas proches parentes, l'action persistante de la force génitale élimine la race noble, toujours moins bien douée sous le facteur de la procréation,

5° De toutes les nations modernes, il en est une — et une seule — qui, pur hasard de l'histoire, a observé les cinq principes fondamentaux posés par Chamberlain : c'est la nation allemande. Elle provient du mélange de trois races très voisines, germanique, celte et slave, de trois variétés de la race aryenne. Peu importe que l'Allemagne du Sud renferme des hommes trapus et brachycéphales et le « pays plat », de grands hommes blonds, dolichocéphales. D'une origine com-

mune, les Allemands tiennent une mentalité commune, et les différences ethniques superficielles favorisent l'éclosion d'une culture brillante. La religion dominante porte l'empreinte de la race et réagit contre l'omnipotence et la turpitude de Rome. Tout concourt pour faire du peuple allemand l'authentique descendant des Grecs et des Romains de la grande époque.

Avec Chamberlain, nous rencontrons la théorie subjective de la race, déjà signalée chez Gobineau. Lui aussi est un artiste, admirateur de la Renaissance et de la Fleur d'Or et ce trait explique toute sa théorie. L'homme de bonne race se reconnaît à de certaines aptitudes psychiques, à une certaine mentalité. Or il est une race, la race germanique, qui possède, au plus haut degré, les éminentes qualités d'esprit et d'énergie nécessaires au développement de la civilisation. C'est à elle qu'appartiennent, en vertu des idées qu'ils ont défendues et qui révèlent leur filiation, certaines personnalités brillantes, le Christ (?), Dante ou Luther. C'est elle qui féconde la race allemande et lui donne son unité et sa valeur. Elle est un produit de la sélection, qui, dans sa forme moderne, joue dans le cadre de la nation, dont elle développe la puissance.

Voilà très brièvement résumées, les conceptions ethniques de Chamberlain. Avant de quitter la théorie des races, il nous reste à tenter un essai de synthèse, très bref, des trois doctrines que nous venons d'étudier.

IV. — CONCLUSION

Les trois théoriciens de la race, que nous avons choisis les plus représentatifs d'une doctrine, se rencontrent à la conclusion de leurs travaux. La civilisation ne peut être séparée des hommes qui la supportent, les institutions n'ont pas une

vie propre, par elles-mêmes, elles sont ce que les hommes les font. L'inégalité des civilisations repose sur une inégalité naturelle dans les aptitudes humaines aux nécessités de la vie sociale. Et cette diversité d'aptitudes coïncide avec les divisions ethniques. Que l'on adopte l'hypothèse Gobinienne de la race pure ou les idées de Lapouge et de Chamberlain sur les vertus de la sélection, on doit reconnaître à une certaine race, la race Nord-Européenne, des qualités naturelles d'énergie et des aptitudes spéciales au commandement. L'organisation sociale ne peut systématiquement ignorer les lois de l'anthropologie ; en les mettant en œuvre, la société se donne, pour la conduire, des chefs naturels.

La doctrine des races repose donc essentiellement sur l'hérédité et sur la vertu des mélanges ethniques, avec, il est vrai, quelque concession à l'influence prolongée du milieu, mais sans que ce dernier puisse agir sur le type physique autrement qu'en favorisant le développement de certaines qualités innées.

C'est à ce principe fondamental qu'ont été apportées des observations et des critiques. « Tout le monde est d'accord, écrit M. Le Fur (1), sur le fait matériel des dissemblances physiques entre peuples. La question discutée n'est pas le fait de ces dissemblances, mais bien leur origine, leur explication scientifique. Or, à ce point de vue, il n'est aucunement indifférent qu'il s'agisse d'une question d'hérédité physique, d'un sang commun d'autant plus pur que l'espèce est plus rapprochée du type primitif, ou bien, à l'inverse d'une question de formation et d'imitation, conséquences de la vie en commun sous une même autorité, et d'autant plus marquées au contraire qu'elle se sera prolongée pendant un plus grand nombre

(1) LE FUR, *op. cit.*, p. 25.

de siècles ; il s'agit là de notions d'ordres essentiellement distincts. »

Peut-être, ainsi posée, la question est-elle difficilement résoluble. Comment expliquer les dissemblances physiques entre peuples par une inégalité naturelle, transmise par l'hérédité, alors que les peuples modernes sont composés de races diverses, mêlées, brassées, fondues au cours de l'histoire ?... La vie en commun a engendré tout un système de sélection sociales, militaires, politiques, qui ont favorisé le développement de tel type humain et contrarié ou même supprimé telle autre variété.

Le principe de la transmission héréditaire des caractères physiques n'a pas à être contesté ; c'est un fait d'observation courante et banale. Tout le conflit provient d'une dualité dans les méthodes d'observation employées.

Les anthropologistes, analysant les types humains, déduisent le concept de race par généralisation de certains caractères physiologiques communs à un certain nombre d'individus : la pigmentation, la taille ou la conformation de la boîte crânienne. L'humanité est, alors répartie, en un certain nombre de variétés, à la classification desquelles il suffira de se reporter pour donner un nom à un homme pris au hasard, dans un groupement donné. Cette conception de la *race*, peut, être la plus scientifique de toute, n'a qu'un seul défaut : son inutilité. Elle est bâtie d'après les méthodes des sciences naturelles, et elle ne tient pas compte d'un fait, pourtant scientifiquement reconnu, que l'homme est un animal sociable. Par suite de la vie en société, des mélanges incessants ont eu lieu entre les différents types d'humanité, et l'on ne saurait aujourd'hui parler de races *pures*.

Mais, demandent les sociologues, du jeu des mélanges ne pourrait-il naître des races nouvelles ?... Le fait, pour certaines races assez proches parentes, de cohabiter, pendant des

siècles, sur un même territoire, sous une même autorité, ne conduit-il pas à la création de races nationales ? Ne peut-on dire qu'il existe un type physique de Français, d'Anglais, d'Allemand ou d'Italien ?

La question est extrêmement délicate. Il semble que les types moyens nationaux se différencient les uns des autres de façon négative : celui-ci n'a pas les caractéristiques de celui-là, mais il est impossible de construire, même en schématisant le plus possible, un être aux traits précis que l'on dénommerait Français ou Allemand... Le caractère général et commun des nations modernes c'est le défaut de race. Parler de race française ou de race allemande, c'est employer une expression vicieuse que condamnent également MM. Le Fur et Vacher de Lapouge. On ne saurait prétendre, avec M. Rullier (1), sans confondre la race avec le peuple ou la nation, que « l'on est revenu des excès de l'anthropologie et que l'on reconnaît aujourd'hui que les races sont des unités plus morales que physiologiques,... des sentiments, des pensées incarnées,... caractérisées surtout par leurs productions intellectuelles et artistiques, leurs tendances philosophiques et religieuses ». L'on doit condamner, à juste titre, cette doctrine qui prétend qu' « une période de vie commune suffisamment prolongée forme une race nouvelle. » (2) Elle ne formera rien du tout, elle engendrera le chaos, si les races en contact ne se prêtent pas à une compénétration réciproque.

Nous avons de précieux enseignements, sur la constitution des races nationales, dans l'histoire des nations anglaise et américaine. Dans l'Angleterre proprement dite, co-existent trois races voisines : gauloise, anglo-saxonne et normande ; après une série de luttes entre ces trois éléments (guerre des Deux Roses, luttes des Cavaliers et des Têtes Rondes, etc.), il

(1) Voir citation et analyse dans LE FUR, *op. cit.*, p. 15.

(2) *Ibid.*, p. 15.

s'est établi une certaine cohésion ethnique par suite de l'élimination des éléments extrêmes. A cette sélection militaire s'est jointe l'action des autres sélections, du milieu, du climat, des nécessités géographique, etc... Ce travail de fusion dans le cadre national s'est opéré à l'abri de toute immigration étrangère et il en est résulté une *race historique* qui, certes, n'est pas pure, mais qui au moral, donne tous les signes d'une très grande communauté d'idées et de sentiments sur les points principaux de la vie nationale. N'existe-t-il pas même un type physique de l'anglo-saxon ? Le mélange de deux ou trois espèces très apparentées, leur soumission à de mêmes sélections, l'absence d'apports étrangers, voilà les conditions fondamentales qui permettent la constitution d'une race nouvelle dans le cadre national, avec tout ce qu'une pareille situation implique de force et de durée pour le peuple qui en est l'objet.

Les Etats-Unis d'Amérique ont bénéficié d'une formation analogue. Autour d'un solide noyau de pionniers anglais, sont venus s'agglutiner des émigrants, Allemands, Norvégiens ou Danois, frères ethniques des Anglo-Saxons, qui comptent dans leurs veines du sang des races nordiques. Le Yankée est, aux trois quarts au moins, anglo-saxon ou nordique (1). Cette simple constatation répond victorieusement à tous les arguments tirés de l'exemple de la cohésion américaine pour affirmer l'action prépondérante du milieu sur la formation des peuples.

Il résulte de tout ceci que, par suite de l'imprécision des sujets observés, le concept de race reste encore trouble et changeant. Pour lui donner quelque fixité, Gobineau a dû remonter jusqu'à l'état de nature, et encore il n'est pas bien certain que des races pures aient jamais existé. Les grandes races des anthropologues, race nord-européenne, dinarique, alpine, médi-

(1) Nous insisterons sur ce point dans le chapitre suivant consacré aux phénomènes ethniques des Etats-Unis d'Amérique.

terranéenne, ne sont peut-être que les produits accidentels de certains croisements et de sélections sociales subies pendant des milliers d'années. Les grandes nations modernes revendiquent, en vain, sauf l'Angleterre et les Etats-Unis, l'honneur de former des races distinctes. Ce qui leur manque pour prétendre à ce titre, c'est la similitude physique et psychique des éléments constitutifs. Les influences extérieures jouent, à contre-temps, sur un milieu humain qui ne présente pas de cohésion suffisante pour que puisse se créer, par l'intensification de certains caractères, une race nouvelle et originale. Une race historique ne naît pas du hasard d'unions quelconques, mais d'une certaine combinaison de races anthropologiques, elle dérive de ce fait que les races humaines sont un perpétuel dynamisme, soumis à l'influence des croisements et dont les types actuels ne sont que des produits momentanés. Les lois de la sélection fixent certains de ces produits, et dans un groupe humain individualisé, la grande loi de l'hérédité assure la continuité des caractères physiques et psychiques, ainsi dégagés (1). L'alternance de périodes d'endogamie et d'exogamie règle l'évolution des peuples, sans que, le plus souvent, ceux-ci prennent conscience de leurs modifications intimes, mais, parfois, le danger de cette évolution leur apparaît et leur dicte des mesures salutaires de protection : c'est ce que nous allons connaître par une étude rapide de la défense ethnique aux Etats-Unis d'Amérique.

(1) J. ARTHUR THOMSON : *L'hérédité*, Traduction française de Henry
»1 VARIGNY. Payot, 1930.

CHAPITRE IV

LA DEFENSE ETHNIQUE AUX ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Le problème de l'immigration aux Etats-Unis d'Amérique présente un intérêt exceptionnel par les réactions qu'il a suscitées dans l'opinion américaine et les répercussions de ces réactions sur la législation. Son étude révèle de quel orgueil indomptable est douée la race anglo-saxonne, orgueil qui a accompagné l'émigrant jusqu'en Amérique et qui est capable, lorsque le vieux fonds anglais se sent menacé, de réaliser le front unique contre le danger commun. Grâce à lui, le groupe anglais primitif ne s'est pas laissé gagner aux idées nouvelles qu'apportaient des étrangers ; il a su défendre son intégrité, et lorsqu'il s'est senti débordé, il a pris les mesures nécessaires à sa sauvegarde.

I. — L'IMMIGRATION ET SES DANGERS

Jusqu'en 1840, la porte des Etats-Unis d'Amérique était grande ouverte à tous ceux qui voulaient se fixer dans le pays de la liberté, mais, en fait, et sauf exception pour les Irlandais

et les seigneurs fonciers des Etats du Sud et de la Louisiane, la population américaine était composée d'éléments anglo-saxons.

Les immigrants, frères de race des puritains du May-Flower, rejoignaient leurs devanciers, petits cultivateurs de l'Est et du Nord et repoussaient, chaque jour, un peu plus loin vers l'Ouest, les limites de l'Union.

Entre 1840 et 1880, près de 10 millions d'immigrants (exactement 9 millions 438.000) débarquèrent aux Etats-Unis. Les composants ethniques et religieux restaient à peu près les mêmes, avec cependant une augmentation du pourcentage des Irlandais et des Allemands, et l'adjonction d'éléments méditerranéens ou slaves, de religion catholique ou orthodoxe. Dans la décade 1871-1880 les pays Nord-Occidentaux donnent 91,6 0/0 du contingent, les pays méditerranéens et slaves, 8,4 0/0, mais sur l'ensemble il y a 31,7 0/0 d'Allemands, 19,3 0/0 d'Irlandais, 9,3 0/0 de scandinaves, et seulement 24,2 0/0 d'Anglais, Ecossais et Gallois (1).

A partir de 1880 et surtout de 1890, jusqu'à la guerre de 1914, ce fut un raz de marée qui s'abattit sur les Etats-Unis. Plus de 20 millions d'immigrants (exactement 21.862.694) furent dénombrés par l'Administration américaine. Le chiffre record est détenu par l'année 1907 avec 1.289.349 entrées. Cet afflux massif était dû à l'attrait qu'aux yeux des populations misérables de l'Europe Centrale et Méridionale, prenaient les Etats-Unis d'Amérique, toujours avides d'immigrants pour mettre en valeur les terres de l'Ouest et pour satisfaire les besoins de l'industrie. Mais ces nouveaux venus différaient totalement par la race, la nationalité, la religion et les mœurs, du vieux fonds d'américains primitifs.

(1) Voir les statistiques détaillées dans *Siegfried. Les Etats-Unis d'aujourd'hui*. Colin, Paris 1927, et WURTZ. *L'immigration aux Etats-Unis*. Paris 1925.

C'étaient pour la plupart des Slaves et des Latins qui, dans les derniers contingents, formaient plus des trois quarts des arrivages.

Sur le total européen de la décade 1900-1910, le Royaume-Uni ne donnait plus que 10,6 0/0 et l'Allemagne 4,2 0/0 du contingent mais l'Autriche-Hongrie passait à 26,3 0/0, l'Italie à 25, 1 0/0, la Russie à 19,6 0/0. Le reste des arrivants se partageait entre tous les peuples de la création.

Changement de race, changement d'aspirations. Alors que les premiers venus avaient accepté les dures conditions imposées aux pionniers du nouveau monde colonisateurs de terres vierges, les derniers immigrants s'arrêtaient dans les ports mêmes où ils avaient débarqué et se contentaient de chercher à réaliser, dans les villes du littoral, une existence un peu moins misérable que celle qu'ils avaient quittée. Juifs ou catholiques, slaves ou latins, ils détonnaient dans le milieu anglo-saxon primitif, où ils conservaient leur individualité, leur langue, leur vie nationale. Lorsque éclata la guerre de 1914, l'opinion publique s'étonna de l'élan patriotique qui poussait les derniers arrivés, d'origine française ou allemande, à retourner dans la vieille Europe pour défendre la civilisation de leurs pères. Elle s'indigna des campagnes bruyantes menées par des citoyens germano-américains en faveur de leur pays d'origine. Le manque d'unité psychologique éclatait au grand jour.

Le recensement de 1920, précisa l'étendue du mal. Sur 105.711.100 habitants, les noirs étaient le dixième (10 millions 463.000) de la population totale, et sur une population blanche de 94.821.000 individus, 58.421.000 seulement étaient nés aux Etats-Unis de parents américains. Donc 36.400.000 habitants étaient de provenance étrangère ; 13.713.000 d'entre eux étaient nés à l'étranger, 15.695.000 avaient vu le jour en Amérique, mais étaient issus de père et mère étrangers, 6.992.000

comptaient un étranger parmi leurs plus proches ascendants (1).

Et ce qui rendait cette masse étrangère particulièrement redoutable, c'était le manque de souplesse et de variété dans sa répartition géographique, c'était son articulation en quelques groupements d'une remarquable densité. Le mouvement tertiaire, si fort en faveur au 19^e siècle, se continue de nos jours avec des éléments nordiques. Le pôle germano-scandinave, luthérien et partiellement catholique, se situe dans un groupe d'Etats du Nord : Wisconsin, North Dakota, Minnesota... Dans ce dernier Etat, sur 486.000 personnes de race blanche nées à l'étranger, on recensait 219.000 scandinaves, 75.000 allemands, et 29.000 finlandais. Au contraire, le bloc latino-slave, judéo-catholique, se place dans les Etats de l'Ouest et du Centre et plus particulièrement dans les villes, Boston, New-York, Chicago. Le Massachusetts renfermait, en 1920, 1.078.000 habitants de race blanche, nés à l'étranger et sur le nombre 183.000 irlandais, 117.000 italiens, 109.000 canadiens français, 92.000 russes, 69.000 polonais, 28.000 portugais, 21.000 hollandais, 20.000 grecs, etc... La Métropole économique, New-York, abritait 1.992.000 habitants de race blanche nés à l'étranger (soit 36 0/0 de la population totale de cette cité). 480.000 russes, 391.000 italiens, 203.000 irlandais, 194.000 allemands, 146.000 polonais, 127.00 autrichiens, 71.000 anglais, 64.000 hongrois. Métropole économique, New-York est aussi la métropole israélite et recèle 1.500.000 juifs.

II. — LA DEFENSE DE L'ELEMENT ANGLO-SAXON

Les résultats de cette statistique émurent l'opinion publique.

Malgré, dès 1910, les avertissements des hommes qualifiés

(1) Ces chiffres ont été puisés aux sources précitées, *passim*.

et des groupements nationalistes, la grande masse des autochtones se faisait de l'immigration une vision simpliste et la posait comme un problème de population, trouvant sa fin naturelle dans une assimilation totale de l'étranger dans le milieu américain.

Elle avait confiance dans les vertus du fameux creuset anglo-saxon, pour fondre et amalgamer les races les plus diverses, mais une fois avertie des périls de l'immigration, elle était prête à se défendre.

La race anglo-saxonne, qui entre pour la majeure partie dans la composition ethnique des Etats-Unis d'Amérique, présente en effet ce signe particulier : elle a conscience de sa valeur ethnique. Prenez un anglo-saxon pur sang, que ce soit en Angleterre, en Amérique, en Australie, au Cap ou aux Indes, il a la conviction intime de la supériorité innée de sa race sur les autres créatures humaines, les *natives*. Et le citoyen moyen des Etats-Unis d'Amérique, petit fils de pionniers britanniques, a hérité de l'égoïsme, de l'étroitesse d'esprit de ses ancêtres et surtout de leur orgueil. Il manifeste un goût prononcé pour l'individualisme, en religion comme en politique, et vit en parfait accord avec les institutions libérales de son pays.

Quoique aux trois quarts anglo-saxon, ce citoyen n'en est pas moins un personnage assez composite, dans les veines duquel — et c'est ce qui le différencie de l'anglais — coule un certain mélange de sang européen. Sinclair Lewis le décrit en ces termes avec quelque ironie : « Martin Arrowsmith était, comme la plupart des habitants d'Elk-Mills, avant l'immigration slavo-latine, un américain anglo-saxon typique ; ce qui veut dire qu'il était un mélange d'allemand, de français, d'écos-sais, d'irlandais, peut-être d'un peu d'espagnol, vraisemblablement matiné de juif et beaucoup d'anglais, cette dernière race étant elle-même une combinaison de bretons, de celtes, de

phéniciens, de romains, d'allemands, de danois et de suédois »(1).

Malgré ces mélanges variés, le type Yankee qui s'est dégagé est un beau spécimen d'humanité, physiquement bien équilibré, parce que les races qui entrent dans sa formation étaient étroitement apparentées. Aux Etats-Unis, la cohésion ethnique prend une signification objective. Anglais, allemands, scandinaves, frères de race ou tout au moins cousins germaines, ont un fonds psychologique semblable. Sous les nécessités de la vie commune, ce qui n'étaient pas anglo-saxon s'est agglutiné autour de ce dernier élément, déjà bien adapté à ses nouvelles conditions d'existences, comme autour d'un noyau central. Sur ce conglomerat de races, ont joué les lois de la sélection sociale, qui ont marqué plus fortement l'individualité du groupe. La guerre de Sécession a donné à l'élément anglo-saxon la conscience de sa supériorité et a fait passer entre ses mains le monopole de l'influence directrice et de la culture. Sous sa direction, l'école publique devint le moule qui servit à façonner l'esprit des jeunes générations. « La principale force qui ait agi dans le sens de l'assimilation des émigrants et qui les a rendus semblables aux américains autochtones et surtout la principale force assimilatrice chez les enfants nés en Amérique ou à l'étranger est très probablement l'école publique. » (2) Voilà l'opinion d'américains de marque.

La race anglo-saxonne a réussi ce tour de force « d'américaniser » la plus grande partie des immigrants et de les pénétrer de sa psychologie. Encore fallait-il rencontrer un terrain préparé, une certaine similitude des dispositions psychiques. Or il est des éléments : slaves, latins, juifs, qui s'adaptent dif-

(1) SIEGFRIED. *Op. cit.*, p. 9.

(2) M. W. JENKS et W. JES LAUCK. *The Immigration Problem*. New-York 1922, p. 348. Cités par M. William OUALID. *Le Musée social*, mai-juin 1927, p. 54.

facilement à l'état d'esprit national ; ils risquent d'en fausser la direction et, peut-être, à la longue, feraient-ils pénétrer, dans un milieu jalousement clos, des idées nouvelles et subversives. Ce qui augmente le danger qu'ils présentent, c'est leur nombre sans cesse accru : en dehors du Sud et de certaines parties de l'Ouest, la natalité chez les immigrants est beaucoup plus élevée que chez les anglo-saxons pénétrés de malthusianisme. Si les immigrants venaient, par la force du nombre, à contrebalancer l'influence des éléments autochtones ce serait, avec l'avènement de nouvelles classes sociales, un changement total dans la mentalité nationale qui se traduirait par des modifications aux lois et aux institutions.

Les Etats-Unis ne pouvaient accepter une pareille situation. Ils ont besoin de maintenir leur intégrité ethnique pour opposer un bloc homogène aux peuples de couleur qui les entourent. Dans le Pacifique, ils font figure de défenseurs de la civilisation européenne contre les ambitions naissantes de la puissance japonaise. Ils groupent autour d'eux, dans un sentiment plus fort que les nationalités ou les intérêts économiques, tous les peuples blancs de race anglo-saxonne (1). Ils apparaissent même comme des protecteurs naturels aux Chiliens, la nation la plus « blanche » de l'Amérique du Sud. Les Etats-Unis du Nord n'ont pas voulu ressembler aux Etats de l'Amérique latine, peuplés d'indigènes et de métis. A l'intérieur même de leur territoire se pose, avec ses graves conséquences, le problème noir (2). En Californie c'est une lutte de tous les instants entre la ténacité américaine et l'opiniâtreté japonaise. Contre ces forces de décomposition ethnique, contre « cette marée montante des peuples de couleur », il importait de dresser la « Grande Race » dans son intégrité première, comme la seule digue protectrice de la civilisation américaine.

(1) ANDRÉ DUBOSCQ. *Le Pacifique et la rencontre des races*. Anthème Fayard, Paris, p. 47 et suiv.

(2) Cf. sur le problème noir, ANDRÉ SIEGFRIED, *op. cit.*, p. 93.

III. — EUGENISME

On a dit, avec quelque esprit, qu'en tout anglo-saxon, il est un éleveur qui sommeille. Ainsi s'explique le franc succès rencontré par les théories de Darwin sur la sélection, auprès du peuple américain. Les eugénistes américains en particulier, M. Madison Grant, s'attache à la théorie de l'inégalité fondamentale des races humaines et à sa consécration héréditaire. C'est du Gobineau, revu par Vacher de Lapouge, et adapté aux besoins de la vie américaine. Dans la hiérarchie des races, les nordiques occupent la meilleure place, les noirs rampent au bas de l'échelle, et les peuples méditerranéens et slaves sont relégués à des échelons intermédiaires. Or à la suite de certains mélanges, il s'est créé, affirment les eugénistes, une race yankee, variété de la race anglo-saxonne. Il s'agit de cultiver cette race naissante, en renforçant les éléments nordiques et en éliminant les composants de rang subalterne. Et pour cela, il faut convaincre l'élite ethnique que c'est manquer à un devoir moral que d'admettre la restriction volontaire. Il faut ensuite empêcher les individus tarés d'abâtardir la race par leur descendance. Enfin les races inférieures doivent être maintenues dans une situation qui corresponde à leur rang naturel ; leur nombre est un danger contre lequel on doit lutter en répandant chez elles les idées malthusiennes du *moral restraint*.

La législation américaine a consacré, dans la mesure du possible, ces théories sélectives. Sans parler des mesures prises par les Etats du Sud pour prohiber la *misgeneration* (mariage entre une personne blanche et une personne qui compte dans son ascendance un grand-père de couleur), sont légales les mesures tendant à la stérilisation eugénique des individus dégénérés ou socialement inférieurs, lorsqu'elles ont pour but, non de constituer par elles-mêmes un moyen de répression,

mais de réaliser une amélioration ethnique. Dans une quinzaine d'Etats sont « neutralisés », les fous, les dégénérés, les incurables, les récidivistes de certains crimes, les sujets irresponsables ou vicieux. On espère atteindre, un jour, les alcooliques, les tuberculeux, les syphilitiques, les aveugles, les sourds, les bossus et « tous parents potentiels d'une progéniture inadéquate ».

Les graves conséquences de la stérilisation eugénique, qui portent atteinte à la dignité de la personne, exigent un contrôle très sévère et de très sérieuses garanties contre l'arbitraire, l'incapacité ou la malveillance de ceux qui sont chargés d'appliquer la loi. Il a fallu constituer des tribunaux spéciaux, largement dotés en personnel médical, qui se prononcent après un examen minutieux du sujet et l'étude de ses antécédents. L'opération matérielle de la stérilisation se réduit à une simple piqûre.

La même tendance scientifique a prévalu dans la réglementation de l'immigration. L'opinion n'a pas été préoccupée par les scrupules juridiques des peuples de vieille civilisation, elle n'a pas cherché à savoir si un Etat avait le droit de fermer brutalement ses portes après les avoir largement ouvertes pendant plus d'un siècle. Elle a simplement affirmé qu'une nation anglo-saxonne, de religion protestante, avait le droit et le devoir, au nom de sa supériorité de race, de conserver l'intégrité de sa civilisation, en n'acceptant que les immigrants susceptibles de maintenir son niveau ethnique et de s'assimiler rapidement. A la différence des procédés eugéniques, l'immigration ne vise pas à l'amélioration de la race yankee, elle doit tendre simplement à sa conservation. « Or l'immigration libre, écrit M. Madison Grant, ferait de notre Nation, une mosaïque comme l'ancien Empire d'Autriche, au lieu d'une unité homogène, comme était l'Amérique d'il y a un siècle. » Le *statu-quo*, voilà l'idéal dans un pays qui compte 10 mil-

lions de nègres et combien d'individus, récents immigrants pour la plupart, qui ne sont pas de la race primitive. C'est ce noyau ethnique, gros de dangers pour l'avenir, dont il faut contrebalancer l'accroissement par une immigration bien comprise.

Il fallait toucher la masse anglo-saxonne et réveiller la conscience ethnique de la nation : ce fut l'œuvre des associations nationalistes. La plus célèbres est le Ku-Klux-Klan, créée en 1866 contre les nègres révoltés et dirigée aujourd'hui contre tout ce qui n'est pas exclusivement protestant et anglo-saxon. Il consacre son activité, en tant que société protestante à l'enseignement de la religion réformée, et s'engage, en tant que société de blancs, au maintien perpétuel de la suprématie de la race blanche.

Il se fonde sur la classe des petits propriétaires terriens immigrés du 19^e siècle, baptistes ou méthodistes, mais anglo-saxons pur sang, et se dresse contre les catholiques qui obéissent à un chef italien. Le parti par lui-même importe peu. Son activité se manifeste, par réactions brutales, contre des nègres, des immigrants, des malfaiteurs, et s'entoure de tout un cérémonial mystérieux. Le Ku-Klux-Klan n'a pas de doctrine ferme ; il est l'expression d'une conscience nationale qui se ressaisit aux heures de crise. Son organisation permanente lui permet de décupler ses effectifs en quelques mois, de sonner le ralliement des américains « cent pour cent » contre l'étranger, et de faire pression sur l'opinion publique pour lui dicter une attitude ou une décision.

Sa thèse rencontre, dans tous les milieux, une approbation unanime, faite surtout de crainte et de révolte devant les incroyables méfaits des associations de malfaiteurs qui, émergeant des bas-fonds de l'immigration réussissent, par exemple à Chicago, à commettre impunément les pires méfaits, sous

la protection de policiers et de fonctionnaires affiliés à leur bande.

Grâce à l'activité des partis nationalistes, l'élément anglo-saxon garde la suprématie dans la vie politique du pays.

De ses rangs sortent les dirigeants fédéraux et la majorité des représentants. Seules, les municipalités peuvent être livrées aux autres races, qui dominent à New-York et Chicago. Mais dès que les derniers venus, les allogènes, essaient de lever la tête et de viser à des postes plus importants, le bloc se ressoude contre eux, et c'est ainsi qu'un Hoover triomphe d'un Smith.

IV. -- LA REGLEMENTATION DE L'IMMIGRATION

La législation américaine sur l'immigration traduit l'inquiétude ethnique, de plus en plus marquée, de la population américaine.

Fondés sous le signe de la Liberté, les Etats-Unis avaient d'abord pour règle constitutionnelle d'accueillir tous les étrangers qui se présentaient aux frontières. Avec un système aussi libéral, ils devenaient, à la fois, un lieu de refuge pour les criminels pourchassés par les polices européennes, et un hôpital gratuit pour malades incurables. Une loi du 3 août 1882 établit une taxe sur les immigrants et interdit l'entrée du territoire américain aux condamnés de droit commun, aux aliénés et aux faibles d'esprit. Jusque là, rien que de naturel ; l'Etat use de ses pouvoirs de police pour protéger la nation contre des individus tarés moralement ou physiquement.

Les abus de l'immigration dans les premières années du XX^e siècle eurent pour répercussion le vote de la loi du 5 février 1917 (Dillingham Burnett Bill), excluant du territoire américain tous les immigrants qui ne savent lire ou écrire, ou qui sont originaires de la zone barrée. Ces mesures avaient un

double objet. Par une réglementation plus stricte, elles réduisaient le chiffre total des entrées et, amorçant l'œuvre d'exclusion de certaines races, les épreuves de lecture et d'écriture permettaient d'éliminer les plus ignorants, les plus minables et les plus dangereux des immigrants, les éléments slaves, méditerranéens et irlandais. Mieux encore, la mesure dite de la zone barrée allait interdire à la plèbe asiatique l'accès des territoires américains (1).

Le principe adopté est le suivant : toute personne née dans une certaine partie de l'Asie ne peut pénétrer aux Etats-Unis, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par un traité existant. La *zone barrée* comprend tout un ensemble de territoires délimités par des parallèles et des méridiens. Elle couvre la plus grande partie de l'Asie et de l'insulinde, à savoir : les Indes britanniques, le Siam, l'Indo-Chine française, les Etats-Malais, les Indes néerlandaises et la Nouvelle-Guinée, l'Afghanistan, le Beloutchistan, une partie de l'Arabie et du Turkestan russe. Quoique situées dans la zone interdite, les Philippines et l'île de Guam, possessions américaines, ne sont pas visées par cette mesure. De même pour la Chine et le Japon, dont la situation est régie par des lois spéciales (2). L'exclusion des personnes nées dans la zone barrée, ne s'applique ni aux agents diplomatiques, ni aux ministres des cultes, ni aux universitaires, ni aux intellectuels, commerçants, voyageurs, etc... Seules ont été visées les classes misérables.

Ces mesures ne parurent pas une protection suffisante. Sous la pression de l'Inter Racial Council, tenu le 7 avril 1920, furent votées successivement la loi du 19 mai 1921, amendée par la loi du 11 mai 1922, et la loi du 26 mai 1924.

(1) WURTZ. *Op. cit.*, p. 76 et suiv.

(2) SAVOY. *L'immigration japonaise aux Etats-Unis*. Paris 1924.

1° *Lois des 19 mai 1921 et 11 mai 1922.*

La disposition essentielle de la loi du 19 mai 1921 (Limit Act) c'est l'adoption du principe du contingentement qui se définit : une fixation législative du chiffre global de l'immigration annuelle. Le nombre des étrangers de chaque nationalité pouvant être admis aux Etats-Unis pendant une année fiscale est limité à un total, égal à 3 0/0 des étrangers de cette nationalité résidant sur le territoire américain lors du recensement de 1910 (section 2, paragraphe A de la loi).

La nationalité d'un individu est déterminée par le pays de sa naissance, qu'il soit ou ne soit pas citoyen de ce pays.

Ne sont pas visés par la loi les étrangers originaires des territoires des Etats-Unis, du Continent américain, de la *zone barrée* (la loi du 5 février 1917 restant en vigueur, de la Chine et du Japon.

Certains étrangers se recommandant par leurs qualités intellectuelles, leur situation sociale ou leur activité économique restent en dehors de cette réglementation.

Calculée sur ces bases, l'immigration autorisée était réduite à un chiffre net de 357.803 unités.

2° *Loi du 26 mai 1924.*

Cette loi aggrave la portée des limitations antérieures en fixant le contingent admissible pour les années 1925, 1926 et 1927 à 2 0/0 du nombre total des étrangers résidant aux Etats-Unis lors du recensement de 1890. Prenant pour bases d'évaluation les chiffres de la décade qui a précédé le grand mouvement d'immigration slavo-latine, elle ferme la porte aux contingents méditerranéens ou slaves et ne l'entrouvre que pour les rameaux nordiques de la population européenne, sans cependant que le contingent d'aucun pays puisse descendre au-dessous de 100 entrées.

Le nombre total des étrangers admissibles est réduit, pendant trois ans, au chiffre provisoire de 162.000, pour tomber au chiffre forfaitaire et définitif de 150.000, à partir du 1^{er} juillet 1927. Mais devant les protestations soulevées par cette mesure, la date d'application du contingent définitif a été reportée, par des reculs successifs, au 1^{er} janvier 1930.

Dans le système définitif, le contingent global est réparti entre les différents Etats proportionnellement au nombre d'habitants originaires de chaque pays, résidant sur le territoire des Etats-Unis en 1920 (section 11, paragraphe b). Le nombre annuel des immigrants admissibles ne peut dépasser pour chaque nationalité le contingent alloué à leur pays d'origine. Bien plus, les services d'immigration ne peuvent délivrer chaque mois un nombre de visas d'immigration supérieur au dixième du chiffre total alloué à chaque nationalité ; mais il n'y a pas de limitation mensuelle pour les contingents inférieurs à 300 admissions annuelles.

La nationalité de l'étranger continue à être déterminée par le lieu de naissance. Toute personne âgée de plus de 21 ans est réputée née dans la patrie de son père ou de celui de ses parents qui l'accompagne.

Pendant le régime transitoire, les chiffres d'entrée étaient les suivants (année 1925) (1) :

Allemagne	51.227	Italie	3.845
Grande-Bretagne	34.007	Tchéco-Slovaquie	3.073
Irlande	28.567	Danemark	2.789
Suède	9.561	Russie	2.248
Norvège	6.453	Suisse	2.081
Pologne	5.982	Pays-Bas	1.648
France	3.954	etc... etc...	

(1) WURTZ. *Op. cit.*, p. 99-100.

Sur la base définitive, on arrivera aux chiffres suivants :

Contingents proposés par le Président le 27 février 1928

Allemagne	24.908	Lithuanie	492
Autriche	1.689	Norvège	2.403
Belgique	1.328	Pays_Bas	3.083
Danemark	1.234	Pologne	6.090
Espagne	305	Roumanie	311
Finlande	568	Russie (d'Europe et d'A-	
France	3.308	sie	3.540
Grande-Bretagne et Ir-		Suède	3.339
lande du Nord	65.894	Suisse	1.614
Grèce	312	Tchéco-Slovaquie	2.726
Hongrie	1.181	Turquie	233
Irlande (Etat libre) ..	17.427	Yougoslavie	739
Italie	5.989		

Les dispositions qui précèdent ne visent que les immigrants proprement dits. D'après la section 3 de la loi du 26 mai 1924, ne sont pas immigrants et doivent en faire la déclaration au Consulat chargé de viser leur passeport : les fonctionnaires des Gouvernements étrangers et leur famille, les étrangers venant temporairement aux Etats-Unis pour leurs affaires ou leur plaisir, les étrangers en transit, les marins des navires qui relâchent dans les ports américains, les étrangers qui entrent aux Etats-Unis pour y exercer un commerce conformément aux clauses d'un traité de commerce ou de navigation.

Certains immigrants sont admis aux Etats-Unis sans être comptés dans les contingents annuels, à la condition de déclarer leur qualité au Consul chargé de leur accorder un visa spécial. Ce sont ceux que la loi qualifie de « non quota immigrants ». (Immigrants hors contingent.) Ils appartiennent aux catégories les plus diverses : les femmes ou les enfants qui rejoignent leur mari ou leur père, citoyen américain, les membres du clergé et leur famille, les professeurs, les étudiants qui viennent aux Etats-Unis pour suivre les cours d'une Université, les étrangers admis précédemment et qui reviennent d'un séjour temporaire au dehors, les étrangers originaires d'un pays dépendant du continent américain.

Dans le contingent même, jouissent d'un traitement de faveur certains immigrants appartenant à une des deux catégories suivantes :

a) Les parents d'un citoyen américain, mais âgés de plus de 21 ans : le père, la mère ; le conjoint et les enfants, non mariés, de moins de 21 ans.

b) Les agriculteurs, ainsi que leur femme et leurs enfants sans que leur nombre puisse excéder le quart du chiffre total.

Les premières de ces faveurs s'expliquent suffisamment par des considérations d'humanité. Les secondes sont dictées par le souci de parer à un déficit de la main-d'œuvre agricole dont se plaignent les cultivateurs de l'Ouest.

Notons enfin qu'il est perçu par tête d'immigrant une somme de huit dollars destinée à couvrir les frais du service d'immigration.

Ce système rigoureux de la loi du 26 mai 1924 a été appliqué par les autorités américaines de la façon la plus stricte et le plus contraire à d'élémentaires considérations d'humanité. Le contingent infime accordé à l'Italie ne suffit pas à satisfaire les demandes des femmes et des enfants d'Italiens, précédemment immigrés, mais non encore naturalisés. L'obligation de ne pas laisser entrer chaque mois un chiffre d'émigrants supérieur au dixième du contingent annuel a pour conséquence d'imposer une attente inutile, parfois de 20 ou 25 jours dans les bâtiments d'Ellis-Island à des milliers d'émigrants en surnombre.

Enfin, le plus grave reproche qu'on puisse adresser au législateur américain, ce n'est pas d'avoir pris des mesures pour réglementer l'immigration et sauvegarder l'intégrité ethnique de la nation, mais bien d'avoir brutalement arrêté les mouvements naturels et réguliers de migration qui s'étaient établis au XIX^e siècle entre l'Europe et l'Amérique. Au lendemain de la guerre de l'Indépendance, les Etats-Unis comptaient à peine

4 millions d'habitants. Ils en recensent 123 millions en 1930. L'immigration européenne les a peuplés et leur a permis d'atteindre à une vie économique intense. Après avoir encouragé un pareil mouvement migratoire, un Etat ne peut se renfermer brusquement dans un splendide isolement et se désintéresser des répercussions que ses actes souverains peuvent entraîner dans la vie d'autres nations. Un peu plus de modération dans le freinage de l'immigration n'aurait pas été déplacé.

Pour se libérer du péril jaune, des mesures encore plus restrictives ont été prises à l'égard des Chinois et des Japonais.

Entre les Etats-Unis et la Chine, la situation a été réglée par une série de traités : 17 novembre 1880, 12 mars 1888 et 8 décembre 1894 qui ont prohibé l'immigration chinoise, exception faite pour les étudiants et les personnes appartenant aux professions libérales.

Le Japon, plus soucieux de sa « respectabilité », s'est engagé, en 1907, par un Gentlemen's Agreement, à apporter spontanément certaines restrictions à l'émigration de ses nationaux. Malgré toutes les limitations internationales et les mesures rigoureuses prises par les Etats de l'Ouest pour atténuer le mouvement en le décourageant, l'immigration japonaise augmenta de façon systématique, semblant obéir à un mot d'ordre. En 1890, il y avait aux Etats-Unis 2.000 japonais ; en 1900 ils étaient 24.000 et 110.000 en 1920. La Californie en absorbait à elle seule 70.000.

Pour briser définitivement l'offensive asiatique, la loi d'immigration du 26 mai 1924, mesure unilatérale, se substitue au traité existant et refuse, par une disposition générale, l'entrée du territoire américain à tout étranger incapable d'avoir accès à la naturalisation, c'est-à-dire à toute personne qui n'est pas

de race blanche (1) ou d'origine africaine. Les Japonais, se trouvent ainsi replacés sur un pied d'égalité avec les autres peuples de l'Asie.

V. — UNE ETHIQUE NOUVELLE

Par la suspicion systématique qu'il jette sur certaines races, le système américain d'immigration n'est pas fait pour se concilier des sympathies en Europe ou en Amérique. Ce qui le soustrait, sinon à toute critique, du moins à une condamnation formelle, c'est le louable sentiment qui l'inspire. Pour la première fois dans l'histoire, un peuple subordonne des intérêts matériels et économiques à des forces spirituelles. Les Américains autochtones se sont effrayés du déséquilibre moral qu'entraînait la vie en commun d'immigrants trop différents les uns des autres par la race, la religion, les tendances. Un besoin d'unité se fait sentir et c'est ici qu'a été particulièrement méritoire l'effort des anglo-saxons d'Amérique. Ils ont posé le principe qu'au-dessus des droits des peuples, il y avait un domaine plus élevé, les droits de la race. « Comme le principe des nationalités, qu'il n'exclut d'ailleurs pas, il (le principe des races) se traduit dans la pratique par une politique appropriée ; mais alors que celui-ci aboutit à une sorte de concentration, de repliement de la nation sur elle-même et à des revendications farouchement particularistes, celui-là tend à une expansion, limitée seulement par l'intérêt commun des peuples associés (les peuples blancs, riverains du Pacifique). Autrement dit, le principe des nationalités correspond à l'égoïsme national dont les hommes d'Etat ne sauraient s'af-

(1) D'après la jurisprudence américaine, il faut entendre, par *race blanche*, « la race populairement connue sous le nom de race caucasique ». Savoy. *Op. cit.*, p. 56.

franchir sans trahir leur mandat et qu'ils doivent par conséquent défendre en toutes occasions ; tandis que le principe des races correspondrait à la conscience de plus en plus éveillée des masses à l'endroit de leurs intérêts communs, abstraction faite des frontières d'Etats. » (1)

A cette idée d'intérêt commun à protéger, s'ajoute une idée beaucoup moins précise, une aspiration plus ou moins consciente à un même idéal qu'il faut défendre et maintenir dans son intégrité. Le peuple américain se pose comme le champion de la civilisation blanche dans le Pacifique et, pour remplir la mission qui lui est dévolue, il doit garder jalousement la supériorité ethnique que lui donnent ses origines anglo-saxonnes.

Ainsi, qu'il affirme son droit, à demeurer lui-même, dans le seul but de conserver ses mœurs, ses institutions et de rester une nation homogène, ou qu'il fasse reposer sa politique ethnique sur le rôle civilisateur qu'il est appelé à jouer, le peuple émaricain enjoint à l'Etat de protéger par une politique sévère d'immigration l'élément ethnique dominant sur lequel il repose. N'ayant pas eu, comme les vieux peuples européens, à affirmer dans des luttes soutenues en commun leur unité nationale, les Américains cherchent à se sentir une nation, à affirmer leur unité morale. Cette unité, cette éthique propre, ils l'ont trouvée naturellement, lorsque leurs sentiments d'Anglo-Saxons se sont révoltés contre ce qu'ils sont unanimes à considérer comme une déchéance ethnique. C'est donc une doctrine nationaliste, à base racique, dont la formule répond le mieux aux aspirations unitaires du peuple américain.

(1) André DUBOSCQ. *Op. cit.*, p. 30.

CHAPITRE V

LA NATION FRANÇAISE ET LA SELECTION ETHNIQUE

La défense ethnique qui s'est imposée aux Etats-Unis d'Amérique dépasse le cadre d'une réglementation étroite de l'immigration. Elle démontre la force que peut acquérir une idée lorsqu'elle répond aux tendances innées d'une nation. Chaque groupement humain, en s'individualisant et s'organisant, possède ainsi ses formules propres, chaque nation a une âme, des principes spirituels, bases de sa culture.

Essayons de préciser les traits de ce groupement humain qui s'appelle la nation française et de l'envisager dans ses rapports avec la race et avec l'Etat. Nous verrons ensuite le danger que l'immigration fait courir au corps social, d'où la nécessité impérieuse de la sélectionner, afin de conserver à la nation son originalité et à l'institution étatique ses fondements caractéristiques.

Sur une définition de la nation à la fois synthétique, objective et possédant une valeur absolue, les auteurs juridiques n'ont pu se mettre d'accord, soit qu'ils aient donné dans des

considérations métaphysiques, soit qu'ils aient analysé la nation objective à laquelle ils appartenaient. La nation est un fait humain qui, à ce titre, échappe autant à une définition initiale et positive que l'homme et la famille. Mais par la complexité de ses caractères, provenant de la diversité native des familles humaines, de la multiplicité des éléments organiques et de l'originalité des formations historiques, elle s'offre sous des aspects extrêmement variés à l'observateur qui met en valeur celui de ces traits auxquels l'attache sa sensibilité. Ainsi l'autrichien Jellinek, obsédé par le caractère artificiel de la monarchie austro-hongroise, réduit son étude « à ce quelque chose d'essentiellement subjectif et comme la résultante d'un certain état de conscience » qui repose sur l'histoire et sur une multitude d'éléments de civilisation communs (1), alors que, plus simplement, l'Académie française fait de la nation « une totalité de personnes nées ou naturalisées dans un pays et vivant sous un même gouvernement » — définition de bon sens, correspondant à l'aspect moderne de la nation française, mais totalement inapplicable à des nations de l'Europe Orientale, déchirées par les luttes des minorités ethniques.

Par le simple rappel de deux définitions élémentaires nous sommes mis en présence des deux tendances fondamentales que l'on retrouve plus ou moins étroitement mêlées dans toute définition de la nation, la tendance individualisatrice et la tendance organisatrice, l'une purement dynamique, l'autre s'appuyant sur une réalité artificiellement fixée. Suivant que l'on donne la préférence au caractère particulariste de la nation, à son originalité native, ou que l'on voit en elle le substratum humain de l'Etat, on aboutit à des conséquences juridiques opposées. Nous essaierons de concilier ces deux tendances, qui mène un peuple de la vie de clan à la vie étatique.

(1) JELLINEK. *L'état moderne et son droit*, p. 207.

I. — LA NATION INDIVIDUALISEE

Faire de la nation une entité individualisée, c'est la poser en égale de l'homme, la munir d'une âme et d'un corps et suivant les préférences personnelles de chacun, c'est l'idée spirituelle ou le fait matériel qui est saisi dans son originalité profonde.

1°. — *La matérialité de la nation.*

La matérialité de la nation se résume dans cette pensée schématique de Barrès : la famille étant prise comme unité sociale, les familles de familles donnent la commune, les familles de communes donnent la province, les familles de provinces font la nation. Le corps de la nation, c'est un groupe humain dont l'unité résulte d'un lien du sang. Primitivement elle s'identifie avec le clan ou la tribu, milieu essentiellement ethnique et elle se compose de quelques familles, très voisines les unes des autres par la race, la cohabitation, les croyances et le langage.

En luttés perpétuelles avec les peuples limitrophes, augmentant son patrimoine par la guerre ou par le commerce, cherchant à fortifier, grâce au nombre, une stabilité encore menacée, la nation englobe dans l'espace d'autres populations, ou s'enrichit, par l'immigration, d'apports ethniques nouveaux. Autour du noyau primitif s'agglutinent les éléments étrangers, dont l'assimilation lente, mais certaine, ne s'opère que grâce à une perte progressive de l'originalité native. Bien que l'esprit primitif se soit quelque peu modifié, la nation reste cependant elle-même, car la cohésion ethnique se rétablit naturellement dans les populations très voisines par la race les unes des autres. Avant d'ouvrir ses portes aux grandes immigrations, la Rome républicaine, enrichie d'apports latins, ne garde-t-elle

pas l'originalité de la nation des premiers Rois ? Milieu familial et milieu national se pénètrent naturellement au point qu'on ne saurait dire avec sûreté ce qui est de l'un ou ce qui est de l'autre.

Ce milieu humain primitif transmet son originalité à des descendants et l'action de la grande loi de l'hérédité vient fortifier et développer l'élément initial. Grâce à la rigoureuse endogamie que les mœurs imposent aux sociétés en formation, les risques de diversité qu'une immigration un peu importante pourrait entraîner, sont neutralisés par la discipline naturelle qui préside aux unions. Une trame humaine très serrée, dont les fils innombrables relient les familles entre elles, donne à la jeune nation une cohésion matérielle et spirituelle, une originalité savoureuse quoique un peu rude, qui apporte à une civilisation la base d'une culture nationale. Malgré les guerres et les invasions qui brassaient les populations et imprimaient à la société des secousses dont elle aurait dû mourir, les paroisses et les provinces de notre ancienne France, étroitement repliées sur elles-mêmes, gardaient de leurs ancêtres propres, un originale unité locale. Peut-être si la France monarchique avait formé un royaume unitaire, pourrait-on calculer avec l'économiste Cheysson, qu'à raison de trois générations par siècle, chacun de nous réunit dans ses veines le sang d'au moins 20 millions de contemporains de l'an 1000. Quoique, supposant d'arbitraire façon une facilité d'échanges et une conpénétration de population que les circonstances ne permettaient pas, cette remarque appuie, d'une manière saisissante, sur les hérédités variées qui se retrouvent en nous et sur cette diversité d'origine qui, diminuant dans ses éléments premiers, s'enrichit de toute une gamme d'éléments composés, de croisements multiples et répétés.

Voilà bien la trame humaine encore localisée et n'ayant pas recouvert d'un réseau serré tout le territoire national ; mais

déjà entre les réseaux particuliers des fils ont été lancés et ils sont bientôt suffisants pour donner l'impression de l'unité du tout. L'inconvénient du passage de la vie provinciale à la vie nationale, c'est que, dans une société élargie, les liens du sang sont plus relâchés, plus disparates aussi et que l'effort de volonté doit être plus tendu pour garder à la nation sa vie collective. Néanmoins, la réalité nationale, d'un strict point de vue humain, devient indiscutable, grâce à l'action du temps qui fortifie les unions naturelles entre les divers éléments ethniques, constitutifs de la nation. « Les nations sont aussi réelles que les races, ce sont des êtres biologiques. Quand des millions de *homo europæus* et *homo alpinus* ont été parqués ensemble pendant des siècles et des siècles, quand tous ces individus ont croisé et recroisé leur sang, à l'exclusion de leurs congénères de la nation voisine, quand une sélection commune leur a été infligée par une histoire commune, par un mode de vie commun, une nation est faite. » (1)

2°. — *La parenté spirituelle des Nationaux*

En résumé, des éléments de race différente ont été réunis pendant des siècles dans un même Etat, soumis tout au moins à des institutions, à des mœurs, à des idées uniformes. Des liens de parenté s'établissent entre des familles de races diverses ; il se forme certains composés plus ou moins stables, mais définis, mais différents de ceux qui se constituent dans l'Etat voisin avec les mêmes éléments autrement groupés. Métis, sujets de race pure et de toutes races vivent soumis aux mêmes influences mésologiques, aux mêmes causes de sélection. De là une tendance à la convergence par la conservation

(1) VACHER DE LAPOUGE. *Les Sélections sociales*, p. 225.

exclusive des individus de toutes races dont le type psychique se rapproche d'une certaine moyenne. Ainsi se forment les nations et les caractères nationaux, et les événements historiques ont beau morceler les groupes ainsi constitués, il reste toujours un peu d'attraction entre les parties disjointes et une antipathie particulière pour les groupes sociaux d'autre origine. Des gens de races très différentes arrivent à se sentir plus solidaires entre eux qu'avec leurs congénères étrangers évolués dans un autre groupement. Il y a identité de race, au sens anthropologique du mot, entre les brachycéphales de France (Auvergnats, Bretons, Savoyards, Vosgiens), et les Badois, Piémontais, Suisses, Bavares, Albanais et Polonais, malgré les différences de langue et de nationalité ; cette communauté de race entraîne une certaine similitude dans les aptitudes individuelles et s'arrête là. La ressemblance intellectuelle, la mentalité commune qui font la nation sont nées d'une sélection subie en commun et du jeu des croisements, certains éléments ethniques prédominant, d'autres disparaissant. Les caractères psychiques des races se sont formés comme les caractères physiques par la survivance exclusive des individus doués de certaine façon et la psychologie de race domine celle de l'individu qui est une résultante (1).

Comment l'unité spirituelle se surajoute-t-elle à l'unité matérielle, comment se forme l'idée nationale, comment des aspirations assez confuses de la race qui ne sait concevoir que son unité et son intégrité physiques, s'élève-t-on à l'idée plus spirituelle de l'âme nationale ?

Il n'y a pas de saut brusque entre les deux étapes ; mais une évolution commandée par les aspirations des races composantes de la nation à réaliser, une tendance à l'unité, grâce au jeu des croisements réglés par les lois naturelles, sociales ou légis-

(1) Cf. VACHER DE LAPOUGE. *Les Sélections sociales*, p. 6 et seq. — L'homme aryen, p. 360 et seq.

les de sélection. La nationalité n'est pas une étiquette qu'on épingle sur la poitrine d'individus quelconques pour les distinguer de leurs voisins. Elle ne fait que sanctionner les divergences naturelles qui se sont établies entre les peuples depuis qu'ils ont adopté la vie en nation. La spécialisation matérielle et physique des sociétés a entraîné une détermination plus grande de leurs aspirations et de leurs tendances psychiques, elle leur a donné une mentalité, une âme nationale.

La genèse de l'idée nationale ne se sépare pas du processus normal de l'idée-force dans les sociétés. Il s'y ajoute, la complétant et la précisant, l'influence des aptitudes psychologiques que chaque peuple apporte à recevoir l'idée et à l'adopter (1).

a). — *Processus de l'idée.*

Comment de grandes idées — appelons-les par exemple le catholicisme ou le marxisme — peuvent-elles se retrouver dans les consciences modernes au point de les imprégner de leur substance et de diriger l'action des peuples dans un sens déterminé ?

Les grandes doctrines, les grandes théories — en est-il produit plus de deux ou trois par siècle ? — ont été jetées dans le monde par quelques grands hommes et vulgarisées par leurs apôtres. Elles ont rencontré l'hostilité première et instinctive que soulèvent les nouveautés et elles ont été répudiées par l'immense majorité de la foule sans discussion et suivant le sentiment de chacun. Puis les jeunes générations, par esprit d'opposition aux doctrines établies et par attrait de l'inconnu, les ont examinées et s'y sont raillées. La discus-

(1) Ceci est un simple rappel des théories du Dr GUSTAVE LE BON. *Lois psychologiques de l'évolution des peuples*. Alcan. 8^e édition 1907, page 9 et seq.

sion s'en est poursuivie plus ou moins librement, mais accélé-
rant la vulgarisation de l'idée. Celle-ci, arrivée à une cer-
taine puissance de développement interne et de précision
objective, accréditée auprès d'adhérents enthousiastes dont le
nombre croissait sans cesse, s'est répandue comme une con-
tagion dans tous les cerveaux où elle s'est installée en maî-
tresse. Puis, du domaine de l'intelligence où elle est contrôlée,
discutée et n'a pas une action décisive sur la conduite, elle est
descendue dans cette région stable et inconsciente des senti-
ments où s'élaborent les mobiles de nos actions, et où elle de-
meure en paix, à l'abri de toute atteinte. Elle fait partie de
« ce stock compact de banalités héréditaires que nous impose
l'éducation » ; les mœurs, les habitudes courantes en sont
imprégnées et renforcent son emprise sur la personne. La rai-
son cesse d'avoir barre sur elle. Le convaincu que domine une
idée quelconque, religieuse ou autre, est inaccessible à tous les
raisonnements, quelque intelligent qu'on le suppose ; c'est à
peine s'il peut faire rentrer, grâce à des artifices de pensées,
l'idée qu'on lui objecte, dans le cadre des conceptions qui le
dominent. L'idée adhère à sa personne.

Mais si les idées ne peuvent avoir d'action qu'après être
descendues des régions du conscient dans celles de l'incon-
scient, nous comprenons avec quelle lenteur elles doivent se
transformer et pourquoi les idées directrices d'une civilisation
sont si peu nombreuses et demandent si longtemps pour évo-
luer. La lenteur même de leur processus renforce leur puis-
sance d'action.

b). — Aptitudes du sujet à recevoir l'idée.

Les idées ne sont pas adoptées d'égale façon par une huma-
nité coulée dans le même moule. Elles rencontrent un terrain
plus ou moins bien préparé, suivant les tendances et les aspi-
rations des races.

Chaque race anthropologique possède une constitution mentale aussi fixe que sa constitution anatomique. Que la première soit en rapport avec une structure particulière du cerveau, cela ne semble pas douteux ; mais comme la science n'est pas assez avancée dans la connaissance de cette structure, nous sommes dans l'impossibilité de la prendre pour base. Si l'on passe aux races qui forment la transition entre les races anthropologiques et les races historiques, — aux races historiques elles-mêmes — aux nations, là où une race historique n'est pas formée — l'on observe que la majorité des individus possèdent, sous une certaine variété superficielle, un certain nombre de caractères psychologiques communs, d'autant plus stables que le groupement considéré présente des caractères anatomiques plus uniformes.

Chaque groupement humain possède ses coutumes, ses mœurs, en rapport étroit avec les aspirations de la race. Il s'y ajoute un certain nombre d'idées sommaires qui forment le fonds psychologique du groupe. Là-dessus viennent déferler les grandes inquiétudes qui soulèvent l'humanité et provoquent dans ce groupe des réactions en rapport avec ses besoins. Ainsi le protestantisme convient aux tendances individualistes des races du Nord, le bouddhisme, le judaïsme, l'islamisme à des races asiatiques. Cette prise de possession des idées par l'être et leur déformation suivant ses goûts se font suivant le processus analysé plus haut. Il en résulte un ensemble d'idées et de sentiments adaptés à la race de façon intime ; cet agrégat de caractères psychologiques que tous les individus d'un même pays apportent en naissant forment l'âme de la race ou de la nation.

Par ce qu'elle comporte de nécessaire union pour résister à d'identiques adversaires et de sélections orientées, la vie en commun développe ces germes ; l'action du milieu se surajoute à celle de la race pour favoriser les mêmes tendances.

C'est à cette doctrine de la parenté spirituelle, mais abstraction faite de son support : la parenté ethnique, que M. Hauriou ramène la définition de la nation. « Les nations sont des groupements de population fixés au sol, chez qui un lien de parenté spirituelle développe la pensée de l'unité du groupement lui-même. » (1) L'unité spirituelle du groupement procède non pas de pensées ou de croyances semblables, mais de communes façons de sentir, de penser et d'agir (2). En un mot « une nationalité est une mentalité, il y a une mentalité anglaise, une mentalité espagnole ou italienne et c'est directement de cette mentalité commune que découle l'unité morale nationale, laquelle engendre à son tour la communion » (3).

Une fois que l'on a admis la réalité biologique de la nation et la communauté spirituelle engendrée chez des races parentes par les mêmes luttes sélectives, rien n'empêche d'adopter des théories plus spiritualistes qui se superposent logiquement aux précédentes. Ainsi l'on peut parler d'âme de la nation, faite de vouloirs communs, de pensées communes et de sentiments communs, « et si tout cela est d'ordre spirituel, c'est en quoi l'unité nationale est si forte, parce qu'il n'y a de véritable unité que la spirituelle » (4). Et M. Hauriou rend compte de cette évolution dans la formule suivante : « la nation est un groupement de formations ethniques primaires, chez lesquels la cohabitation prolongée dans un même pays, jointe à de certaines communautés de race, de langue, de religion et de

(1) Maurice HAURIUO. *Droit constitutionnel*, 1^{re} édition. Sirey 1923, p. 25.

(2) « Deux Français inconnus l'un de l'autre et se rencontrant à l'étranger, se reconnaîtront immédiatement nationaux à leur tour d'esprit, à leur même façon de prendre les événements, à leur faculté de se dédoubler pour juger les choses ni trop légèrement, ni trop sérieusement, à leur manière directe et franche d'aborder les questions, à leur goût pour les idées générales ».

(3) Maurice HAURIUO. *Précis élémentaire de Droit constitutionnel*. Sirey 1925, p. 9.

(4) Maurice HAURIUO. *Droit constitutionnel*, 2^e édit., p. 82. Ces lignes sont à rapprocher de la page célèbre de Renan.

souvenirs historiques, a dégagé une communauté spirituelle, base d'une formation ethnique supérieure ». Il ne manque à cette définition analytique que de rendre hommage au rôle joué par l'hérédité et la sélection dans la formation de la nation, rôle qu'elles jouent sous nos yeux et dont nous sommes les témoins (1).

II. — L'ORGANISATION ETATIQUE

Par suite de quel mécanisme une société passe-t-elle de la vie ralentie de nation à la pleine vie étatique, de la forme naturelle et primitive à la forme juridique qui assure à la société son plein épanouissement ? L'Etat ne naît pas de l'inorganique, il n'est créé que si le peuple est arrivé à un certain stade d'évolution. Le clan est le résultat de certaines différenciations objectives, d'ordre ethnique, linguistique, historique, moral et religieux. Le passage de la vie de clan à la vie en nation suppose en plus une aptitude à la vie de relations qui est l'apanage des races bien douées. Plus les relations sociales et les institutions se développent, plus le corps social s'épaissit, plus son individualité s'accroît. Pour franchir le cap de l'individualisation, le corps social doit prendre une pleine conscience

(1) Ces deux lois naturelles ont pu fonctionner librement dans le passé, soit à des époques troublées où s'opposaient des races nettement différenciées, soit lorsque le régime légal consacrait les inégalités naturelles. Ces deux forces avaient été combinées, dans l'ancienne France, d'une manière souple et adaptée au cadre social : elles consistaient avant tout dans l'élévation d'une famille roturière jusqu'à l'anoblissement, puis de la particule au titre, sanctionnant ainsi le passage d'une besogne subalterne aux fonctions de direction. Cette ascension se faisait par étapes et demandait des sacrifices à plusieurs générations. Il n'en est plus de même aujourd'hui. La sélection légale repose sur l'individu et les plus hautes charges de l'Etat sont, théoriquement du moins, ouvertes librement à tous. Les lois de la sélection sociale ont été plus fortes que les barrières qu'on voulait leur opposer. Il s'est créé une oligarchie nouvelle, une classe nouvelle de gouvernants, mais perpétuellement instable, parce qu'elle a contre elle des institutions qui ne tiennent pas compte de l'hérédité.

de ses particularités ethniques et de ses aspirations culturelles. Les individus veulent s'organiser politiquement ; grâce à l'impulsion de quelques hommes énergiques, bien secondés par les circonstances, l'Etat prend naissance, suivant le processus de toute institution corporative. Rappelons-le brièvement (1).

L'institution est une idée qui a pris existence objective en s'incorporant à sa matière propre. Cette idée directrice est lancée par les fondateurs de l'institution et sous leur direction, le phénomène d'incorporation n'est qu'un phénomène d'organisation. Les divers éléments de l'institution cessent d'être indépendants et se groupent autour de l'idée directrice, l'idée de l'institution. Ils deviennent des organes ; leur action, orientée par l'idée, remplit une fonction. L'idée directrice est matérialisée dans l'institution, mais elle ne se suffit pas à elle-même. Elle conduit à un but « extérieur » à l'œuvre, qui est le résultat à obtenir et vers lequel tendent tous les efforts des éléments groupés à l'intérieur de l'institution sous une direction commune.

Il en est ainsi dans la formation de l'Etat. L'idée directrice intériorisée, c'est le rôle de protection que l'Etat doit remplir vis-à-vis de la nation. L'activité des organes est groupée autour de cette idée qui assure la concordance des efforts. Et le but idéal, jamais atteint, car il semble s'éloigner à mesure que progresse la civilisation et se développent les besoins du groupe, c'est la protection réalisée de la nation. Pareille œuvre ne peut être assurée que par des gouvernants plus ou moins spécialisés.

Le grand problème qui se pose tôt ou tard, c'est l'adaptation des nouveaux adhérents à l'œuvre entreprise. L'idée peut leur échapper, le but s'estomper dans des brumes lointaines.

(1) MAURICE HAURIOU, *La théorie de l'institution et de la fondation*. — La cité moderne 1925.

Par la cristallisation de la volonté des fondateurs dans l'œuvre, l'Etat deviendrait un ensemble de normes rigides et figées. Or tous ceux qui s'intéressent à l'œuvre, créent à l'intérieur une volonté subjective qui s'ajoute aux volontés primitives et dans l'institution-Etat la volonté générale, somme des volontés présentes et passées, soutient l'œuvre. « Les volontés humaines, écrit M. Achille Mestre, groupées, orientées vers un but déterminé, s'organisent en un faisceau unique, sous des influences déjà notées et signalées par M. Hauriou : celle de la solidarité représentative qui, par suite de l'unité de vue minima, nécessaire dans tout groupement, donne une direction semblable aux volontés individuelles et qui aboutit à l'unanimité, élément nécessaire de toute vie corporative. De la somme ou plutôt de la combinaison des volontés particulières se dégage la volonté générale ou corporative, comme de la juxtaposition des êtres vivants qu'on nomme les cellules se dégage un autre être vivant. » (1) Il reste à expliquer comment la communion peut s'établir entre les adhérents présents et futurs.

Dans une société du droit commercial, il existe un rapport direct de volonté entre les membres et l'institution, dont les statuts peuvent être modifiés d'un consentement unanime par les associés. La société étatique consacre une société naturelle, la nation, à laquelle le citoyen appartient par la naissance. L'adhésion du citoyen à l'institution, où le minimum exigé de chacun est le *coactus volui*, *tamen volui*, est une conséquence quasi obligatoire de son appartenance au groupe humain individualisé. Entre la vie étatique et la vie individuelle, la vie nationale prolonge l'action d'un double déterminisme : la race et le milieu ; elle constitue un moyen-terme qui ménage les transitions actuelles et facilite l'évolution de l'institution.

(1) Achille MESTRE. *Les personnes morales et la responsabilité pénale*. Rousseau. Paris 1899, pages 199-201.

Comment la nation rend-elle aisée l'adhésion de chaque citoyen à cette œuvre finaliste qu'est l'Etat ? En suscitant une tendance psychique nationale qui se superpose aux volontés individuelles et qui est faite moins de volontés que de ces tendances inexprimées, ces « banalités héréditaires » qui ont pour domaine la région de notre être la plus riche et la plus inexplorée, l'inconscient ou subconscient. Le citoyen, ne l'oublions pas n'est pas un être quelconque. Par sa naissance, il fait partie d'un groupe naturel : la famille, où il subit par une loi d'hérédité les influences de ceux qui l'ont précédé ; il se relie à des générations disparues, aux milieux familiaux paternels et maternels. Il est dépendant de diverses personnalités passées, dont l'influence se manifeste en lui par des prédispositions naturelles à telle forme de pensée ou d'action. L'évolution familiale fait de lui un produit, le marque d'un cachet, lui donne une individualité particulière. Milieu familial et milieu national, comme nous l'avons rappelé précédemment, se mêlent intimement, grâce aux croisements engendrés par une vie commune et leur influence donne à l'ensemble des citoyens cette mentalité particulière qui est la marque du groupe. Cette mentalité réagit à son tour sur l'Etat et de deux manières.

L'adhésion des citoyens à l'Etat ou, pour employer le langage de M. Hauriou, la communion à l'intérieur du groupe, se fait soit de façon active, soit de façon passive.

L'adhésion active ne dépasse guère un petit cercle de gouvernants, de personnalités agissantes, une élite qui cherche à imprimer sa marque, moins sur l'idée directrice elle-même que sur les moyens de la mettre en œuvre. Ainsi dans un régime démocratique, un groupe restreint d'individus, juristes ou professionnels, juge que, sur tel point de l'économie nationale, il serait opportun de prendre telle mesure et dans tel sens. La loi qui tiendra compte de ces considérations reproduira bien ou mal cet état d'esprit. Si elle ne correspond pas à

ce qui était demandé, elle ira rejoindre l'arsenal des lois mortes. Si au contraire la solution qu'elle apporte — bonne ou mauvaise — touche juste le point névralgique, elle est adoptée par l'élite et même par la masse qui y trouve la satisfaction de ses aspirations. Mais on ne peut soutenir avec M. Duguit, sans accorder à l'opinion publique une action réalisatrice trop précise : « une disposition des gouvernants n'est une loi que lorsqu'elle formule une règle déjà créée comme norme juridique par la conscience des individus formant le groupe social considéré. Même dans les sociétés modernes, ce qui fait la règle de droit, ce n'est pas la décision du législateur positif, c'est la conscience que cette règle doit recevoir des gouvernants une sanction positive et organisée » (1). Cette théorie a le grave défaut de faire reposer la norme juridique sur tout le groupe social, comme si elle était diffuse au même degré dans les consciences individuelles.

A côté des gouvernants officiels, il faut tenir compte de l'opinion « éclairée », exprimée par d'innombrables sociétés d'études, dont les décisions sont portées devant les Chambres par les Parlementaires qui font partie de ces groupements et aussi des organismes officiels, les Conseils Nationaux, institués auprès des ministères ou des directions de ministères. En faisant de la loi l'œuvre non seulement d'un collège d'élus, mais d'une élite, on explique le crédit que les consciences lui accordent avant qu'elle soit passée dans les mœurs.

Voilà un exemple d'adhésion volontaire à l'activité étatique, donc à la forme et à la constitution de l'Etat.

Elle se double d'une adhésion passive, voire inconsciente, des individus à l'Etat. La volonté individuelle n'y a qu'une part minime ; par hérédité, par éducation, le citoyen accepte les institutions existantes telles qu'elles sont. L'Etat doit répon-

(1) DUGUIT. *Traité de Droit public*, tome I, p. 41-45.

dre aux aspirations subconscientes de ses sujets et parce qu'il postule l'unité, il ne peut s'accommoder d'une bigarrure des aspirations individuelles. Il repose sur une unité biologique : la nation, qui assure par sa cohésion, à la fois ethnique et psychique, le maintien de la communion autour d'une idée directrice. La nation sert donc d'auxiliaire à l'Etat pour créer une large base plus ou moins consciente sur laquelle il peut s'appuyer. Ainsi, aux heures de crises, l'adhésion se révèle-t-elle totale autour de l'Etat qui peut confisquer à son profit les droits de la nation ou de l'individu parce que la confiance de tous lui confirme ses pouvoirs fondamentaux. De passive, l'adhésion devient volontaire, mais ce n'est pas une adhésion nouvelle : ce sont de vieilles idées, d'anciens sentiments qu'on croyait morts ou étouffés et qui, subitement, reprennent toute leur vigueur et s'imposent à la volonté.

Si l'on s'attache à cette idée que l'Etat repose sur une adhésion naturelle, quasi-instinctive de ses sujets, la première condition de sa durée est la cohésion ethnique qui engendre la communion, facteur d'ordre et d'unité. L'absence de cette condition fondamentale entraîne deux séries de maux, d'inégale importance.

Dans la majorité des cas — et c'est la règle presque générale pour les démocraties modernes — la décomposition des races anthropologiques et l'absence de race historique, de nouvelle formation, engendrent une instabilité politique perpétuelles, une lutte incessante entre classes ou entre régions économiques.

L'équilibre peut être rompu plus lourdement lorsque coexistent dans un même Etat plusieurs races historiques qui ont pris conscience de leur individualité et s'élèvent à une vie pré-nationale. Lorsque ces races ont vécu sous un régime oppresseur, qu'elles ont délimité l'étendue de leur revendications et qu'elles sont attachées à un certain sol, leur association avec

d'autres races dans le cadre de l'Etat nouveau, ne peut s'accoutumer d'une vie politique stable et régulière.

La cohésion ethnique fait défaut à la Yougoslavie, où les Croates se prétendant opprimés par les Serbes, ont rendu impossible le jeu régulier de la vie parlementaire. Un régime démocratique postule la cohésion ethnique et si cette condition n'est pas remplie, il reste à appliquer une formule accordant au souverain des prérogatives gouvernementales suffisamment étendues pour qu'il puisse bâtir l'ordre nouveau répondant aux aspirations de la nation ; les races composantes de l'Etat yougoslave sont assez proches parentes pour que, à défaut d'une action coordonnée qui s'est révélée impossible, leur adhésion passive puisse être obtenue à un ordre de choses national.

La question est encore plus délicate en Tchécoslovaquie où Allemands, Slovaques et Ruthènes sont maintenus sous une certaine suprématie de l'élément tchèque, et surtout en Pologne, dont la bigarrure ethnique dépasse celle de l'ancienne monarchie austro-hongroise. A côté d'une nation polonaise dont la traduction juridique est l'Etat polonais et, sans se mêlanger à elle, vivent des juifs, des russes, des lithuaniens, des allemands, etc..., chacun de ces groupes ethniques gardant ses coutumes et se faisant protéger — sauf les juifs — par l'Etat limitrophe dont il est ressortissant. A défaut de cohésion ethnique naturelle, un statut juridique des minorités, imposé par les puissances à la Pologne, donne à cet Etat quelque ressemblance avec un état fédéral, composé d'une puissante nation unitaire liée au sol, et de petites nations distinctes, sans attaches terriennes exclusives, mais dont les intérêts et la représentation sont protégés.

Ces deux exemples démontrent quel prix il faut attacher à la cohésion ethnique de la nation — cohésion que l'Etat doit surveiller jalousement, car c'est son assise solide. Au cas où

le lien du sang deviendrait trop ténu entre les diverses parties de la nation, tous les facteurs d'unité : vie en commun, luttes soutenues en commun, tension des volontés vers un but unique se transformeraient en motifs de discorde, chacun reprochant au voisin les sacrifices qu'il a dû consentir pour la cause commune.

III. — LA SELECTION DE L'IMMIGRATION

Cette cohésion est perpétuellement menacée par les conséquences ethniques qu'engendre l'immigration. Les sociétés primitives, qui traitaient l'étranger comme un esclave, esquissaient un mouvement de défense qu'un très sûr instinct de conservation leur dictait. Dans un milieu fermé, l'étranger crée un trouble par sa seule présence. Son hérédité le différencie de ceux qui l'entourent ; il n'a pas les mêmes croyances, les mêmes mœurs, il ne saisit pas les choses de la même façon et malgré son intelligence, sa volonté, et ses facilités d'adaptation, il est en lui des forces obscures, déposées là par ses ancêtres, qui l'empêchent de se mêler intimement au milieu qui l'entoure. Parce que l'étranger est un agent destructeur de la cohésion, l'Etat doit prendre toutes les mesures utiles pour n'admettre sur son territoire que des immigrants proches par la race de l'élément national, et ce dans son intérêt propre comme dans celui de la nation.

1° Comme nous l'avons indiqué précédemment, l'Etat repose sur l'adhésion passive des sujets aux institutions publiques et répond dans ses formes actuelles à la moyenne des aspirations individuelles. Or l'immigrant naturalisé ou fils de naturalisé possède d'autres aspirations politiques qu'il tient d'une hérédité et d'une éducation différentes. Il ne peut comprendre l'Etat français objectif que par un effort d'intelligence et s'il est incapable de le fournir — semblable ainsi à

bien des autochtones — il ne possède pas en lui-même cette provision de forces subconscientes qui réalisent, à défaut de l'adhésion active du sujet, une soumission passive et indifférente aux institutions qui le régissent (1). Citoyen, il échappe aux préoccupations du corps électoral. Ne pouvant comprendre la raison d'être de traditions et d'institutions qui lui demeurent fermées, il se tourne, pour la défense de ses intérêts, vers les partis de révolution qui lui promettent un régime fondé sur la répartition égale des richesses et la reconnaissance de la seule valeur individuelle. La majorité des étrangers naturalisés travaille à la destruction de la cohésion psychique et cristallise autour d'elle une opinion opposée aux institutions existantes.

L'immigration pose donc une menace directe des institutions. Le choix de l'Etat doit se porter sur les races voisines dont les aspirations se rapprochent le plus des tendances nationales. En agissant ainsi, il ne fait que défendre sa propre existence.

2° Dans son intérêt propre ou comme protecteur de la nation, l'Etat doit veiller à ce que la cohésion ethnique ne soit pas rompue, soit que se forment des minorités nationales, soit qu'un des éléments ethniques prenne la prépondérance grâce à l'immigration. Dans ce vaste creuset que constitue la nation, les races composantes sont soumises à un incessant travail de brassage qui doit aboutir non à la formation d'un type moyen, mais à la création de plusieurs types secondaires engendrés

(1) Qu'un conflit surgisse entre le pays qu'il a quitté et celui qu'il a adopté et voilà l'immigrant tiraillé entre deux forces contraires, la voix du sang le rappelant de l'autre côté de la frontière, la voix de l'intérêt répétant « ubi bene, ibi patria ». Lorsque la guerre de 1914 éclata, les Français fixés depuis de longues années aux États-Unis d'Amérique et naturalisés Américains quittèrent leur famille et leur situation pour prendre du service dans la légion étrangère et se firent parfois accompagner de leurs fils, citoyens américains. Ils témoignaient ainsi des différences d'aspirations qui les séparaient de leurs concitoyens anglo-saxons.

par des combinaisons diverses de races composantes. C'est ainsi que pour la France, différents éléments : celtiques, germaniques, méditerranéens, etc., sont soumis à une détermination commune du milieu et des sélections.

Or l'Etat a rompu brutalement cette cohésion ethnique. Il a laissé se constituer un noyau de races méditerranéennes, comprenant de 1300 à 1500 mille individus ; par endroits, entre le Rhône et les Alpes par exemple, l'immigration italienne submerge les éléments autochtones et précipite une évolution ethnique ; dans le Nord et dans l'Est des éléments slaves sont chargés de reconstituer la population des cités industrielles détruites par la guerre. L'Etat a donc laissé se former des germes destructeurs de la cohésion, ce qui est contraire à sa mission (1).

3° L'Etat couronne une nation individualisée, hiérarchisée et organisée. Vis-à-vis d'elle, il est dans un rapport de dépendance et son action ne se justifie que dans la mesure où il assure le bien commun et remplit son rôle de protecteur.

Sa protection doit s'étendre à l'intégrité physique et spirituelle de la nation. Si l'immigration est en France une nécessité économique, encore doit-elle être limitée aux seuls éléments susceptibles de ne pas abâtardir la population. Lorsqu'une nation est régie par des institutions à base démocratique, elle n'a, par elle-même, aucune force personnelle de résistance contre un péril externe dont l'opinion publique ne saisit pas toute la gravité. Le péril extérieur que constitue l'immigrant de race inférieure (Africain, Asiatique, etc...) devient rapidement un péril interne lorsque l'immigrant a acquis, par le bénéfice de la naturalisation, la nationalité française, et la vision même du péril disparaît. L'Etat a manqué

(1) Il y aurait beaucoup à dire sur le stationnement en France, des « forces mobiles », destinées à assurer le maintien de l'ordre aux colonies. Composées de nird-africains et d'hommes de couleur, elle sont un danger ethnique permanent pour la nation.

à un devoir de protection en laissant pénétrer dans le corps social un élément qui en diminue la valeur.

La principale force de la nation repose sur sa cohésion spirituelle, sur une certaine unification des tendances individuelles. Certains étrangers sont d'une psychologie trop différente de la nôtre pour accepter sans réserve les traditions du milieu français. Ils gardent leur fonds propre de croyances et d'aspirations. Parfois, ces sentiments s'extériorisent à propos d'un droit qu'ils estiment violé et dont ils demandent la constatation à la Justice française. Lorsque le juge tire argument du défaut de communauté juridique entre deux législations pour refuser de reconnaître à un étranger la possibilité d'exercer en France des droits qui lui sont attribués dans son pays d'origine, mais qui heurtent notre ordre public objectif, il ne fait que sanctionner le divorce des principes fondamentaux sur lesquels les peuples ont assis leur système législatif, reflet fidèle des mœurs et des institutions. Ce qui motive directement la décision du juge, c'est le trouble objectif qu'apporterait l'introduction en France de certaines pratiques légales, mais le fondement rationnel de la sentence n'est autre que la constatation d'une opposition trop nette entre les caractères psychologiques de deux groupes ethniques. Ce qui n'empêchera pas l'étranger de continuer à vivre en France, s'il consent à ne pas exercer le droit que le juge français a refusé de lui reconnaître. La protection de l'ordre public reste illusoire, le trouble objectif seul est arrêté, mais la cause demeure.

IV. — LA POLITIQUE DE SELECTION

Les considérations qui précèdent prennent toute leur valeur lorsqu'il s'agit d'orienter la politique de sélection que la France devra employer dans le recrutement des immigrants nécessaires à la repopulation systématique de certaines régions.

L'immigration ne se fait plus de façon libre et spontanée. Des agences de recrutement embauchent des ouvriers en Pologne ou en Tchécoslovaquie et assurent leur transport jusqu'au domicile de l'employeur, et ce sont les courants créés, ainsi, de manière artificielle, qui sont les gros fournisseurs de main-d'œuvre. Il sera toujours difficile de bâtir un système assez au point pour empêcher telle ou telle admission individuelle. L'étranger, refoulé à un poste frontière, pénètre la nuit, par un sentier détourné, en territoire français, et là il trouve des compatriotes qui se chargent de lui procurer du travail et de lui constituer un état civil en règle. Ce n'est pas à la frontière que peut s'opérer le travail de discrimination, c'est dans le pays de recrutement lui-même et une politique suivie d'immigration modifie la composition ethnique d'un Etat dans un sens déterminé, beaucoup mieux et plus sûrement, même si elle porte sur un petit nombre d'étrangers, que par un système de liberté absolue et de portes grandes ouvertes. L'uniformité des sujets compense leur quantité.

Il ne s'agit guère de recruter une élite intellectuelle ou artistique ; ce qui importe ; c'est la reconstitution des classes inférieures. Or il n'est pas indifférent que la foule étrangère apporte, en dehors de la similitude des caractères physiques et psychiques, une certaine contribution objective à l'œuvre nationale. Elle le fait par le potentiel de civilisation élevé de l'immigrant sélectionné et surtout par la puissance de caractère qu'elle peut mettre au service des idées directrices, apavage d'une élite, car c'est le caractère qui, plus que l'intelligence et la moralité, règle l'évolution des peuples : les Romains de la décadence étaient autrement raffinés que leurs ancêtres, mais ils avaient perdu les rudes qualités d'énergie et de commandement de leurs aïeux.

Vers quelle direction devront se diriger les agents recruteurs ?

Le principe fondamental est que la reconstitution de la population française doit se faire au moyen de races présentant des affinités très marquées avec les divers éléments ethniques de la population française. Un peuple a le droit et le devoir, pour maintenir son intégrité physique et sa culture originale, de faire appel à des immigrants capables de s'assimiler matériellement sans diminuer la valeur ethnique de la nation. Doivent être impitoyablement refoulés tous les immigrants originaires des continents africain et asiatique (les possessions françaises exclues), exception faite pour les touristes, étudiants, commerçants qui seront autorisés à se fixer temporairement en France. La même prohibition pourrait être étendue au continent américain à l'exclusion des étrangers de race blanche originaires du Canada ou des Etats-Unis (1).

Des difficultés plus graves se présenteraient quand il s'agirait de faire un choix parmi les nations européennes. Seraient éliminées successivement : la Russie, par suite du danger politique causé par ses nationaux, la Pologne, l'Espagne et l'Italie dont les contingents d'immigrants exceptionnellement nombreux ne peuvent plus être accrus sans créer une disharmonie dans la population française.

La Belgique et la Suisse fournissent des éléments d'excellente qualité qui pénètrent en France sans qu'aucun appel leur ait été adressé. Outre les Wallons employés dans les industries du Nord, 20.000 agriculteurs Flamands s'établissent dans les provinces de l'Artois et de la Picardie, glissent dans le bassin Parisien et s'étendent vers l'ouest jusqu'en Norman-

(1) Ce principe ne peut être contesté depuis la 2^e Conférence Internationale d'Émigration et d'Immigration, tenue à La Havane, du 31 mars au 17 avril 1928. Sur une déclaration présentée par la délégation cubaine, il a été reconnu aux pays d'immigration le droit de fixer eux-mêmes, les conditions de santé et d'engénique exigées, à l'entrée des immigrants. Cf. Varlez. Les problèmes des migrations et la Conférence de La Havane de 1928. Revue Internationale du Travail, Janvier 1929, p. 1 et seq.

die. Ils s'installent avec leur famille et leurs domestiques, souvent même ils importent leurs voitures et leurs troupeaux. Au moral, ce sont des Français d'il y a cent ans. Les propriétaires et fermiers helvétiques se groupent dans les départements de la Franche-Comté. Ils étaient 1.568 en 1925, dont 711 propriétaires et 857 fermiers-métayers. Leur admission devrait être facilitée et leur répartition surveillée de manière à éviter leur concentration en des points trop voisins de la frontière.

En dehors des nations limitrophes, dans quelle direction pourraient être dirigés les efforts des agents recruteurs ?

Les Rhénans de la Hesse et du Palatinat représentent au point de vue ethnique un excellent élément d'immigration. Très voisins par l'aspect physique et les qualités intellectuelles des populations de l'Est de la France, ils possèdent de sérieuses qualités morales et professionnelles qui rendent leur assimilation désirable. Leur concentration s'est faite jusqu'à présent dans les départements de la Moselle et du Bas-Rhin où ils renforcent naturellement certaines tendances autonomistes. Le problème de recrutement se double d'un problème de répartition (1).

La Hollande peut être, pour l'agriculture française une mine de main-d'œuvre. Ce petit pays de 33.000 kilomètres carrés est surpeuplé avec 8 millions d'habitants, dont la mortalité est la plus faible de l'Europe (9,2 pour 1.000) et les goûts des Hollandais pour la vie rurale ne peuvent se satisfaire faute de terrains. L'abondance des demandes a fait monter le prix de la terre à 50.000 francs l'hectare. Aussi ne nous étonnons-nous pas de rencontrer dans tout le Nord de la France des exploitations néerlandaises. Comme les Flamands, les Hollandais s'étendent vers la Normandie où, en 1925, 200 familles comprenant 700 personnes étaient déjà installées. On étudie l'extension du mouvement à la région du sud-ouest. Il y a trois

(1) Pour des précisions numériques cf. PAIRAULT. *Op. cit.*, p. 203-219.

siècles des paysans hollandais ont été introduits par Henri IV dans le Périgord, où l'on retrouve encore des consonnances, des habitudes et des mœurs ancestrales. Tant au point de vue ethnique qu'au point de vue économique, leur introduction est désirable pour la reconstitution de la classe des fermiers et des petits propriétaires.

De grosses objections sont élevées quand on mentionne l'Angleterre et les Etats Scandinaves parmi nos éventuels fournisseurs de main-d'œuvre (1).

On parle beaucoup de différence irréductible de race. L'argument perd sa portée si l'on considère justement que le recours à des races nordiques doit contrebalancer les apports méditerranéens. L'assimilation est possible à la condition qu'on ne veuille pas brûler les étapes et réaliser en 10 ou 20 ans ce qui demeurera l'œuvre de plusieurs générations. Pendant tout le Moyen-Age, les apports anglais ont été incessants sur toute la côte ouest, de Bordeaux à Calais et les Normands modernes sont d'authentiques descendants de Vikings scandinaves. Le département du Calvados, dont la population rongée par l'alcoolisme décroît rapidement, offre un champ d'expériences à une immigration nordique. Les différences de langage ne sont plus considérées, depuis l'immigration de 500.000 polonais, comme un obstacle infranchissable.

Un seul argument sérieux : les ouvriers anglais, norvégiens ou suédois sont habitués à des conditions de vie supérieures à celles des travailleurs français. Ils exigent de gros salaires qu'ils traduisent en monnaie appréciée ; ils savent faire triompher leurs revendications grâce à leur ténacité et à leur organisation corporative. Les patrons français ne verraient pas avec faveur leur introduction et craindraient d'être entraînés à des concessions nouvelles sous la pression d'éléments étrangers organisés.

(1) Cf. Marcel PAON, *op. cit.*, p. 192.

Il semble cependant qu'on puisse arriver à un accord. Depuis que les Etats-Unis d'Amérique ont réglementé strictement l'immigration, la Norvège dispose d'un contingent annuel de 15.000 immigrants inemployés. L'Angleterre est encombrée par ses chômeurs auxquels elle alloue des secours importants. Ce sont d'utiles éléments d'immigrations qui pourraient être dirigés soit vers l'industrie minière, soit vers l'agriculture et dont les qualités de travail sont particulièrement appréciées par les employeurs (1).

Au point de vue ethnique, leur introduction présenterait l'avantage d'opposer un contre-poids à l'immigration des races « latines » ou « slaves ». Naturellement bien doués au point de vue physique, les Nordiques présentent surtout des qualités innées de caractère et d'énergie qui font défaut le plus souvent aux immigrants d'autres provenances. Qu'il s'agisse du dosage de l'immigration ou de la valeur personnelle de l'immigrant, c'est vers l'Angleterre et les Pays Scandinaves que doit se tourner une politique réalisatrice de l'immigration. Il reste à vaincre des difficultés diplomatiques, administratives et économiques. Avant de lancer le mouvement, des expériences restreintes peuvent être tentées, entourées de tous les soins désirables.

Pour mener à bien une politique de longue haleine qui sait prévoir très longtemps à l'avance et diriger son action, il est nécessaire de posséder un organe administratif, intensifiant les efforts déjà fournis par la Société Générale d'Immigration et seul susceptible de rechercher, à l'extérieur, les meilleurs éléments ethnique pour la reconstitution systématique de la population française (2).

(1) Dans les enquêtes faites auprès des employeurs sur le rendement et la valeur professionnelle des ouvriers étrangers, les Britanniques ont toujours été classés en tête de liste. Cf. Pairault, *op. cit.*, p. 186 et *seq.*

(2) Nous insisterons sur ce point dans notre chapitre VII consacré à l'organisation administrative et l'immigration.

CHAPITRE VI

LA SELECTION SANITAIRE EN FRANCE

Les conventions d'assistance passées avec la plupart des pays d'immigration donnent aux immigrants le droit d'hospitalisation gratuite. Aussi en ont-ils largement profité. Les hôpitaux parisiens reçoivent 7 à 8 0/0 de malades étrangers ; en 1926, sur 279.462 malades, on comptait 20.417 étrangers. Pour l'ensemble de la France, sur un total de 819.687 hospitalisés, l'élément étranger était de 65.033, soit une proportion de 793 pour 10.000, alors que le rapport de la population étrangère à la population française était de 615 pour 10.000. Chaque immigrant hospitalisé coûtant 18 fr. 40 par jour, les étrangers ont grevé, en 1926, de 80 millions de francs le budget de l'Assistance Publique (1).

Qu'il y ait des étrangers dans nos hôpitaux, c'est, pourrait-

(1) LAMBERT, *op. cit.*, p. 66.

on dire, la compensation des avantages que nous retirons d'eux au point de vue de la production. Ce qui est plus grave, c'est de noter parmi eux une forte proportion d'incurables. Le docteur P. Emile Weil, de l'hôpital Tenon a signalé à l'Académie de Médecine que sur le chiffre total des étrangers adultes hospitalisés, 68 0/0 étaient récemment immigrés et présentaient des lésions persistantes plus ou moins chroniques et anciennes. Le Professeur Jansen note chez les syphilitiques en traitement à l'hôpital Saint-Louis 204 français et 50 étrangers ou indigènes de l'Afrique du Nord, soit une proportion de 4 contre 1 — proportion qui, si l'on considère que tous ces immigrants sont du sexe masculin, atteint jusqu'à 34,4 0/0 par rapport à la population des salles d'hommes ; la proportion monte à 42 0/0 au dispensaire (140 étrangers et 51 indigènes nord-africains contre 260 Français) (1).

Les étrangers ont apporté avec eux des maladies dont la population française s'était débarrassée depuis longtemps. Les médecins ont tous remarqué une recrudescence de la variole ou des maladies vénériennes et quelques cas de lèpre se sont révélés.

Le 13^e Congrès d'Hygiène de Paris a signalé qu'il existait de véritables organisations d'exportation d'incurables dans nos ports avec complicité, à l'arrivée, d'individus qui les mettent dans les trains. Recueillis sur les quais des gares par la police des grandes villes, ces tarés sont hospitalisés à nos frais.

La France devient ainsi « l'hôpital du monde ». Pareille situation est tout à fait inadmissible et dépasse les bornes de l'hospitalité. D'abord il en résulte une lourde charge pour le budget de l'Assistance Publique, au bas mot 50 millions. Il y a de plus un danger pour la population : danger immédiat

(1) Ces renseignements sont reproduits dans la proposition de loi Chauveau. Doc. Parl. Sénat 1926 Annexe N° 251. *J. O.*, 30 août 1926.

par la multiplication des occasions de contaminations ; danger plus indirect par l'encombrement des hôpitaux qui, à Paris est tel que l'on doit, ou bien refuser des malades, ou bien évacuer des convalescents pour faire de la place à tout prix.

Quelle que soit la nationalité de l'étranger, que son gouvernement ait ou non passé avec la France une convention d'assistance, nos hôpitaux lui sont ouverts. Les principes d'humanité ont conduit l'administration de l'Assistance Publique à ne plus faire de distinction entre français et étranger, entre malade payant et hospitalisé gratuit.

Comment le portefeuille et la santé du citoyen français sont-ils actuellement protégés ? Quelles mesures ont été prises pour assurer le contrôle sanitaire ?

I. — LE CONTRÔLE SANITAIRE FRANÇAIS

A L'ETRANGER

Le principe qui domine toute la matière c'est que l'accès des frontières françaises est libre et que toute mesure restrictive est une exception. Par suite ne sont soumis à un contrôle sanitaire que les immigrants pour lesquels il existe un texte le concernant ou ceux qui font partie d'un contingent recruté de façon collective et organisée.

1°. — *Immigration individuelle.*

Pour assurer un premier contrôle sanitaire dans le pays d'immigration, on avait pensé à soumettre l'obtention du visa des passeports à la justification de pièces médicales (1). Or le visa des passeports est une formalité parfaitement inutile qui

(1) Cf. LAMBERT, *op cit.*, p. 88.

disparaît peu à peu et qu'on hésitait à rétablir pour assurer le contrôle sanitaire.

Un système plus ingénieux, quoique moins complet, a été inauguré par le Ministre des Affaires Etrangères, qui ne lie pas les formalités de passeports et les formalités sanitaires. Par deux circulaires datées des 20 février et 9 juin 1927 et destinées aux agents consulaires de France à l'étranger, le Ministre a précisé toutes les conditions d'ordre sanitaire, économique ou professionnel auxquelles l'immigrant doit satisfaire. Il a cherché à rendre le contrôle sanitaire efficace, en le combinant avec la réglementation du marché du travail.

Depuis la loi du 11 août 1926 les employeurs ont l'obligation, sanctionnée pénalement, de n'embaucher que des ouvriers étrangers dont la carte d'identité porte la mention « travailleur » (agriculture ou industrie) et pour que pareille carte soit délivrée à un étranger, ce dernier doit justifier d'un contrat d'embauchage et d'un certificat médical visé par le Consul du pays de recrutement. C'est là que réside l'innovation de la circulaire du 20 février 1927 ; s'il veut être assuré de ne pas mourir de faim en France, l'immigrant doit être titulaire d'un certificat médical en règle. Ce système ne concerne que les travailleurs manuels et laisse hors de sa réglementation les autres étrangers.

Voyons donc quelle épreuve médicale l'immigrant doit subir, dans sa patrie, pour obtenir le bienheureux papier qui lui ouvrira les portes de la France.

L'immigrant passe un examen médical devant un médecin accrédité par le Consul et choisi par celui-ci de manière à donner à l'Administration française toutes les garanties désirables ; les honoraires du médecin sont laissés à la charge de l'ouvrier, mais leur tarif est soumis à l'approbation du Consul. A quelles conditions est subordonnée la délivrance du certificat médical ? Aux termes de la circulaire du 20 février 1927,

le rôle du médecin se bornait à vacciner l'ouvrier ou à constater qu'il avait été vacciné contre la variole et à prendre la responsabilité d'affirmer que l'ouvrier n'était atteint d'aucune affection contagieuse ou d'aucune maladie mentale et qu'il avait l'aptitude nécessaire pour le travail qui lui serait demandé.

Des garanties plus sérieuses ont été apportées par la circulaire du 9 juin 1927 qui spécifie que « le certificat médical exigé des travailleurs à leur entrée en France ne doit être délivré par les médecins accrédités que s'il est résulté de leur examen : 1° l'absence de maladie mentale, d'épilepsie (déterminée par l'examen clinique, une enquête et une déclaration signée de l'impétrant) ; 2° l'absence de toxicomanie (notamment l'alcoolisme) ; 3° l'absence de maladie infectieuse ou parasitaire en activité (tuberculose ouverte, maladie vénérienne en période contagieuse, suite grave de maladie vénérienne : paralysie générale, tabès, etc...), de lèpre, de trachave, ou de maladie chronique l'exposant à une hospitalisation prolongée. » Vaccination anti-variolique et désinfection s'il y a lieu (1).

2°. — *Immigration collective.*

Un contrôle sanitaire, d'une sévérité exceptionnelle, sélectionne les ouvriers qui sont soumis à des opérations de recrutement organisées. La Société Générale d'Immigration qui opère en Pologne et en Tchéco-Slovaquie (agriculture) a institué une visite médicale que font passer d'anciens militaires français. Tous les sujets de trop faible constitution, amputés ou gravement mutilés, ceux qui ont des hernies, des varices,

(1) *Conventions et réglementation relatives à l'immigration et à l'émigration.* Imp. Nationale 1928, p. 225.

des maladies contagieuses, une acuité visuelle inférieure à 50 0/0 sont impitoyablement écartés.

Le déchet varie de 10 à 25 0/0. La visite médicale se complète d'une séance d'épouillage et de désinfection, et d'une douche.

D'après la S.G.I. et M. le professeur Léon Bernard, les candidats immigrants, polonais et tchéco-slovaques, qui se sont présentés à l'embauchage en 1924, ont été refusés dans la proportion de 34 0/0 et l'efficacité de ce contrôle a été attestée par le fait que la seconde visite effectuée à l'arrivée en France de ces immigrants n'a dépisté que 0,8 de malades. Il faut regretter que sur les 265.000 travailleurs introduits en France en 1924, 61.000 seulement, recrutés collectivement, aient fait l'objet d'un examen au départ (1).

II. — LE CONTROLE AU BUREAU-FRONTIERE

Tout immigrant doit subir un contrôle sanitaire dans un des bureaux-frontières d'immigration établis aux principaux points d'introduction. Jusqu'en 1927, quatre formalités seulement étaient prévues ;

a) vaccination anti-variolique ou constatation de cette vaccination ;

b) épouillage pour les immigrants en provenance de pays où règne le typhus exanthématique ;

c) douches ;

d) désinfection des vêtements ou bagages des immigrants. Il n'était question ni de vaccination anti-typhoïdique ni même d'examen sanitaire.

C'était une grave lacune. Dans sa séance du 16 janvier 1926, l'Académie de Médecine réclamait l'interdiction ou l'éviction

(1) PAIRAULT, *op. cit.*, p. 85 et *seq.*, p. 125 et *seq.*

du sol français, des étrangers atteints de maladies mentales, épilepsie, cécité, surdi-mutité, toxicomanie, maladies infectieuses en activité, elle demandait qu'on établit à l'usage des médecins d'immigration, un formulaire et un questionnaire déterminant les règles à suivre pour conclure à l'admission ou au rejet de l'immigrant, ou encore à sa détention provisoire à la frontière.

Doublant les circulaires ministérielles des 20 février et 9 juin 1927, des instructions furent adressées aux Bureaux-Frontières afin de soumettre les immigrants, désirant contracter du travail en France, à un contrôle médical sévère. Les centres médicaux durent ainsi vérifier le travail des missions de recrutement et des médecins accrédités et examiner pour la première fois certains immigrants, soit qu'ils eussent échappé à la visite médicale, soit que leur pays d'origine (l'Italie) se refusât à admettre, sur son territoire, le fonctionnement d'un système jugé attentatoire à sa dignité et à sa souveraineté.

Mais les centres médicaux établis pour satisfaire à quelques formalités sommaires, ne sont pas dotés du matériel et du personnel nécessaires à l'accomplissement de leur tâche.

Les postes de Perpignan, Hendaye et Marseille, possèdent chacun pour tout personnel un médecin et un infirmier. Modane et Vintimille ont droit à un médecin, un infirmier étuviste et un épouilleur. Dans le Nord les deux petits postes de Feignies et Jeumont ne possèdent chacun qu'un médecin. Le gros effort s'est porté sur le Bureau de Toul, qui est comblé, avec deux médecins et six infirmiers ou infirmières, épouilleurs ou épouilleuses (1).

Le Bureau sanitaire est logé dans quelque vieux bâtiment et ne dispose que de locaux exigus mal aérés et anti-hygiéniques (2). Quant à l'outillage des salles d'examen, il est des

(1) PASQUET, *op. cit.*, p. 50 et *seq.*

(2) Dr René MARTIAL. *Revue politique et parlementaire*, Décembre 1926.

plus sommaires : ni laboratoires de bactériologie, ni radiologie. Les salles de douches et d'épouillage ne figurent que sur le papier. Seuls, quelques bureaux, particulièrement importants, Modane, Menton et Toul ont fait l'objet d'une timide organisation.

Le poste de Modane dispose d'un petit pavillon à un étage bâti sur cave. Au rez-de-chaussée, les salles d'examen, de douches, de vaccination, et le laboratoire ; au sous-sol, une étuve pour la désinfection des effets ; au premier étage, quatre chambres de lazaret séparées par un couloir d'isolement, les appartements du médecin et des infirmiers. Avec cette organisation aussi restreinte, le Bureau doit satisfaire à la visite des convois d'Italiens (1).

Le poste de Menton a reçu quelques perfectionnements plus modernes, il est doté d'un laboratoire de bactériologie et d'une annexe de radiologie.

A Toul, centre de l'immigration polonaise, on a logé les services d'immigration dans des bâtiments militaires désaffectés dont l'accès est interdit aux visiteurs (2).

Bref, dans le système actuel fait de pièces et de morceaux l'organisation des bureaux médicaux, soit à l'étranger, soit à la frontière n'est pas à l'abri des critiques.

a) Bureaux médicaux privés à l'étranger.

Le Docteur René Martial s'est livré à une étude minutieuse du fonctionnement des centres médicaux organisés en Pologne par la S.G.I. Il a constaté que, dans les centres primaires, le travail de sélection sanitaire était tout à fait superficiel. Un seul médecin ne possédant, ni matériel d'examen, ni la colla-

(1) Dr René MARTIAL. Rapport au XIII^e congrès d'hygiène, complété par les vœux présentés par l'Académie de médecine dans sa séance du 19 janvier 1926.

(2) Cf. l'enquête menée par M. LE FEVRE, *op. cit.*, p. 72.

boration de spécialistes, doit examiner dans un après-midi 100 à 200 candidats.

La rapidité qui lui est imposée ne lui permet pas d'examiner les postulants de façon approfondie. Sont seuls éliminés les candidats infirmes, débiles ou d'aspect cadavérique.

Les émigrants ainsi sélectionnés (le déchet atteint paraît-il 25 0/0 dans certaines séries) passent une seconde visite médicale au centre de départ, Mislowicé ou Wéihérowo. La S.G.I. donne à ses agents 24 heures entre le rassemblement des émigrants et leur départ pour mettre en règle leurs papiers, les désinfecter, les épouiller, les vacciner, pour examiner les femmes au point de vue grossesse, et tout le lot au point de vue médical. Or chacun des deux centres entretient un seul médecin en fonctions, lequel doit visiter dans ce délai des convois de 800 ou de 1.000 immigrants. Aucun des deux centres n'est doté de laboratoire de sérologie et de spécialistes pour les yeux, le rhino-pharynx, les maladies mentales et les intoxications. De plus aucun document médical sérieux n'est dressé (1).

b) Contrôle des Bureaux-Frontières.

Depuis l'établissement d'un système cohérent de sélection sanitaire, ces bureaux ne reçoivent, pour les transformations nécessaires à l'extension de leurs fonctions, que des subventions budgétaires insuffisantes. Le nombre du personnel médical n'a pas été augmenté ; et si les inconvénients de cet état de chose n'ont pas été trop criants, la cause en est au ralentissement passager de l'immigration. L'unique médecin du bureau ne peut, cependant, examiner d'une façon minutieuse tous les immigrants d'un convoi, et s'en repose nécessairement sur le travail préalable de discrimination opéré à l'étranger. Le matériel et les locaux, sauf à Menton, restent insuffisants.

(1) Dr René MARTIAL. *La greffe inter_raciale et l'immigration dans l'agriculture*. Concours médical 1928, p. 37 et seq.

III. — SYSTEMES ETRANGERS

Les Etats d'immigration ont édicté une série de mesures protectrices, dont la rigueur, jugée parfois abusive, est motivée par le souci d'associer à la vie de la nation en formation des sujets sains, vigoureux, capables de supporter les dures conditions d'existence imposées aux émigrants. De toutes les législations, celles des Etats-Unis offre l'ensemble le plus cohérent et le plus complet.

L'immigration est régie par trois lois récentes, datant des 5 février 1917, 19 mai 1921 et 26 mai 1924 (1).

La loi fondamentale est celle du 5 février 1917 qui annule et remplace toutes les lois précédentes. La section 3 énumère comme suit les personnes à qui, pour raison de santé, est interdit l'accès du sol américain.

« Les catégories suivantes d'étrangers seront exclues de l'admission aux Etats-Unis : tous les idiots, imbéciles, personnes faibles d'esprit, fous ; les personnes qui ont eu à n'importe quelle époque, autrefois, une ou plusieurs attaques de folie ; les personnes atteintes d'une infirmité mentale naturelle, d'alcoolisme chronique, de tuberculose sous une de ses formes, ou d'une maladie contagieuse, dangereuse ou répugnante ; les personnes non comprises dans l'une des catégories ci-dessus, que le médecin trouve ou déclare atteintes d'une infériorité physique ou mentale telle qu'elle diminue la capacité de cet étranger de gagner sa vie. » (2)

Dans cette énumération on trouve en réalité trois classes d'indésirables, les contagieux, les individus tarés au point de vue mental, donc inutiles, coûteux, et générateurs de débiles, et enfin les émigrants incapables de gagner leur vie et susceptibles de tomber à la charge de la communauté.

(1) Ces lois ont été analysées plus haut, au point de vue de la défense ethnique.

(2) WURTZ. *Op. cit.*, p. 78.

Le contrôle sanitaire s'effectue d'une triple manière :

1° Dans la demande du visa d'immigration qu'il a dû adresser au Consul américain, l'immigrant affirme qu'il n'est atteint d'aucune des maladies susceptibles de lui interdire le territoire des Etats-Unis. Cette affirmation est faite sous la foi du serment et, si la déclaration est reconnue mensongère, elle se double d'une atteinte à la loi morale, ce qui permet l'expulsion immédiate de l'impétrant (1).

2° Ces déclarations sont vérifiées pendant la traversée par le médecin du bord. Si le paquebot ne comporte pas de médecin, l'immigrant doit se munir d'un certificat auprès d'un médecin du port d'embarquement ou de la dernière escale, ou le faire viser par le Consul.

3° A son arrivée aux frontières américaines, tout étranger (aussi bien les voyageurs de première et de deuxième classes) et non plus simplement tout immigrant (voyageur de troisième classe) doit subir l'inspection physique. Le médecin du service de la santé publique pose quelques questions à l'étranger, examine avec soin les yeux, les cheveux, le cou, la figure, les mains, enfin le maintien et la démarche. S'il remarque quelque chose d'anormal, il le retient pour une étude approfondie. Là où l'arbitraire du médecin est à craindre, en matière d'infériorité mentale, l'étranger est autorisé à faire appel de la décision, qui lui refuse l'entrée du sol américain, devant un Conseil composé de médecins du service de l'hygiène publique.

Peuvent cependant être admis certains individus atteints de maladies graves ou contagieuses :

1^{re} catégorie : certains malades qui sont rangés dans la catégorie des indésirables, mais auxquels il serait inhumain de refuser des soins immédiats, sont hospitalisés sous la surveil-

(1) Certains consulats, particulièrement importants, sont dotés d'un médecin, devant lequel l'émigrant passe une visite complète.

lance du bureau d'immigration et aux frais de la Compagnie de transport.

2^e catégorie : les membres de la famille d'un étranger naturalisé ou d'un citoyen américain qui a établi sa résidence permanente aux Etats-Unis peuvent le rejoindre sur le territoire américain, même s'ils sont atteints d'une maladie contagieuse.

Voilà donc un contrôle sanitaire sévère. Dans la pratique il joue d'une manière impitoyable et s'exerce vis-à-vis des simples touristes.

Mais que faire des immigrants sans ressources auxquels l'entrée du territoire américain a été refusée ? C'est ici qu'intervient une ingénieuse disposition de la loi américaine. Elle établit la responsabilité des Compagnies de transport, propriétaires, armateurs, etc..., qui ont amené à leur bord des étrangers atteints d'une maladie qui entraîne leur exclusion du territoire américain, du moment que le secrétaire du Travail acquiert la conviction que l'existence de cette maladie aurait pu être révélée par un examen médical sérieux, à l'époque de l'embarquement. Les Compagnies devront payer une amende de 200 dollars, et consigner une somme égale à celle du prix de la traversée, somme qui sera remise à l'immigrant pour le voyage de retour.

Des conditions spéciales sont faites aux marins étrangers.

Les Dominions anglais ont des règlements assez comparables entre eux et analogues à ceux des Etats-Unis. L'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud réclament de l'immigrant un certificat de santé et peuvent lui imposer un certificat médical à l'arrivée. Sont éliminés : les sujets atteints de maladies contagieuses ou répugnantes ; ceux qui présentent des troubles mentaux ou de l'épilepsie ou de l'idiotie, les sourds-muets, les aveugles, les infirmes, et en général tous les individus qui ne possèdent pas le certificat de santé. Ces différents pays ferment aussi leurs frontières aux individus incapables

de gagner leur vie, ou dont l'état de santé est tel qu'ils retomberont fatalement à la charge de la collectivité (1).

La tuberculose est, en général, désignée particulièrement parmi les causes d'éviction ; on ne fait pas mention de la forme, du degré, du caractère plus ou moins contagieux ; la prohibition est totale et l'Afrique du Sud qui envisageait l'entrée de certains tuberculeux s'ils se soumettaient à des mesures sérieuses d'hygiène, a supprimé cette tolérance.

Les Républiques de l'Amérique du Sud prennent également des mesures de protection contre les malades indésirables. La République Argentine exige de l'émigrant un certificat de non aliénation et impose à tous les étrangers la visite médicale.

Le Brésil, où l'état sanitaire est certainement moins satisfaisant que chez nous, exige de tous les étrangers, quelle que soit la classe empruntée à bord du navire, la production d'un certificat médical, visé par un Consul brésilien, constatant leur parfait état de santé, et garantissant une revaccination récente (2).

Néanmoins les ressortissants des Etats de l'Amérique du Sud peuvent entrer en France sur la simple présentation du passeport réglementaire et sans aucun contrôle spécial.

IV. — REFORMES A APPORTER AU SYSTEME FRANÇAIS DE CONTROLE SANITAIRE

Ne pourrait-on, s'inspirant des législations étrangères, apporter au système français de contrôle sanitaire les compléments nécessaires à la protection de la santé publique ? Les

(1) Bureau International du Travail. Emigration et Immigration. Législations et traités. Genève. 1^{re} édition 1922. 2^e édition 1928.

(2) Et pourtant « la syphilis y est extrêmement répandue et aux termes des déclarations faites par les services officiels locaux, le nombre des lépreux atteint une proportion de 2 pour 1.000 dans l'Etat de Para; les malades s'y trouvent répartis parmi toutes les classes de la population et ne sont soumis à aucun isolement ». JEAN LEBELLE. *Le contrôle sanitaire des émigrants*. Revue d'Immigration. N° 1, p. 4.

modifications devront s'appliquer à trois points principaux : d'abord la détermination des maladies constituant un empêchement à l'admission sur le territoire français, puis l'institution d'un livret sanitaire dont devrait être muni tout immigrant, enfin un renforcement du service sanitaire d'immigration.

1°. — *Détermination des maladies contagieuses constituant un empêchement à l'admission sur le territoire français.*

La circulaire ministérielle du 9 juin 1927 reproduit les vœux qui ont été présentés à l'Administration par l'Académie de Médecine et le Conseil supérieur d'hygiène. Sur certains points elle se montre moins sévère que le règlement établi par le Comité des Houillères, à l'usage des recruteurs de S.G.I., qui refuse impitoyablement tout homme atteint d'emphysème, troubles cardiaques, grosses varices, ulcère variqueux, déformation du squelette, ankilostomiase, diminution de l'acuité visuelle égale ou supérieure à 50 0/0, etc..., ou souffrant d'une des maladies énumérées dans le texte administratif (sauf l'alcoolisme et la folie).

Une réglementation plus sévère s'impose en ce qui concerne les maladies vénériennes qui devraient constituer par elles-mêmes, une cause d'exclusion, et cela dans un but eugénique.

2° *Institution d'un livret sanitaire.*

Le système sanitaire actuel possède un défaut capital, c'est d'être volontairement incomplet. Seuls sont soumis à ces règles les travailleurs étrangers désirant occuper une situation salariée en France. Tout le restant de l'immigration — près du tiers du contingent — échappe à ces dispositions. Quelle solution peut-on apporter à cette situation ?

Pour les immigrants faisant l'objet d'un recrutement collectif, le médecin du centre de départ pourrait dresser une feuille d'observation complète (1), semblable à celle qui est nécessaire aux émigrants à destination de l'Amérique. Ce document constituerait une base sérieuse pour les examens ultérieurs.

La feuille d'observation se substituerait aussi au certificat médical dressé par un médecin étranger accrédité, au profit de l'immigrant individuel.

Muni de cette feuille, dont un double pourrait être communiqué directement à la société d'Immigration, l'immigrant se présenterait au Bureau-Frontière où le nouvel examen serait grandement simplifié par ce travail préalable. Le médecin du Bureau consignerait ses observations sur cette feuille et remettrait à l'immigrant une pièce sanitaire définitive.

Afin de simplifier les écritures à tenir et de parer, dans une certaine mesure, aux risques de perte et de détérioration de la feuille d'observation, elle pourrait être utilement remplacée par un carnet médical, établi pour une famille, qui suivrait l'immigrant depuis le centre de départ et qui lui serait remis, complété, après son admission sur le territoire français. Ce livret permettrait à l'employeur, comme cela se passe déjà dans certaines grandes industries, de faire suivre minutieusement l'état de santé de ses ouvriers étrangers par le médecin attaché à son établissement.

En dehors des immigrants salariés, le contingent restant des étrangers se soumettrait difficilement à des mesures sanitaires de ce genre. Le contrôle médical pourrait s'effectuer lors-

(1) « On appelle ainsi, dans nos hôpitaux, une feuille sur laquelle est inscrite l'histoire de la maladie dont souffre le patient avec les faits cliniques qui s'y rapportent, les résultats des examens cliniques et de laboratoires, les antécédents personnels, héréditaires et collatéraux ». Dr René Martial, rapport précité. Les détails qui suivent lui sont aussi empruntés.

que l'étranger dépose sa demande de carte d'identité dont la délivrance serait subordonnée à la production d'une feuille d'observation ou d'un livret sanitaire. La mesure n'aurait rien de révolutionnaire puisque des formalités semblables sont exigées du postulant à la naturalisation.

Seuls, les touristes et les immigrants en transit échapperaient au contrôle sanitaire.

3° Réorganisation des services sanitaires.

1^{er} *Contrôle.* Ce qui importe avant tout, c'est d'organiser le contrôle *dans le pays d'origine* car on décourage ainsi les fraudeurs et l'on évite à l'ouvrier qui aurait été refoulé à la frontière française, des frais de voyage inutiles.

On peut concevoir un renforcement du contrôle en favorisant les opérations de recrutement de la S.G.I. Nous sommes certains que les Polonais et les Tchèques qu'elle nous adresse sont exempts d'infirmités ou de maladies contagieuses, qui les rendraient impropres au travail qui leur est demandé. En compensation du monopole de fait qui est pratiquement reconnu à la S.G.I., on pourrait décider que les immigrants refusés aux Bureaux-Frontières, seraient, à l'exemple de la législation américaine, reconduits dans leur pays aux frais de la société d'Immigration.

2^e *contrôle : A la frontière.*

Il doit avoir pour but :

- a) de vérifier le premier contrôle opéré au premier départ,
- b) d'examiner les immigrants qui auraient échappé à une première inspection ; il importerait de les traiter d'une manière extrêmement sévère, car se sont très probablement des fraudeurs déguisés.

A cet effet, les Bureaux-Frontières seraient immédiatement réorganisés. Trois systèmes sont en présence.

1^{er} système. — L'essentiel, c'est que le contrôle soit efficace. Pour cela, il faut des laboratoires de bactériologie et de radiologie, des salles d'isolement, en un mot tous les moyens sanitaires et prophylactiques. Il faudrait créer des bâtiments d'hébergement, des locaux spéciaux pour les femmes et les jeunes filles, des salles pour les enfants, des réfectoires, des laboratoires, des salles d'examen bien appareillées. En un mot des hôpitaux-hôtels. Pareille installation moderne est fort coûteuse à établir et on ne peut en envisager la multiplication ; il serait suffisant de posséder trois ou quatre postes, à Modane (Italiens), Toul, (peuples de l'Europe Centrale), Lille (Belges), etc...

Les frontières de mer continueraient à être régies par le système actuel (loi du 3 mars 1822 et décret du 8 octobre 1927) et l'examen serait fait par un médecin diplômé de l'Institut de médecine coloniale.

2^e Système. — Le premier système s'attache à la perfection de l'examen ; il est à craindre que, même si l'on rend cet examen obligatoire, les immigrants ne trouvent le moyen de passer en fraude. Aussi a-t-on pensé à créer des centres sanitaires, moins bien outillés, mais plus nombreux. On en annexerait un à chaque Bureau d'immigration ; ce serait donc un simple perfectionnement apporté à l'état de choses actuel.

On fait valoir que cette organisation seule permettra un examen sérieux des immigrants belges, espagnols, italiens, dont l'entrée en France peut se faire sur de multiples points et assurera la défense sanitaire des frontières : deux au nord (Lille, Aulnoye), deux à l'Est, deux au Sud-Est, un à Marseille, deux dans les Pyrénées.

Les dépenses qu'entraînera la création de ces postes seront bien moindres que les frais d'assistance imposés par les étrangers aux administrations hospitalières et aux institutions de

prophylaxie de Paris et des départements. Rappelons que les étrangers coûtent chaque année une dizaine de millions à la Ville de Paris et que un ou deux millions suffiront pour doter les postes frontières du personnel et du matériel nécessaires.

3^e système. — On pourrait enfin concevoir un système encore plus simple et économique (1). En vertu de la loi du 15 février 1902, il existe des médecins hygiénistes, directeurs des bureaux municipaux d'hygiène, dans toutes les villes de plus de 20.000 habitants ou d'un petit nombre d'habitants au-dessous de 20.000. Qu'un décret étende ces dispositions aux villes-frontières, devenues des points de concentration des immigrants, et le médecin-directeur du bureau d'hygiène municipale deviendrait le chef du centre d'immigration. Il serait légitime de lui attribuer ce rôle médical et technique et de placer sous ses ordres l'élément administratif, puisque c'est le service de santé qui aurait la plus grande part de responsabilité. On pourrait, dans les centres importants, adjoindre au médecin-chef des médecins-hygiénistes, répartis dans les divers compartiments du service.

3^{me} contrôle : A l'intérieur du pays.

Ce dernier contrôle doit être réduit au minimum, quoique absolument nécessaire pour certains sujets (paludéens) qui doivent être suivis. D'autre part, chaque année, au moment du renouvellement de la carte d'identité, chaque étranger, et non plus seulement chaque immigrant, subirait une visite médicale dont les résultats seraient mentionnés sur le livret sanitaire.

Ces mesures n'auraient peut-être pas une extrême efficacité, mais elles permettraient de suivre l'étranger, de lui montrer que l'autorité publique le protège, de le guider et de le surveiller.

(1) Dr René MARTIAL, *Loc. cit.*

Tout individu qui refuserait de se soumettre à ce contrôle ou qui serait atteint d'une maladie diminuant sa puissance de travail ou en faisant un danger pour la population, et dont l'affection serait antérieure à son entrée en France, se verrait impitoyablement expulsé du territoire français (1).

(1) La deuxième Conférence Internationale de l'Emigration et de l'Immigration, tenue à La Havane en mars-avril 1928, a adopté les trois résolutions suivantes intéressant le contrôle sanitaire :

1°. — *Vaccination anti-typhique et anti-variolique des émigrants avant leur embarquement et détermination à l'avance, par les pays d'immigration, des conditions auxquelles doit satisfaire le certificat de vaccination.*

La Conférence, — étant donné les avantages indiscutables qu'offre pour les émigrants l'immunité contre la fièvre typhoïde et contre la variole et vu qu'il existe des mesures prophylactiques d'une efficacité reconnue pour obtenir ce résultat, — émet le vœu : — que les Etats prennent des mesures propres à assurer la vaccination des émigrants contre la typhoïde et contre la variole, lorsqu'il sera jugé nécessaire, opération qui devra être effectuée spécialement dans les dépôts d'émigrants en partance, ou encore à bord des navires, dans le but de les immuniser convenablement avant leur arrivée. — Les certificats de vaccination seront individuels et il est recommandé d'adopter un modèle approuvé par la Conférence sanitaire pan-américaine qui figure dans le Code sanitaire pan-américain, en raison des avantages que présente pour les pays d'émigration la connaissance des conditions exigées par les pays américains d'immigration et l'application d'une procédure uniforme.

2°. — *Examen bactériologique dans les stations d'émigration et d'immigration.*

La Conférence, étant donné les grands avantages que présentent pour les émigrants les examens bactériologiques qui permettent de découvrir les maladies latentes dont ils sont atteints sans qu'elles accusent cependant des symptômes facilement appréciables, bien qu'elles minent leur santé et mettent leur vie en danger — étant donné que de tels examens permettent aussi d'éviter la propagation de nombreuses maladies, émet le vœu : — de voir établir dans les stations d'émigration au départ et dans les stations d'immigration à l'arrivée, des laboratoires bactériologiques où l'on analyserait gratuitement les excréta, le sang, les mucus pharyngiens et autres sécrétions, afin de pouvoir découvrir les porteurs de germes dangereux, notamment lorsqu'on soupçonne l'existence de maladies épidémiques.

3°. — *Organisation d'une sélection médicale des émigrants avant leur départ du pays d'origine et sélection médicale obligatoire.*

La Conférence émet le vœu que l'examen médical des émigrants et leur préparation sanitaire soient généralisés et effectués avec la plus grande efficacité dans le pays d'origine, afin d'assurer une sélection minutieuse.

(Revue de l'Immigration, n° 3, p. 30.).

Quelles que soient les réformes envisagées, elles ne doivent pas avoir pour but unique d'arrêter les immigrants susceptibles de devenir une charge pour la collectivité. La tâche de reconstitution de la population française, qui s'impose à l'Etat, lui fait un devoir de n'admettre que des sujets particulièrement sains et physiquement bien doués. Au-delà du simple contrôle, l'Administration doit orienter son activité vers une sélection rigoureuse des éléments étrangers, afin d'accroître les réserves d'eugénisme de la nation.

CHAPITRE VII

LA REORGANISATION DES SERVICES DE L'IMMIGRATION

L'introduction systématique d'éléments étrangers pose une série de problèmes importants, en corrélation étroite et mutuelle, correspondant à chaque phase de l'œuvre d'immigration : phase des directives, où les possibilités humaines de chaque nation sont examinées au point de vue ethnique, politique et économique ; phase diplomatique, la plus délicate, où sont conclus les accords internationaux pour l'introduction des ouvriers étrangers ; phase du recrutement des immigrants dans les pays ainsi choisis ; phase de contrôle policier et de sélection sanitaire et professionnelle des immigrants ; phase d'introduction et de répartition. Ici s'arrête l'œuvre administrative proprement dite. Sur les étrangers ainsi sélectionnés doit jouer l'influence assimilatrice du milieu, guidée par des œuvres sociales, protectrices de l'immigrant, l'administration n'intervenant que pour surveiller l'œuvre d'assimilation et

protéger la stabilité du marché du Travail. Une aide directe peut être apportée à l'administration par des organismes privés, lorsqu'il s'agit de sélection professionnelle ou d'opérations de recrutement et de transport. Mais la reconstitution méthodique de la population française ne peut être laissée au hasard. L'empirisme n'est pas toujours organisateur.

Avant de chercher à dégager la meilleure formule administrative convenant à cette tâche de longue haleine, prenons une connaissance rapide de la réglementation actuelle de l'immigration en France.

I. — L'ORGANISATION ACTUELLE DES SERVICES D'IMMIGRATION

Le trait caractéristique de cette administration, c'est qu'elle a été établie dans le seul but de réglementer l'immigration ouvrière, industrielle ou agricole, dans la mesure où il importait d'alimenter en main-d'œuvre le marché du travail national. Ce caractère, qu'elle a conservé de nos jours, elle le doit à ses origines.

Jusqu'en 1914, il n'avait été établi aucune organisation officielle du marché du travail. Les nécessités de la défense nationale entraînant des besoins de main-d'œuvre sans cesse croissants, ont du, pour les satisfaire, recruter des travailleurs étrangers : à cet effet, des services de main-d'œuvre furent créés auprès des ministères intéressés, qui, coûte que coûte, importèrent des hommes. Afin d'obtenir de la population ouvrière un rendement maximum, des offices publics de placement s'installèrent sur tout le territoire et assurèrent la stabilité du marché. L'après-guerre entraîna une refonte du système, mais il lui est resté quelque chose de sa naissante hâte, sous la pression d'événements qui débordaient les cadres du

temps de paix. Après maintes réformes, dans le détail desquelles nous n'entrerons pas, le Ministère du Travail maintient dans ses attributions tout ce qui concerne la main-d'œuvre française et étrangère employée dans le commerce et l'industrie ; lui sont aussi rattachés les bureaux publics de placement de la main-d'œuvre agricole nationale. Le Ministère de l'Agriculture a reporté son activité sur la main-d'œuvre agricole étrangère, dont il règle l'entrée et le placement.

Deux Ministères, qui s'ignorent volontairement, s'occupent concurremment du recrutement, de l'introduction, du placement et du contrôle des ouvriers étrangers. Au sein même du Ministère du Travail, l'incohérence s'est établie dans la répartition des attributions entre les services. Ainsi, ceux chargés de l'introduction et du contrôle de la main-d'œuvre étrangère, concurrencent les offices publics de placement. Trois services réglementent donc le placement de la main-d'œuvre étrangère : service de la main-d'œuvre agricole (agriculture) ; service de la main-d'œuvre étrangère (travail) ; et service de la main-d'œuvre nationale (travail) (1).

Il appartient à chaque Ministère intéressé : 1° de transmettre, aux organisations privées d'immigration ou aux services officiels étrangers, les demandes de main-d'œuvre qui lui sont adressées et qu'il a visées au préalable ; 2° de donner des directives aux agents des postes-frontières et des missions à l'étranger.

Les bureaux d'immigration (Toul, Modane, Marseille, Perpignan, Hendaye, etc...), doublés de postes-frontières aux points de passage moins importants, les contrôles régionaux et la mission de recrutement en Pologne sont gérés, soit en commun par les deux Ministères, soit par un seul.

Eu vertu de ces principes que l'immigration est composée

(1) La même incohérence sévit à l'intérieur de chaque service. Cf. PASQUET, *op. cit.*, p. 128 et *seq.*

uniquement de travailleurs et qu'il faut protéger contre la concurrence étrangère le marché du travail français, le Comité national de la main-d'œuvre dresse chaque année le programme des besoins en travailleurs étrangers et les classe par régions et par professions.

D'autres Ministères ont un mot à dire sur l'immigration : Les Affaires Etrangères se préoccupent de la passation des accords et traités, et des questions soulevées par le recrutement dans les pays étrangers. L'Intérieur surveille les étrangers et les expulse ; la Justice les naturalise ; les Travaux Publics les emploient. Les travailleurs coloniaux relèvent des Colonies et les indigènes nord-africains, de l'Intérieur. La Commission inter-ministérielle de l'Immigration assure un peu de cohésion entre les divers services, grâce à son secrétariat général permanent.

Dans son action, l'Administration ne doit pas oublier d'écouter les suggestions du Conseil National de la Main-d'Œuvre.

Enfin, à côté des institutions officielles de l'immigration, des organismes privés se sont spécialisés dans les questions d'introduction et de placement des ouvriers étrangers. La société Générale d'Immigration, soutenue par les groupements patronaux, concentre son activité sur les pays slaves : Pologne, Tchécoslovaquie (agriculture) et Yougoslavie, et se charge du recrutement, du transport et de l'hébergement des ouvriers étrangers.

Services publics et organismes privés entremêlent leurs attributions. Aucune autorité responsable n'impose de lignes directrices. Il en résulte une diminution de la protection que doit exercer l'Administration vis-à-vis de la population nationale, en réglementant sévèrement les conditions d'admission des immigrants (1).

(1) Rappelons que pour être introduit en France, l'ouvrier étranger doit justifier d'un certificat médical, d'un contrat de travail et d'un

II. — L'ORGANISATION AMERICAINE

Si nous voulons mettre un peu d'ordre dans la machine administrative, il serait bon de chercher des enseignements aux Etats-Unis d'Amérique, dont la réglementation de l'immigration constitue la meilleure technique connue.

Les Etats-Unis ont confié à un organe unique, le Service de l'Immigration, l'exécution des lois sur l'immigration, sa réglementation et son contrôle. Les fonctions de ce service peuvent se résumer dans les trois points suivants : admission des étrangers qui satisfont à toutes les conditions prescrites par la législation, refoulement de ceux qui n'ont pas le droit d'accès, déportation de ceux qui se sont introduits en fraude.

Le rôle de direction appartient à un Commissaire général de l'Immigration nommé par le Président avec l'assentiment du Sénat. Ce Commissaire général, dépendant lui-même du Secrétaire du Travail, est assisté d'un Commissaire général adjoint et d'un Contrôleur en chef. Il établit tous les règlements nécessaires à une bonne application de la loi, notamment quant à l'inspection des immigrants aux ports d'arrivée et quant aux règles d'entrée et à l'examen des personnes qui franchissent les frontières terrestres. Il envoie des inspecteurs à l'intérieur du territoire américain, il détache des fonctionnaires à l'étranger.

Le passeport visé par le Consul avec la mention : travailleur. Les membres de la famille obtiennent le visa s'ils sont travailleurs ou mentionnés dans le contrat d'embauchage ou s'ils produisent un certificat de l'employeur spécifiant que le chef de famille reçoit un salaire suffisant pour subvenir à leurs besoins et dispose d'un local pour les recevoir. Pour certains pays le visa n'est pas exigé, mais le contrat de travail et le certificat médical sont obligatoires.

Les immigrants reçoivent un sauf-conduit au bureau d'immigration et l'échangent contre une carte d'identité (ou un récépissé de leur demande) valable deux ans. (Décret du 20 janvier 1928). Pendant l'année qui suit leur introduction, ils doivent s'employer dans la profession pour laquelle ils ont été embauchés, sinon ils engagent leur responsabilité propre et celle de leur patron, sans préjudice des droits des tiers (Loi du 11 août 1926).

La partie matérielle du travail de direction est confiée au Bureau de l'Immigration, placé sous les ordres directs du commissaire général adjoint. Véritable Ministère, ce Bureau ne comprend pas moins de 8 divisions.

Enfin, pour l'exécution du service, le territoire des Etats-Unis a été divisé en 35 districts. Chaque district est doté d'un personnel de direction propre et d'agents subalternes dont le nombre varie avec l'importance des lieux au point de vue migratoire.

Ce qui fait la force du système, c'est son unité. Pas de division entre les ministères, pas d'inquiétudes soulevées par l'état du marché du travail, ni d'instabilité dans la réglementation. Les directives sont fixées par des lois. Le Commissaire général, véritable ministre, traduit ces directives en ordres et en surveille l'exécution. La besogne lui est préparée par le Bureau qui étudie les phénomènes migratoires dans leurs moindres détails. Enfin, des inspecteurs rattachés à la direction assument une mission de contrôle sur les organes d'exécution situés à l'intérieur du territoire ou à l'étranger. Les services de direction, d'exécution et de contrôle sont nettement séparés.

III. — REORGANISATION DE L'ADMINISTRATION DE L'IMMIGRATION

Le système français d'immigration est presque universellement critiqué. La nécessité d'une réforme dans le sens de la cohésion et de l'unification des services n'échappe à personne, mais les avis diffèrent sur le sens et l'étendue à donner à cette réforme.

1^{er} système. — Pour les uns le système actuel a fait ses preuves, il n'a besoin que d'être amendé. Laissons les organismes privés « faire de l'immigration » sous le contrôle de

l'Etat. Pour renforcer l'action unificatrice de la Commission permanente de l'immigration, et éclairer davantage ses décisions, certains envisagent la création d'un Conseil national de la main-d'œuvre étrangère où prendraient place : des délégués administratifs, les représentants officiels des cultes auxquels appartiennent les immigrants, les mandataires des associations patronales et ouvrières, des juristes, des économistes, etc... Ce Conseil serait doté d'un secrétariat permanent puissamment outillé (1).

M. Pairault s'est rallié à ce système qu'il défend dans la *Revue de l'Immigration* ; par méfiance des conséquences étatistes qu'entraînerait invariablement tout changement dans l'organisation actuelle, par crainte d'un accroissement nouveau dans les attributions du ministère du Travail, M. Pairault est un chaud partisan de la Commission permanente de l'immigration qui a déjà donné des preuves de sa maîtrise (conclusion des conventions passées avec les pays d'émigration). Mieux vaut une bonne technique de l'immigration sans office qu'un office sans programme ou avec un programme défectueux.

2° système. — A l'opposé de la conception précédente, on envisage l'unification des services existants sous la direction du Ministre du Travail.

Les syndicats ouvriers s'inquiètent de voir le recrutement entre les mains d'organisations patronales. M. Jouhaux soumit devant le Conseil national de la main-d'œuvre un projet qui, repris par M. Nogaro en 1925, dans son rapport du budget du travail, tendait à la création d'un Office national de la main-d'œuvre étrangère, monopolisant les questions de placement et d'immigration et rattaché au ministère du Travail.

M. Pasquet renforce encore les tendances centralisatrices

(1) Cf. OUALID. *L'immigration ouvrière en France*. Paris 1927, p. 47.

du projet de la C.G.T. dans son système d'une Direction de la main-d'œuvre rattachée au ministère du Travail. Cette direction aurait pour but de régler tout le marché du travail, elle monopoliserait les opérations de placement des ouvriers français, elle introduirait les étrangers nécessaires aux besoins de chaque corporation et s'occuperait de leur placement (1).

Le danger de ces systèmes, c'est de lier intimement l'organisation de l'immigration à des questions de main-d'œuvre et d'accorder à l'Etat, sous le prétexte de régler l'immigration, une main mise absolue sur le marché du travail.

3° *système*. — Une autre formule trouve sa consécration dans la proposition de loi de Warren du 17 mai 1921 (2) et le projet de loi Poincaré du 12 octobre 1922 (3). Un Office national de l'immigration, rattaché au Ministère des Affaires Etrangères, recevait dans ses attributions les opérations de recrutement, d'introduction et de placement qu'entraîne l'immigration agricole ou industrielle. Il serait doté d'une large autonomie administrative et financière (redevances payées par les employeurs). Il n'aurait pas à se substituer à l'initiative privée quand elle existe, mais à la compléter, à la diriger et au besoin à la suppléer. Son directeur serait nommé par décret et assisté d'un comité de direction, élu par un Conseil d'administration où seraient représentés les ministères intéressés, les employeurs, les ouvriers, etc... L'Office serait divisé en deux sections : agricole et industrielle. Le Directeur et le Secrétaire général coordonnent l'action des services, s'occupent seuls des négociations avec l'étranger et donnent des directives sur les opérations de recrutement et de contrôle, la protection, la stabilisation et la surveillance des ouvriers étrangers. Cet

(1) PASQUET, *op. cit.*, p. 137 et *seq.*

(2) Doc. Parl. ch. 1921. Annexe 2.343, p. 1.444.

(3) Doc. Parl. ch. 1922. Annexe 4.869, p. 10.

Office pourrait être puissamment outillé, car la concentration des services permettrait de réaliser des économies budgétaires.

Cette thèse est couramment reçue dans les milieux patronaux et agricoles. Ni monopole d'Etat, ni monopole privé dans les questions de recrutement et de placement de la main-d'œuvre étrangère.

M. Marcel Paon a défendu ce point de vue avec un grand sens juridique (1). L'Office à créer n'est, ni un rouage administratif, ni un organe professionnel de recrutement et de placement de la main-d'œuvre étrangère. Il n'a pas la prétention de se substituer aux organismes professionnels déjà existants, il se cantonne dans les attributions propres à l'Administration :

a) à l'Etat : la partie politique. Elaboration des accords internationaux ; contrôle à l'étranger, aux frontières, à l'intérieur ; gestion des bureaux d'immigration, des centres de rassemblement et d'hébergement en France et à l'étranger ; sélection ; contrôle des contrats-types imposés aux employeurs français et aux ouvriers étrangers.

b) Aux organismes professionnels : la partie technique. Opérations de recrutement, sélection professionnelle, transport, etc...

La création de cet office répond aux préoccupations qui nous guident. Ce qui importe, ce n'est pas de diriger vers des villes déjà surpeuplées des ouvriers étrangers qui resteront inassimilables, mais de remplir le grand réservoir d'hommes qu'a formé dans notre histoire la population rurale. Une pareille tâche nécessite un plan méthodique, une politique suivie : il faut choisir les étrangers dans le but d'en faire des Français. La politique d'assimilation domine la politique de sélection,— le choix des familles répondant à de certaines con-

(1) *Op. cit.*, p. 162 et *seq.*

ditions déterminées par les nécessités ethniques, mésologiques et économiques.

Les directives de cette politique de longue haleine doivent être données par un Office indépendant des vicissitudes ministérielles. Avant de créer un courant migratoire entre un district étranger et un département français, l'Office de l'immigration devra posséder tous les éléments du problème : connaissance parfaite des besoins du milieu français et des possibilités de la nation étrangère choisie ; adaptation exacte, suivant un plan méthodique, de ces possibilités à ces besoins ; si possible, expériences préalables, tentées au moyen de quelques familles, et riches d'enseignement. En ce qui concerne l'exécution même, une certaine collaboration est désirable avec des organismes professionnels qui soulagent l'administration de la partie la plus ingrate de sa tâche, un certain contrôle étant assuré par quelques inspecteurs attachés à la direction de l'Office.

Les divers projets et propositions de lois, tendant à la constitution d'un Office national de l'immigration, doublé d'un Conseil national de l'immigration, où seraient largement représentés les éléments ouvriers, n'ont pas encore eu les honneurs d'une séance publique au Parlement. Dans son ministère éphémère de juillet 1926, M. Edouard Herriot avait créé un poste de Haut-Commissaire à l'Immigration et aux Naturalisations qui avait eu pour titulaire M. Charles Lambert. Les Cabinets suivants n'ont pas repris ce projet, mais les mêmes raisons qui ont imposé la création des ministères de l'Air, du Budget et de la Santé Publique favoriseront l'établissement d'un sous-secrétariat de l'Immigration et de la Naturalisation. Il serait périlleux de le rattacher au Ministère du Travail qui réduirait le problème à une question de main-d'œuvre et surtout de statistiques. En raison des difficultés internationales soulevées par le recrutement des immigrants, et les préten-

tions des Etats d'immigration, il serait nécessaire de mettre ce sous-secrétariat sous la dépendance des Affaires Etrangères, comme s'en trouve bien actuellement, grâce à son secrétaire général, la Commission permanente de l'immigration.

La loi du 19 juillet 1928 sur le recrutement et le placement des ouvriers étrangers et coloniaux marque une tendance du législateur à laisser aux mouvements migratoires une certaine souplesse ; sans effleurer la question de la direction à imprimer à l'immigration, elle consacre le droit à l'existence des sociétés d'immigration se préoccupant du recrutement, du transport, de l'introduction et du placement des ouvriers étrangers, mais soumet leur création à l'autorisation préalable du Ministre compétent et leur fonctionnement à une certaine surveillance administrative.

La Commission inter-ministérielle de l'immigration a déterminé les conditions auxquelles doivent satisfaire ces sociétés. Ont été particulièrement règlementées toutes les manifestations de leur activité à l'étranger. En échange des facilités accordées par l'administration, les sociétés d'immigration doivent participer, à titre de fonds de concours, aux frais entraînés par le contrôle de l'emploi de la main-d'œuvre étrangère.

Une première atteinte est portée aux projets de monopole d'Etat.

IV. — CONTENTIEUX DE L'IMMIGRATION

La rigueur croissante d'un système d'immigration doit trouver sa contre-partie dans l'extension des mesures de protection accordées aux étrangers contre l'arbitraire ou les abus de l'administration. De quelle nature doivent être ces mesures ? Administratives ou judiciaires ? Comment concilier les légitimes intérêts de l'immigrant et la bonne exécution d'un ser-

vice qui demande chez ses agents de l'activité, de la décision et beaucoup de fermeté ?

A. — *Système américain.*

La législation américaine peut servir, encore une fois, de sujet d'étude. Digue protectrice opposée aux courants migratoires, elle ne pouvait jouer un rôle efficace qu'en assurant une application rigoureuse des mesures sur l'immigration par la menace de peines sévères contre les fraudeurs, les « stowaways » et les « workaways ». Les immigrants qui ne satisfont pas à une des conditions requises sont impitoyablement refoulés et les compagnies de navigation subissent le contre coup des décisions de rejet : outre qu'elles doivent consigner le prix du voyage de retour, elles sont frappées d'une amende de 1.000 dollars pour chaque immigrant qui n'est pas en règle. Les fraudes volontaires des immigrants sont punissables d'une amende pouvant aller jusqu'à 10.000 dollars ou 5 années d'emprisonnement, ou des deux peines réunies.

Voici la disposition la plus curieuse — et la plus féroce — de la législation sur l'immigration. Le fardeau de la preuve incombe à l'immigrant qui doit démontrer qu'il ne rentre pas dans les catégories exclues et, si on veut le déporter ultérieurement, qu'il a été régulièrement admis. Lorsque la fraude de l'immigrant entraîne la mise en cause de la compagnie de transport, celle-ci est responsable de plein droit à moins qu'elle ne prouve qu'il lui était impossible de découvrir avant le départ la cause d'exclusion de l'étranger.

Existe-t-il des organismes contentieux capables de faire respecter les droits violés d'un individu ?

Si un doute s'élève au cours de l'examen d'entrée d'un étranger ou si la décision prise conclut à son rejet, l'affaire est portée devant un Conseil d'enquête spéciale. Ce Conseil formé

par les soins du Commissaire de l'immigration ou de l'Inspecteur en charge, est composé de trois membres choisis sur une liste dressée périodiquement par le Commissaire général avec l'approbation du Secrétaire du Travail et ne comprenant que des fonctionnaires de l'immigration ou, au besoin, des fonctionnaires fédéraux quelconques.

Par leur composition, comme par la procédure suivie, ces conseils sont des organes d'administration active qui, en jugeant, font acte d'administrateurs. Les séances ne sont pas publiques, les décisions sont prises à la majorité des voix, l'étranger peut se faire assister d'un étranger ou d'un ami, mais non d'un avocat.

Un droit d'appel contre la sentence est ouvert à tout immigrant, sauf si la décision du conseil était fondée sur le certificat du médecin inspecteur et que celui-ci signalât l'arrivant comme atteint de tuberculose, d'une maladie contagieuse, d'épilepsie, de faiblesse mentale, d'alcoolisme chronique. L'appel peut être formé dans les 48 heures de la sentence : 1° par l'immigrant ; 2° par quelqu'un agissant en son nom ; 3° par le membre du Conseil d'enquête qui a formé la minorité. Ce troisième cas serait ahurissant, si l'appel n'était porté, par la voix hiérarchique, jusqu'au Secrétaire du Travail. Le Secrétaire du Travail se prononce en ultime ressort. Les demandes d'annulation portées contre les décisions d'un Conseil d'enquête spéciale, prononçant l'exclusion d'un immigrant, les déclarations faites par les étrangers, en fraude, qui essaient de se disculper après leur arrestation, sont renvoyées, pour examen, à un Conseil de révision (Board of Review), composé de sept membres choisis par le Secrétaire du Travail parmi les fonctionnaires du département du Travail.

Notons enfin que, même sur les territoires des Etats-Unis, l'immigrant entré en fraude n'est pas en sûreté et qu'il peut

encore être déporté dans un délai de trois ou cinq ans (sauf s'il appartient à une catégorie exclue pour une cause morale, prostitution, anarchie, déchéance morale, tares qu'aucune prescription ne peut effacer). La procédure de déportation débute par un mandat d'arrêt décerné contre l'immigrant. Une fois arrêté, celui-ci est interrogé par l'inspecteur du district, devant lequel il peut être assisté d'un avocat. Le dossier est transmis au Bureau d'immigration qui le renvoie pour examen au Conseil de révision et prend une décision. Le mandat de déportation est la fin logique de cette procédure.

Le système américain de contentieux de l'immigration affirme donc son caractère administratif. Il est en même temps marqué d'une spécialité poussée à outrance. Les recours formés contre une décision de rejet prise par un fonctionnaire de l'immigration sont portés devant des collègues de fonctionnaires d'un rang supérieur, appartenant à la même administration. Ce recours ne peut être comparé au pourvoi français pour excès de pouvoir puisque le dernier mot appartient au Secrétaire du Travail. Le Contentieux de l'immigration se réduit donc à un recours hiérarchique au Ministre, mais par le nombre et la qualité des conseillers administratifs, chargés, soit de se prononcer en premier ressort, soit d'éclairer le Secrétaire du Travail, il donne des garanties précises à l'immigrant et rend inopérant tout acte illégal ou malveillant d'un agent subalterne.

B. — *Système français.*

Il n'existe pas en France de contentieux de l'immigration. Le pouvoir exécutif se charge d'expulser tout étranger qui, par sa parole, son activité, ses écrits, trouble l'ordre public, soit à la suite d'une condamnation judiciaire, soit en dehors de toute condamnation. Cette mesure est prononcée discrétion-

tionnairement par le gouvernement. Toute infraction à un arrêté d'expulsion est punie de 1 à 6 mois d'emprisonnement.

Le droit d'expulsion suppose celui d'interdire souverainement l'entrée du territoire à certains individus jugés dangereux pour la collectivité et ce droit n'est pas discuté.

Il en est autrement quand les mesures de refoulement sont motivées par l'application d'une disposition réglementaire sur la protection sanitaire ou économique de la population nationale. L'étranger n'a aucun recours contre la décision de rejet, prise par le Commissaire de Police spécial, attaché au centre d'immigration, sur le vu du rapport d'un médecin qui le juge atteint d'une affection grave ou d'un agent administratif qui estime que son contrat de travail n'est pas en règle.

Les mesures de contrôle économique ne sont pas appliquées avec rigueur si l'état du marché du travail se traduit par un déficit de main-d'œuvre. L'immigrant sera gardé au Bureau-Frontière pendant les quelques jours indispensables pour qu'il se fasse réclamer par un patron (à la condition qu'il n'y ait pas de chômage dans la corporation dont il fait partie) ou pour que le bureau d'immigration lui trouve un employeur.

Les problèmes posés datent des mesures protectrices de la santé publique prises en 1927 à l'égard des immigrants, par de simples circulaires ministérielles ; il aurait été à la fois plus prudent et plus juridique, puisqu'il s'agit de mesures particulièrement restrictives de la liberté individuelle, de les faire sanctionner par un décret pris en vertu des pouvoirs de police et de sûreté reconnus au Président de la République (1).

(1) Une mésaventure est arrivée à la Circulaire du 8 août 1924 exigeant des travailleurs algériens désireux de venir en France, un certificat d'engagement, un certificat médical et une carte d'identité. Sur un pourvoi pour excès de pouvoir, le Conseil d'Etat a annulé cette circulaire dont les dispositions, « bien que prises dans un intérêt d'hygiène et de sécurité publique... ne pouvaient en raison de l'importance des atteintes qu'elles portent à la liberté des indigènes algériens, être édictées valablement que par le chef de l'Etat dans l'exercice du pouvoir

Aucune garantie n'est accordée à l'immigrant contre l'arbitraire du médecin, qui, mal outillé, mal secondé, obligé à une diagnostic.

Un premier remède consiste à doter plus largement les bureaux médicaux en personnel et en matériel, l'appel de leurs décisions restant possible devant un tribunal d'immigration statuant sur l'avis d'une commission médicale de 3 membres.

La nécessité de voies de recours se fait sentir encore plus largement contre les décisions qui refusent discrétionnairement l'accès du territoire pour une cause morale ou de police. Des dispositions très sévères ont été prises aux Etats-Unis contre les anarchistes, les criminels ou les personnes vivant de la prostitution, mais l'immigrant a la latitude de se pourvoir devant le Ministre, suivant la procédure rappelée plus haut contre les décisions de rejet. Dans le système français, l'instruction du 9 juillet 1928 (art. 46), prescrit d'exclure les « indésirables » — expression suffisamment compréhensible pour englober parmi les motifs de refoulement tous les cas politiques, moraux ou judiciaires, sans que l'étranger puisse faire entendre une réclamation justifiée.

Quel recours pourrait-on envisager contre des mesures de refoulement, lorsque les causes d'exclusion auront fait l'objet d'une réglementation complète ?

Inutile de mobiliser à cet effet le Tribunal Civil. Le conflit qui se pose entre l'immigrant et l'administration se réduit à l'appréciation d'un acte administratif, pris à l'occasion du fonctionnement d'un service public ; et pour ce motif, il ne peut

législatif qui lui appartient pour l'Algérie ». Le décret du 4 août 1926 a imposé des conditions nouvelles aux indigènes algériens ; carte d'identité, extrait du casier judiciaire, certificat médical, justification d'un certain pécule, mais supprime l'obligation du contrat de travail.

(Bulletin du Ministère du travail. Janvier-mars 1927).

Les émigrants européens ont droit aux mêmes garanties que des Nord-Africains ; il y a là une question de dignité ethnique.

être évoqué devant une juridiction civile. Mais quel tribunal administratif choisir ?

La solution la plus heureuse serait de créer des tribunaux d'immigration siégeant dans la résidence du Bureau d'immigration ou dans une ville voisine (Lille, Toul, Marseille, Nice, etc...), et composé de trois membres. Un président détaché d'un Conseil interdépartemental et deux assesseurs choisis par le directeur de l'Office d'immigration sur une liste, dressée par le Préfet, d'anciens magistrats, d'officiers ministériels, etc... Ce Tribunal aurait pour mission d'examiner, à propos des recours qui lui seraient soumis, si la législation sur l'immigration a été régulièrement appliquée à l'immigrant. Il entendrait dans leurs explications le directeur du Bureau d'immigration et l'immigrant, auquel incombrerait la charge de prouver que le règlement a mal été interprété à son égard et qu'il ne rentre pas dans une des causes d'exclusion. Ces décisions d'admission ou de rejet seraient immédiatement exécutoires, nonobstant un recours en cassation formé devant le Conseil d'Etat pour incompétence ou violation de la loi.

L'expulsion pure et simple resterait à la discrétion de l'administration comme accessoire aux condamnations judiciaires et comme mesure de sûreté contre les étrangers dangereux. Il serait imprudent de confier les décisions d'expulsion à des tribunaux, même administratifs, et d'enlever au pouvoir exécutif la seule arme efficace qu'il possède pour mettre fin rapidement aux agissements de certains étrangers. Le contrôle de plus en plus strict qui sera exercé à la frontière sera sanctionné de façon efficace par l'expulsion de tout étranger, convaincu, après une enquête administrative, de s'être introduit en fraude des règlements sur l'immigration (1).

(1) En 1913, le nombre des expulsions annuelles était de 4.456. Il atteint 7.558 en 1921 et 8.000 en 1927. Si les pays étrangers se refusent à admettre l'étranger expulsé sur leur territoire, une circulaire du 3

Lorsque la masse des étrangers aura subi un premier travail d'assimilation, des mesures plus libérales pourront être adoptées qui donneront aux droits des particuliers plus de garanties vis-à-vis de l'administration. Il faudra pour cela des perfectionnements techniques, une extension des organisations policières internationales, un contrôle plus sévère au point de vue police des immigrants et des étrangers, grâce à la production d'extraits de casier judiciaire ou de pièce officielles en tenant lieu, et tant que ces réformes ne seront pas acquises, des relâchements dans la sévérité du système actuel seraient œuvre criminelle.

septembre 1859 prescrit son internement à la Guyane, mesure tellement draconienne qu'elle est tombée en désuétude. Le transfert pourrait se faire dans une colonie au climat moins meurtrier.

CONCLUSION

« Lorsqu'un homme ne sent plus la joie et l'orgueil « d'être continué » comme individu, comme famille et comme peuple, si, par contre, il ne sent pas la tristesse et la honte de mourir comme individu, comme famille et comme peuple, les lois ne peuvent rien, même — et je voudrais dire, surtout — si elles sont draconiennes ». Ces paroles de M. Mussolini sonnent comme un glas aux oreilles d'un peuple qui dépérit. Elles résument tout ce qui a pu être écrit ou prononcé sur le problème de la natalité et elles ne laissent d'espoir que dans un sursaut moral.

Il y a déjà dans Rabelais (Tiers livre de Pantagruel, Chapitre I), une vision désolante de royaume dépeuplé, le pays de Dipsodie, « mal autrement habité, et désert en grande partie ». Pantagruel, pour assurer sa conquête et, « ledit pays rafraîchir, peupler et orner... en iceluy transporta une colonie de Utopiens. Et les transporta : non tant pour l'excessive multitude d'hommes et femmes qui estoient en Utopie multipliés comme locustes. » Les Utopiens étaient si fidèlement acquis à leur prince, car « avec le lait de leurs mères nourrices, avoient pareillement sugcé la douceur de débonnaireté de son règne et en icelle estoient tousdis confisetz et nourris », que les enfants, naissant de leur sang, en quelque lieu qu'ils fus-

sente placés, restaient en cette féauté et obéissance. Et les Dip-sodes furent conquis « par ne sçay quelle ferveur naturelle en tous humains au commencement de toutes œuvres qui leur viennent à gré. » Si l'immigration apporte un remède certain à la dépopulation d'un Etat, elle réalise un changement dans l'élément humain de la nation, car les lois du sang l'emportent sur celles du milieu.

Comme celle des Utopiens, il est des immigrations heureuses. L'invasion franke fut de celles-là. La race nordique, à laquelle les Franks appartenaient, couvrit tout l'accident qui lui dut sa civilisation médiévale, des générations de penseurs et ses cathédrales. « Au XIV^e siècle, écrit de Tocqueville, les institutions sociales, politiques, administratives, judiciaires, économiques et littéraires de l'Europe, avaient plus de ressemblance entre elles qu'elles n'en ont peut-être même de nos jours où la civilisation semble avoir pris soin de frayer tous les chemins et d'abaisser toutes les barrières. » (1) Les conséquences politiques de l'immigration franke furent partout de renverser la conception théocratique et impériale de l'Etat pour lui substituer un régime fondé sur les libertés publiques.

Par la combinaison des Franks avec des Celtes et des Gallo-Romains, il s'est créé une nation française et les aspirations des races composantes se sont matérialisées dans de certaines institutions et de certaines lois fortement marquées à l'empreinte franke.

*
**

Suivant le mot de Joseph de Maistre, si toute nation a les institutions qu'elle mérite, toute loi est donc inutile et même néfaste (quelque excellente qu'elle puisse être en elle-même)

(1) *L'Ancien Régime et la Révolution*. Chap. IV.

si la nation n'est pas digne de la loi et faite pour la loi. Un certain ordre dans les institutions engendre l'Etat de droit, et la loi, manifestation de la volonté étatique, n'est pas autre chose qu'un moyen d'exprimer l'ordre des institutions. Mais l'ordre, pour se maintenir dans les institutions, exige une certaine stabilité dans les aspirations de la nation, une certaine cohésion psychique, fruit de l'équilibre qui s'est établi entre des races, dont le régime, féodal ou démocratique, a sanctionné l'inégalité ou postulé la fusion. Le peuple participe indirectement aux volontés des gouvernants par son adhésion aux institutions et plus directement par la consécration de fait qu'il donne aux lois nouvelles. Heureusement sa participation n'est pas encore nécessaire — du moins en France — pour la mise en chantier des lois et leur consécration définitive.

Un régime démocratique, fondé sur la représentation du peuple, est engendré, comme tous les régimes, par des causes déterminantes de race et de milieu ; il ne peut fonctionner librement que s'il repose sur des tendances communes, un point de vue identique, une mentalité commune, provenant d'une certaine cohésion ethnique de la nation. Si on lui reproche d'être d'essence oligarchique et de ne pas laisser une place assez grande au gouvernement populaire, cela tient à la diversité des races composantes, dont les volontés, parfois divergeantes, ne parviennent à s'unir, en vue de l'intérêt commun que grâce à des concessions mutuelles. Le gouvernement direct par le peuple sanctionne une unification faite ou présumée faite parmi les races composantes ; les citoyens américains, dont les institutions traduisent les aspirations d'une race dominante d'origine anglo-saxonne, peuvent prendre une part plus active que les citoyens français à la vie publique du pays ; c'est pour maintenir les libertés publiques qui leur sont chères, et parce qu'ils serait imprudent de garder un régime

pareillement libéral avec des citoyens nouveaux qui n'auraient pas les aspirations des autochtones, que les Etats-Unis ont clos soigneusement leurs portes devant l'invasion étrangère.

Le régime français, à base démocratique, repose sur une très large collaboration des citoyens à la vie publique. Par suite de la tendance, fatale aux démocrates, à étendre toujours la participation du citoyen à la vie étatique en même temps que les attributions de l'Etat, les causes de divergences entre les citoyens ont des occasions, sans cesse croissantes, de se multiplier.

Une immigration inconséquente de trois millions d'étrangers risque de fausser le jeu du régime actuel, puisque la volonté des citoyens nouveaux ne sera pas retenue et guidée par les forces déterminantes et les « impondérables » qui orientent les tendances des nationaux vers un même idéal. L'Etat-Nation moderne, à la différence de l'Etat oligarchique, a besoin d'une certaine unité dans sa population.

Et si les institutions ne sont que la réalisation concrète des aspirations des citoyens, il n'est pas indifférent que les immigrants — citoyens en puissance — apportent suivant leur race, telle ou telle aspiration de vie publique. Or, au point de vue du maintien des libertés politiques, que vaut cette immigration de 1.500.000 méditerranéens ? Cette invasion massive ne risque-t-elle pas de rompre l'équilibre ethnique national en faveur d'un certain élément, par suite, de rendre prédominantes et d'imposer aux mœurs publiques, les tendances de cet élément ?

Il semble que Montesquieu ait aperçu le mal et qu'il en ait indiqué les remèdes : « ... Le Goth Jornandès a appelé le nord de l'Europe la fabrique du genre humain, *humani generis officinam*. Je l'appellerai plutôt la fabrique des instruments qui brisèrent les fers forgés au midi. C'est là que se forment ces nations vaillantes qui sortent de leur pays pour détruire les

tyrans et les esclaves, et apprendre aux hommes que, la nature les ayant faits égaux, la raison n'a pu les rendre dépendants que pour leur bonheur... » (1) Les nations de la Scandinavie « ont été la source de la liberté de l'Europe ». Quelle saveur prend cette confession dans la bouche du gascon Montesquieu ?

Le recours à des races nordiques n'a donc pour but que de contrebalancer « cette forme particulière de la tyrannie » que de Tocqueville nommait « le despotisme démocratique », mal particulier aux races méditerranéennes. L'implantation de robustes familles anglaises, rhénanes ou scandinaves dans des régions dépeuplées, en même temps qu'elle apportera un remède certain et durable au problème de la dépopulation des campagnes, peut, seule, atténuer les répercussions d'une immigration méridionale désordonnée sur les tendances générales de la vie politique française. Ce sera une nouvelle conquête de la France par les Franks.

Un journaliste américain écrivait à propos de l'immigration italienne : « A notre avis, nous devrions suspendre toute immigration pendant deux générations, mais si elle doit subsister, elle devrait être déterminée strictement par le principe de la préparation à la vie américaine... Ce principe et cette méthode n'impliquent aucune dépréciation des peuples différents du nôtre, pas plus qu'ils ne supposent notre supériorité. Nous affirmons seulement notre droit d'être et de rester nous-mêmes. » (2)

Nous ne prétendons pas autre chose.

Ce devoir de conserver son intégrité ethnique, une nation ne l'a pas seulement vis-à-vis d'elle-même ; la solidarité européenne le lui impose. Le XX^e siècle est un siècle de luttes

(1) *L'esprit des lois*. Livre XVII. chap. V.

(2) Chicago Tribune du 22 novembre 1928. Cité in *Revue de l'Immigration*. N° 9. Janvier 1929, p. 39.

ethniques, les peuples de couleur ont pris conscience de la force qu'ils représentent par leur population prolifique sans cesse accrue, vis-à-vis de la race blanche qui donne des signes de décrépitude. A la suite du dépeuplement des campagnes qui se manifeste même en Italie et de la diminution de la natalité dans les grandes villes, M. Mussolini a publié dans la revue italienne « *La Gerarchia* » en septembre 1928, un article de fonds où il expose « que la race blanche tout entière, la race occidentale, peut être submergée par les autres races de couleur qui se multiplient suivant un rythme inconnu à la nôtre. Les nègres et les jaunes sont-ils donc à nos portes ? Oui, ils sont à nos portes et non seulement grâce à leur fécondité, mais encore grâce à la conscience qu'ils ont prise de la valeur de leur race et de son avenir dans le monde... Quelle importance pourrait avoir dans l'histoire future de l'Occident, une Chine de 400 millions d'hommes unifiés en un seul Etat ? »

Tout l'Occident a le devoir de se grouper pour maintenir l'intégrité de la race blanche et opposer aux races de couleur un bloc sans fissures. Notre nation a-t-elle toujours respecté ce devoir ? Nous lisons sous la plume de M. Korherr cette assertion sur la France : « Pays abâtardi par la pénétration nègre et en train de devenir le pont le plus périlleux de l'invasion des races étrangères en Europe, danger terrible pour l'Occidents (1). » Une seule visite dans les quartiers populeux des grandes villes confirme l'accusation portée contre nous. Nos voisins eux-mêmes s'émeuvent de notre inertie en matière de sélection ethnique.

*
**

Il importe dès maintenant de prévoir et de limiter les effets de l'immigration dans ce qu'ils pourraient présenter de dange-

(1) Cité in *Revue de l'Immigration*, N° 11, mars 1929, p. 27.

reux par leur influence sur l'évolution de la pensée (1). Il faut éveiller la conscience ethnique de la Nation, faire comprendre au peuple de quel mélange il est issu et quelles en sont les qualités, attiser chez lui l'amour de ses institutions, le patriotisme étant le meilleur acte d'adhésion à l'Etat. Les mêmes réactions qui ont poussé la population américaine d'origine anglo-saxonne à prendre des solutions protectrices de son intégrité peuvent-elles être attendues de la nation française ? L'instinct de la conservation est-il encore assez puissant pour entraîner l'adoption de mesures de salut ?

L'immigration apparaît comme un phénomène nécessaire qui ne s'atténuera pas dans l'avenir. Les départements français continuent à se dépeupler lentement : le seul département du Gers, qui a perdu en 50 ans plus du tiers de sa population, a vu le nombre de ses habitants diminuer, entre 1921 et 1926, de 6.000 âmes (sur un chiffre total de 197.000 habitants) et pour cette même période l'accroissement des éléments étrangers atteint à peine 7.350 individus. L'immigration n'a donc fait que masquer, pour un temps, une perte angoissante de

(1) Du point de vue culturel, l'immigration peut produire des effets heureux, à la condition qu'elle soit réglementée en nombre et en qualité. Elle entraînera fatalement un goût de l'universalisme, un affranchissement des formules routinières qui n'est pas fait pour nous déplaire. « Au point de vue intellectuel, écrit M. Achille Mestre, nous sommes lassés jusqu'à l'écœurement, de la spécialisation abusive dans l'ordre des sciences et des enseignements, et notre idéal, c'est de nous placer à un point de vue élevé d'où nous puissions, d'un seul regard, nous rendre compte de la pensée humaine pour en faire la somme. Cette extrême dégoût de la spécialisation qui se manifeste et chez ceux qui enseignent, et chez ceux qui reçoivent l'enseignement, ce dégoût que pour ma part j'éprouve à un point que je ne saurais dire, n'est qu'une introduction à un nouveau moyen-âge et à une nouvelle philosophie des choses. » (Revue fédéraliste, juillet 1925). Le brassage des races qui résultera du contact de 3 millions d'étrangers avec la population nationale, enfantera une civilisation nouvelle, un nouvel ordre de choses où les fondements de l'ancien seront peut-être remis en question. Nouveau Moyen-âge ? Non, nouvelle Renaissance qui ne connaîtra point l'esprit de synthèse et qui se fera plutôt diviseuse, à moins qu'une race ne prenne la prépondérance et impose son idéal, comme le fit la race nordique.

population française, et si l'on veut revenir au chiffre de 1831 (312.000 habitants) c'est 120.000 étrangers supplémentaires qu'il faut introduire.

On ne satisfait pas de pareilles nécessités démographiques en restant dans l'inaction. Il importe de confier la direction du mouvement d'immigration à un organisme qualifié qui saura réaliser l'œuvre nécessaire et, limitant l'immigration à de bons éléments ethniques, réduira les effets des changements qu'elle apporte dans nos mœurs et dans nos institutions.

Vu : *le Doyen,*
H. BERTHÉLÉMY.

Vu : *le Président de la Thèse.*
A. MESTRE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER,
le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

I. — VOLUMES TRAITÉS, etc.

- BERCOVICI. — *Le contrôle sanitaire des immigrants en France*. Sagot, Paris, 1926.
- BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL. — *Emigration et Immigration*. Législations et traités. Genève, 1^{re} édition 1922-1923, 2^e édition, 1928.
- Conventions et réglementations relatives à l'immigration et à l'émigration*. — Imprimerie Nationale, 1928.
- CHAMFERLAN (HOUSTON-STEWART). — *La genèse du XIX^e siècle*. Traduction de Robert Godet. Payot 1913.
- DUBOSCQ (André). — *Le Pacifique et la rencontre des races*. Arthème Fayard, 1929.
- DUGUIT (Léon). — *Traité de Droit Public*. Paris 1907.
- GOBINEAU (Comte Arthur de). — *Essai sur l'inégalité des races humaines*. Firmin-Didot 2^e édition.
- *Les Pléiades*. Au Sans Pareil, 1921.
- *Histoire d'Ottar Jarl et de sa descendance*. Firmin-Didot 1879.
- GONNARD. — *Essai sur l'histoire de l'émigration*. Valois 1927.
- HAURIUO (MAURICE). — *Précis de Droit Constitutionnel*. Sirey. 1^{re} édition 1923, 2^e édition 1929.
- HEYKING (BARON ALPHONSE DE). — *La conception de l'Etat et la cohésion ethnique*. Paris, 1927.
- JOHANET (RENÉ). — *Le principe des nationalités*. Paris 1918.
- KACZMAREK (ABBÉ CZESLAN). — *L'émigration polonaise en France après la guerre*. Berger-Levrault. 1928.
- LACHAZE. — *Du statut juridique de l'étranger au regard du droit public français*. Paris 1928.
- LAMBERT (CHARLES). — *La France et les étrangers*. Delagrave. 1928.
- LE BON (DR GUSTAVE). — *Lois psychologiques de l'évolution des peuples*. Alcan 8^e édition 1907.
- LE FÈVRE (GEORGES). — *Homme-travail*. Baudinière 1929.
- LE FUR (LOUIS). — *Races, Nationalités, Etats*. Alcan 1923.
- LUGAND. — *L'immigration des ouvriers étrangers en France et les enseignements de la guerre*. Paris 1919.
- MARCEL-RÉMOND. — *L'immigration italienne dans le Sud-Ouest de la France*. Dalloz 1928.

- MARTIAL (Dr RENÉ). — *La greffe inter-raciale et l'immigration dans l'agriculture*. Concours médical 1928.
- MURET (MAURICE). — *Le crépuscule des nations blanches*. Payot 1925.
- PAIRAULT (ANDRÉ). — *L'immigration organisée et l'emploi de la main-d'œuvre étrangère en France*. Les Presses Universitaires. 1927.
- PAON (MARCEL). — *L'immigration en France*. Payot 1926.
- PASQUET (LOUIS). — *L'immigration et la main-d'œuvre étrangère en France*. Rieder. 1927
- PEYRET (HENRY). — *L'immigration de la main-d'œuvre agricole italienne en Gascogne*. Cadoret, Bordeaux. 1928.
- PITTARD (EUGÈNE). — *Les races et l'histoire*. Payot.
- RODET (YVES). — *L'immigration des travailleurs étrangers*. Paris, Pierre Bossuet, éditeur, 1924.
- SAVOY (PREW). — *La question japonaise aux Etats-Unis*. Paris 1924.
- SIEGFRIED (ANDRÉ). — *Les Etats-Unis d'aujourd'hui*. Colin. 1927.
- SOUCHON. — *La crise de la main-d'œuvre agricole en France*. Paris. 1914.
- THOMSON (J. ARTHUR). — *L'hérédité*. Traduction française de Henry de Narigny. Payot. 1930.
- VACHER DE LAPOUGE. — *L'homme aryen*. Fontemoing 1899.
- *Les sélections sociales*. 1896.
- WURTZ (PIERRE). — *La question de l'immigration aux Etats-Unis. Son état actuel*. Dreux, Paris. 1925.

II. — PÉRIODIQUES, ARTICLES DE REVUE, ETC...

- HAURIU (ANDRÉ). — *L'immigration italienne dans le Sud-Ouest. Année politique française et étrangère*. 3^e année. — fasc. 2. Avril 1928.
- HAURIU (MAURICE). — *La théorie de l'institution et de la fondation. La cité moderne*. 1925.
- JEAN-MARC. — *L'immigration agricole dans le département de l'Aisne. Dossiers de l'action Populaire*. N° 139. Mars 1926.
- LEBELLE (JEAN). — *Le contrôle sanitaire des immigrants. Revue d'Immigration*. N° 1. Juin 1928.
- PASTEUR, LESTRINGANT ET GRAND RABBIN ISRAEL LÉVY. — *Rapports au Comité National d'études sociales et politiques*. Fasc. 338.
- MARTIAL (Dr RENÉ). — *Le problème de l'immigration. L'examen sanitaire et le logement des immigrants. Revue pol. et parl.* Décembre 1926. t. 129.
- OUALID (WILLIAM). — *L'immigration ouvrière en France. Cahiers du redressement français*. S. A. P. E. Paris 1927.
- *L'immigration est-elle organisée en France ? La France deviendra-t-elle un pays de minorités nationales ? Musée Social* Mai-Juin 1927.
- *L'aspect juridique de l'immigration ouvrière. Bulletin de l'association nationale pour la protection des travailleurs*. Nouvelle série, n° 22, Alcan. 1923.

PAON (MARCEL). — La main-d'œuvre étrangère dans l'agriculture. *Musée Social*, n° août-septembre 1928.

VACHER DE LAPOUGE. — Etude sur la nature et sur l'évolution historique du droit de succession. *Revue Générale du Droit*. Années 1885 et 1886.

VARLEZ (LOUIS). — Les problèmes des migrations et la Conférence de La Havane de 1928. *Revue Internationale du Travail*. Janvier 1929.

Bulletin du Ministère du Travail.

La Main-d'œuvre agricole.

Le Musée Social.

Revue de l'Immigration.

Revue politique et parlementaire.

III. — TRAVAUX PARLEMENTAIRES

Projet de loi déposé le 12 octobre 1922 par M. Poincaré et tendant à la création d'un Office National de l'Immigration. Doc. Parl. Chambre III. Ann. n° 4.869, p. 10.

Proposition de loi déposée le 17 mars 1921 par M. de Warren, député, et tendant à la création d'un Office National de l'Immigration. Doc. Parl. Chambre. Ann. 2.343, p. 1444.

Proposition de loi déposée le 17 avril 1926 par le Dr Chauveau, sénateur, relative au contrôle sanitaire des immigrants. Doc. Parl. Sénat, Ann. 251.

Rapport sur le budget du ministère du Travail pour l'exercice 1925, présenté au nom de la Commission des finances, par M. Nogaro, député. Doc. Parl. Chambre. Ann. 517, page 1995 (notamment le chapitre 25).

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE I. — <i>La situation démographique et le mouve- ment de l'immigration en France</i>	11
I. — La baisse de la natalité	11
II. — La dépopulation des campagnes	13
III. — L'invasion étrangère	15
CHAPITRE II. — <i>Les étrangers dans le milieu français</i>	19
I. — L'influence assimilatrice du milieu urbain	20
II. — Influence assimilatrice du milieu rural	24
III. — Immigration individuelle ou familiale	26
CHAPITRE III. — <i>Les théoriciens de la race</i>	31
I. — Gobineau	32
II. — Vacher de Lapouge	37
III. — H. St Chamberlain	41
IV. — Conclusion	45
CHAPITRE IV. — <i>La défense ethnique aux Etats-Unis d'Amérique</i>	51
I. — L'immigration et ses dangers	51
II. — La défense de l'élément anglo-saxon	54
III. — Eugénisme	58
IV. — La réglementation de l'immigration	61
V. — Une ethnique nouvelle	68
CHAPITRE V. — <i>La nation française et la sélection ethnique.</i>	71
I. — La nation individualisée	73

1°. — La matérialité de la nation	73
2°. — La parenté spirituelle des nationaux	75
II. — L'organisation étatique. L'adhésion active et pas- sive des citoyens à l'institution	81
III. — La sélection de l'immigration	88
IV. — La politique de sélection	91
CHAPITRE VI. — <i>La sélection sanitaire en France</i>	97
I. — Le contrôle sanitaire français à l'étranger	99
1°. — L'immigration individuelle	99
2°. — L'immigration collective	101
II. — Le contrôle au bureau frontière	102
III. — Systèmes étrangers	106
IV. — Réformes à apporter au système français de con- trôle sanitaire	109
1°. — Détermination des maladies contagieuses cons- tituant un empêchement à l'admission sur le territoire français	110
3°. — Institution d'un livret sanitaire	110
3°. — Réorganisation des services sanitaires. Renfor- cement du contrôle. Différents systèmes proposés. Projet de réglementation internationale	112
CHAPITRE VII. — <i>La réorganisation des services de l'immi- gration</i>	117
I. — L'organisation actuelle des services d'immigra- tion	118
II. — L'organisation américaine	121
III. — Réorganisation de l'administration de l'immi- gration	122
IV. — Contentieux de l'immigration	127
CONCLUSION	135
BIBLIOGRAPHIE	143
TABLE DES MATIERES	147

IMPRIMERIE DU MONTPARNASSE
ET DE PERSAN-BEAUMONT
80, AVENUE WILSON
PERSAN (S.-&-O.)

TÉLÉPH. 40

